

# Le chemin vers une éducation complète

## à la sexualité

### Rapport sur la situation dans le monde



## L'UNESCO : chef de file pour l'éducation

L'éducation est la priorité absolue de l'UNESCO car c'est un droit humain fondamental qui constitue la pierre angulaire de la paix et du développement durable. L'UNESCO est l'agence des Nations Unies spécialisée pour l'éducation. Elle assure un rôle moteur aux niveaux mondial et régional pour renforcer le développement, la résilience et la capacité des systèmes nationaux d'éducation au service de tous les apprenants. L'UNESCO dirige également les efforts pour répondre aux défis mondiaux actuels par le biais de l'apprentissage transformateur, en mettant particulièrement l'accent dans toutes ses actions sur l'égalité des genres et l'Afrique.



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## L'agenda mondial Éducation 2030

En tant qu'institution des Nations Unies spécialisée pour l'éducation, l'UNESCO est chargée de diriger et de coordonner l'agenda Éducation 2030, qui fait partie d'un mouvement mondial visant à éradiquer la pauvreté, d'ici à 2030, à travers 17 Objectifs de développement durable. Essentielle pour atteindre chacun de ces objectifs, l'éducation est au cœur de l'Objectif 4 qui vise à « *assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie* ». Le Cadre d'action Éducation 2030 définit des orientations pour la mise en œuvre de cet objectif et de ces engagements ambitieux.



Publié en 2022 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France, Le Secrétariat de l'ONUSIDA, Avenue Appia 20, CH-1211 Genève 27, Suisse, Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), 605 Third Avenue, New York, NY 10158, États-Unis d'Amérique, Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), UNICEF House, 3 United Nations Plaza, New York, NY 10017, États-Unis d'Amérique, ONU Femmes, 220 East 42nd Street, New York, NY 10017, États-Unis d'Amérique et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Avenue Appia 20, CH-1211 Genève 27, Suisse.

© UNESCO 2022

ISBN 978-92-3-200261-7



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO ([www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr](http://www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr)).

Titre original : *The journey towards comprehensive sexuality education: Global status report*

Publié en 2021 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Secrétariat de l'ONUSIDA, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), ONU-Femmes et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO, de l'UNICEF, d'ONUSIDA, du FNUAP, de l'OMS et d'ONU Femmes aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles de ses auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO, de l'UNICEF, de l'ONUSIDA, du FNUAP, de l'OMS et de l'ONU Femmes et n'engagent en aucune façon ces Organisations.

La mention de sociétés ou de produits commerciaux n'implique pas que ces derniers soient approuvés ou recommandés par l'UNESCO, l'UNICEF, l'ONUSIDA, le FNUAP, l'OMS et ONU Femmes. Sauf erreur ou omission, les noms des produits brevetés sont distingués par une majuscule initiale.

Toutes les précautions raisonnables ont été prises par l'UNESCO, l'UNICEF, l'ONUSIDA, le FNUAP, l'OMS et ONU Femmes pour vérifier les informations contenues dans cette publication. Toutefois, le matériel publié est distribué sans garantie d'aucune sorte, explicite ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation de ce matériel incombe au lecteur. En aucun cas, l'UNESCO, l'UNICEF, l'ONUSIDA, le FNUAP, l'OMS et l'ONU Femmes ne pourront être tenus responsables des dommages résultant de son utilisation.

Photo de couverture : Verzzh/Shutterstock.com

Pictogrammes (pages intérieures) : <https://thenounproject.com/>. Disponibles sous CC BY

Pictogramme "Graphic", créé par Guilherme Furtado

Pictogramme "Resume", créé par unlimicon, collection "Lists"

Pictogramme "Cog", créé par useiconic.com, collection "Iconic"

Pictogramme "Click", créé par Adrien Coquet

Pictogramme "Idea", créé par Joe Harrison

Pictogramme "Target", créé par Maxim Kulikov, collection "Target"

Pictogramme "Mortar Board", créé par CHUM, collection "Stroke Generic"

Traduction : UNESCO

Mise en page et impression dans les ateliers de l'UNESCO

Imprimé en France

# R É S U M É

## Comment les pays progressent-ils vers l'éducation complète à la sexualité pour toutes et tous ?

L'éducation complète à la sexualité (ECS) est essentielle au bien-être des enfants et des jeunes, car elle leur transmet les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour opérer des choix sains et responsables dans leur vie.

Le présent rapport s'appuie sur diverses sources de données pour analyser les progrès réalisés par les pays en vue d'offrir à tous les apprenants une ECS de qualité au sein du système scolaire. Quatre vingt cinq pour cent des 115 pays étudiés ont des politiques ou des lois se rapportant à l'éducation à la sexualité, mais ils sont bien plus nombreux à faire état de politiques visant à la rendre obligatoire dans l'enseignement secondaire que dans l'enseignement primaire. En outre, l'existence de cadres politiques et légaux n'est pas toujours synonyme de contenu complet ou de mise en œuvre vigoureuse.

La plupart des pays indiquent avoir mis en place des programmes scolaires, mais une analyse plus détaillée suggère que ceux-ci ne couvrent généralement pas toute l'étendue des sujets qu'il conviendrait d'aborder pour une éducation à la sexualité efficace et pertinente. En outre, si, dans un certain nombre de contextes, il est clair que des efforts sont faits pour améliorer la formation des enseignants, les recherches menées auprès d'eux montrent que beaucoup n'ont pas la confiance en eux nécessaire pour assurer cet enseignement. Du côté des élèves, les enquêtes montrent qu'ils ont souvent le sentiment d'avoir reçu les informations trop tard et qu'ils auraient préféré que l'éducation à la sexualité commence plus tôt dans leur scolarité.

On relève, dans une série de contextes, des preuves factuelles d'opposition à l'ECS, souvent le reflet d'informations erronées sur le contenu, les objectifs ou les effets de cette éducation. Dans de nombreux pays, un environnement favorable à l'ECS a été créé en associant activement les communautés, notamment les parents, les responsables scolaires, les chefs religieux, les médias et les jeunes eux-mêmes.

Le présent rapport recommande aux pays :

- de doter l'ECS de mandats et de budgets clairs pour garantir la mise en œuvre de politiques et de programmes qui offrent à tous les apprenants la possibilité de bénéficier d'une éducation complète à la sexualité de qualité ;
- d'investir dans l'amélioration de la qualité des programmes et dans la formation des enseignants ;
- de renforcer le suivi de la mise en œuvre de l'ECS.

Dans une enquête récente auprès de jeunes (âgé.e.s de 15 à 24 ans) d'Asie et du Pacifique,

**moins d'1 sur 3**  
pensent que leur école leur enseigne bien l'éducation à la sexualité.



unesco

« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. »

# Le chemin vers une éducation complète à la sexualité

## Rapport sur la situation dans le monde

# Sommaire

Remerciements .....	4
Liste des acronymes .....	5
Résumé .....	6
<b>1. Introduction .....</b>	<b>12</b>
1.1 Sources des données et méthodologie .....	16
<b>2. État actuel de l'ECS .....</b>	<b>19</b>
2.1 Lois et politiques .....	19
2.2 Couverture .....	25
2.3 Le programme scolaire : ampleur et pertinence des contenus .....	27
2.4 Enseignement .....	37
2.5 Un environnement favorable .....	46
2.6 Atteindre les groupes vulnérables et les enfants et les jeunes non scolarisés .....	54
2.7 L'éducation à la sexualité dans le contexte de la COVID-19 .....	54
<b>3. Conclusions et clés pour l'avenir .....</b>	<b>56</b>
Annexes .....	59
Annexe 1 : Liste des interlocuteurs clés .....	59
Annexe 2 : Informations sur les outils de mesure et les indicateurs mondiaux existants utilisés dans le rapport .....	59
Annexe 3 : Tableau des données relatives à la santé des adolescents et à l'enseignement de l'ECS dans un certain nombre de pays .....	65
Références .....	69

## Tableaux

Tableau 1. Principaux ensembles de données utilisés dans le présent rapport .....	17
Tableau 2. Concepts clés et caractéristiques de l'ECS .....	31

## Figures

Figure 1. Lois et/ou politiques relatives à l'éducation à la sexualité .....	21
Figure 2. Taux de couverture du programme national d'éducation à la sexualité .....	26
Figure 3. Programmes scolaires relatifs à l'éducation à la sexualité au sein du système éducatif .....	28
Figure 4. Modalité d'enseignement de l'éducation à la sexualité dans les établissements primaires .....	30
Figure 5. Modalité d'enseignement de l'éducation à la sexualité dans les établissements secondaires .....	30
Figure 6. Ampleur du programme d'éducation à la sexualité, telle qu'indiquée par les pays répondants .....	33
Figure 7. Degré d'inclusion dans les programmes d'une série de sujets clés de l'ECS (enseignement secondaire), tel qu'indiqué par les pays répondants .....	33
Figure 8. Degré d'inclusion dans les programmes d'une série de sujets clés de l'ECS (enseignement primaire), tel qu'indiqué par les pays répondants .....	33
Figure 9. Scores pondérés du SERAT concernant le contenu global du programme scolaire pour les différents groupes d'âge .....	35
Figure 10. Scores pondérés du SERAT concernant les sujets clés .....	35
Figure 11. Scores pondérés du SERAT concernant les domaines d'apprentissage .....	35
Figure 12. Méthode d'enseignement de l'éducation à la sexualité, telle qu'indiquée par les pays répondants .....	43
Figure 13. Accès aux services de santé sexuelle et reproductive, tel qu'indiqué par les pays répondants .....	47

## Études de cas

Étude de cas 1 : Le chemin de la République démocratique populaire lao vers l'éducation complète à la sexualité....	16
Étude de cas 2 : L'Angleterre institue l'éducation sexuelle et relationnelle obligatoire à partir de 2021 .....	23
Étude de cas 3 : Le chemin de la Tunisie vers l'ECS .....	23
Étude de cas 4 : Engagement envers l'ECS et sa généralisation dans l'État du Jharkhand, en Inde .....	25
Étude de cas 5 : Le chemin de la Jamaïque vers l'ECS .....	26
Étude de cas 6 : En Finlande, une éducation physique et émotionnelle est dispensée aux enfants dans le préprimaire .....	29
Étude de cas 7 : L'éducation à la sexualité dans le programme Santé et Bien-être de l'Écosse .....	34
Étude de cas 8 : En Suède, une approche de l'éducation à la sexualité transformatrice du genre .....	36
Étude de cas 9 : Les instituts de formation des enseignants en tant que centres d'excellence pour la préparation à l'enseignement de l'ECS .....	38
Étude de cas 10 : En Namibie, des enseignants spécialisés dans l'éducation aux compétences utiles dans la vie permettent d'étendre la couverture .....	39
Étude de cas 11 : Au Kirghizistan, le passage à grande échelle de la formation des enseignants .....	39
Étude de cas 12 : Des plans de cours scénarisés pour soutenir les enseignants en Afrique du Sud .....	40
Étude de cas 13 : Le cheminement du Cameroun vers une éducation holistique à la sexualité .....	41
Étude de cas 14 : Au Chili, assurer aux enseignants le soutien adéquat .....	41
Étude de cas 15 : Le chemin de l'Arménie vers un modèle intégré d'éducation à la sexualité .....	43
Étude de cas 16 : Un outil complet d'examen de l'éducation à la sexualité en milieu scolaire .....	45
Étude de cas 17 : En Afrique orientale et australe, un engagement ministériel fort en faveur de la généralisation de l'ECS .....	48
Étude de cas 18 : Au Pakistan, obtenir le soutien des communautés à l'éducation à la sexualité .....	49
Étude de cas 19 : Au Mexique, l'important soutien des organisations de la société civile à l'éducation à la sexualité... 50	50
Étude de cas 20 : Soutien du Fonds mondial au développement de l'ECS dans le cadre de la réponse au VIH en Afrique subsaharienne .....	51
Étude de cas 21 : Points de vue des jeunes de la région Asie-Pacifique sur l'ECS .....	52
Étude de cas 22 : Utiliser les plates-formes numériques pour renforcer l'éducation à la sexualité en milieu scolaire ...	53
Étude de cas 23 : Atteindre les jeunes handicapés en Uruguay .....	54
Étude de cas 24 : En Estonie, l'éducation à la sexualité a continué sur Zoom pendant les fermetures d'écoles .....	55

## Remerciements

L'UNESCO et ses partenaires de co-publication – OMS, FNUAP, ONUSIDA, UNICEF et ONU-Femmes – remercient tous ceux et celles qui, au sein de nombreuses organisations, ont contribué à la préparation du présent rapport. Le rapport a été réalisé par Wendy Wisbaum, avec les contributions de Sally Beadle, Parviz Abduvahobov et Joanna Herat. Elle s'appuie en grande partie sur une étude documentaire réalisée par Susan Wood, avec l'aide à la recherche de Hannah Klein, ainsi que des données collectées et analysées par l'UNESCO. Le personnel de l'OMS, du FNUAP, de l'ONUSIDA, de l'UNICEF et de l'ONU Femmes a contribué à la conceptualisation du rapport et à l'élaboration des versions préliminaires

Nous remercions particulièrement, pour leur participation à la collecte des données, aux entretiens nécessaires aux études de cas et à la révision des versions préliminaires, les personnes suivantes :

Mary-Guinn Delaney, UNESCO Amérique latine et Caraïbes, Santiago

Hongyan Li, UNESCO, Pékin

Chris Castle, Christophe Cornu, Sylvain Séguy, Arushi Singh et Séverine Pillado, UNESCO Paris

Sarita Jadev, UNESCO, New Delhi

Aina Heita-Kantewa, UNESCO, Windhoek

Ngozi Amanze Onyedikachi, UNESCO, Abuja

Tigran Yepoyan, Institut de l'UNESCO pour les technologies de l'information dans l'éducation, Moscou

Xavier Hospital, Delphine Santini et William Ngué, UNESCO, Dakar

Maria Bakaroudis, FNUAP Afrique orientale et australe, Afrique du Sud

Venkatraman Chandra-Mouli et Marina Plesons, OMS, Suisse

Hege Wagan et Alicia Sanchez Argueta, ONUSIDA, Suisse

Jo Sauvarin et Maki Akiyama, Bureau régional du FNUAP pour l'Asie et le Pacifique, Thaïlande

Jenelle Babb et Thanh Loan Ngo, Bureau de l'UNESCO à Bangkok, Bureau régional pour l'éducation en Asie et dans le Pacifique, Thaïlande

Sergio Meresman, Consultant, Uruguay

Ilya Zhukov et Bente Faugli, FNUAP, États-Unis

Demilola Walker et Sarah Thomsen, UNICEF, États-Unis

Nazneen Damji, ONU Femmes, États-Unis

Alice Saili, Mwilu Lenard Mumbi et Remmy Mukonka, UNESCO, Lusaka

Patricia Machawira, Ygainnia Hamandawana, Naomi Mnthali et Remmy Shawa, UNESCO, Harare

Ce présent rapport n'aurait pas vu le jour sans le généreux soutien financier des Gouvernements de la Suède et de la Norvège.

## Liste des acronymes

<b>BZgA</b>	Centre fédéral allemand pour l'éducation à la santé	<b>SIGE</b>	Système d'information pour la gestion de l'éducation
<b>CDPH</b>	Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées	<b>SSR</b>	Santé sexuelle et reproductive
<b>CARICOM</b>	Communauté caribéenne	<b>TIC</b>	Technologies de l'information et de la communication
<b>CIPD</b>	Conférence internationale sur la population et le développement	<b>UBRAF</b>	Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (ONUSIDA)
<b>DREAMS</b>	Determined, Resilient, Empowered, AIDS-free, Mentored, and Safe (États-Unis)	<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>ECS</b>	Éducation complète à la sexualité	<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
<b>ESHA</b>	Estonian Sexual Health Association (Estonie)	<b>VIH</b>	Virus de l'immunodéficience humaine
<b>FNUAP</b>	Fonds des Nations Unies pour la population		
<b>FP2020</b>	Family Planning 2020		
<b>HFLE</b>	Health and Family Life Education (Jamaïque)		
<b>iiDi</b>	Institut interaméricain sur le handicap et le développement inclusif		
<b>IPPF</b>	Fédération internationale pour la planification familiale		
<b>IST</b>	Infection sexuellement transmissible		
<b>ISU</b>	Institut de statistique de l'UNESCO		
<b>ITIE</b>	Institut de l'UNESCO pour les technologies de l'information dans l'éducation		
<b>META</b>	Movimiento Estamos Tod@s en Acción (Nous sommes tous en action)(Amérique latine)		
<b>NHS</b>	National Health Service (Royaume-Uni)		
<b>NCPI</b>	Instrument relatif aux politiques et engagements nationaux		
<b>ODD</b>	Objectif de développement durable		
<b>OFSTED</b>	Office for Standards in Education, Children's Services and Skills (Royaume-Uni)		
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé		
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale		
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies		
<b>ONUSIDA</b>	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida		
<b>ITGSE</b>	Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité		
<b>PEPFAR</b>	The President's Emergency Plan For AIDS Relief (États-Unis)		
<b>SADC</b>	Communauté de développement de l'Afrique australe		
<b>SERAT</b>	Outil de revue et analyse de l'éducation sexuelle		
<b>SIDA</b>	Syndrome de l'immunodéficience acquise		

# Résumé

L'éducation complète à la sexualité (ECS) en milieu scolaire joue un rôle crucial dans la promotion de la santé et du bien-être des enfants et des jeunes. Depuis de nombreuses années, les pays du monde entier aspirent à ce que leurs apprenants aient accès, sous une forme ou une autre, à une éducation à la sexualité. Cet enseignement, qui porte différents noms selon les contextes, vient souvent en réponse à des problèmes sanitaires et sociaux pressants tels que des niveaux élevés de VIH, de violence sexiste ou de grossesses précoces et non désirées. Ces dernières années, il s'est souvent transformé en une matière plus globale couvrant un large éventail de sujets, abordés sur plusieurs années. À mesure que s'accumulent les preuves de l'importance d'une éducation à la sexualité véritablement complète, et que la recherche éclaire sur les meilleures pratiques en la matière, nombre de pays s'efforcent d'en améliorer l'exhaustivité et d'intensifier leurs efforts pour atteindre tous les apprenants aux divers stades de leur éducation. Si le tableau est variable, avec même des reculs dans certains contextes, on constate des progrès dans de nombreux pays partout dans le monde.

Le présent résumé offre un aperçu de la situation mondiale de l'ECS en milieu scolaire, en vue d'informer les efforts de plaidoyer et d'affectation de ressources alors que les gouvernements et leurs partenaires s'emploient à atteindre l'objectif de garantir que tous les apprenants reçoivent une ECS de bonne qualité tout au long de leur scolarité.

La mise en œuvre d'une ECS durable et de qualité dépend d'un ensemble de facteurs, qui doivent être évalués afin de dresser un tableau de la situation de l'ECS à travers le monde :



## LOIS ET POLITIQUES

Le cadre nécessaire à sa mise en œuvre



## COUVERTURE

L'étendue de son enseignement dans les établissements scolaires



## PROGRAMMES

L'ampleur, la qualité et la pertinence des contenus



## ENSEIGNEMENT

Le degré de préparation des enseignants et la qualité de l'ECS dispensée



## ENVIRONNEMENT FAVORABLE

Le soutien et les engagements dont l'ECS bénéficie au sein de l'environnement scolaire élargi ainsi qu'au niveau communautaire et politique.

Différentes sources de données peuvent être sollicitées pour dresser un tableau composite de la situation de l'ECS. Il s'agit notamment d'ensembles de données mondiales collectant des informations sur l'éducation

à la sexualité, de données recueillies dans le cadre d'une série d'enquêtes régionales conçues pour assurer un suivi de la situation, d'une étude documentaire approfondie et d'une série d'entretiens avec des interlocuteurs clés. Malgré la variété des sources de données consultées, dont certaines sources comparables au niveau international comme l'Instrument relatif aux politiques et engagements nationaux (NCPI), on se heurte à certaines limites. Les ensembles de données quantitatives, en particulier, reposent souvent sur les déclarations des parties prenantes au niveau national, lesquelles n'ont pas forcément accès à une image complète et élaborée de l'enseignement de l'ECS dans les établissements du pays. Cela signifie que les données quantitatives, tout en fournissant un instantané, doivent être lues avec prudence. On les a donc autant que possible présentées parallèlement à d'autres résultats de la recherche, obtenant ainsi un tableau plus équilibré, qui fait souvent ressortir des difficultés persistantes auxquelles les pays sont confrontés pour développer et généraliser une éducation à la sexualité réellement complète et de bonne qualité.

Les études de cas présentées tout au long du présent rapport montrent comment les pays progressent dans leur chemin vers l'ECS. Ces exemples provenant du monde entier mettent en lumière un certain nombre de points communs, ainsi que les approches spécifiques, adaptées au contexte local, qui ont permis de dispenser une éducation à la sexualité grâce aux engagements politiques, à une révision des programmes, à des innovations dans la formation des enseignants et aux relations avec les parties prenantes.

## Lois et politiques

L'accès des enfants et des jeunes à une éducation complète à la sexualité s'appuie sur les conventions internationales relatives à la santé, à l'égalité entre les sexes et/ou à l'éducation, ainsi que sur une série d'accords régionaux qui comportent des engagements spécifiques concernant la mise en œuvre de l'éducation à la sexualité et continuent de demander des comptes aux pays à cet égard.

Au niveau national, selon les données disponibles dans 155 pays, 85 % déclarent être dotés de politiques (ou, dans certains cas, de lois ou de cadres légaux) en matière

d'éducation à la sexualité<sup>1</sup>. Un total de 78 pays ont déclaré avoir mis en place une « éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie » dans les établissements tant primaires que secondaires, tandis que 30 pays ont déclaré disposer de politiques uniquement dans l'enseignement secondaire<sup>2</sup>. Les pays restants ont mentionné un cadre légal général de soutien, comprenant des lois, des décrets et des politiques. Au vu de leurs déclarations, les pays sont bien plus nombreux à avoir des politiques d'« éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie » au niveau du secondaire qu'au niveau du primaire.

### Enseignements tirés des exemples nationaux

**En Angleterre (Royaume-Uni), les récentes directives statutaires rendent obligatoire pour toutes les écoles l'enseignement de l'éducation relationnelle au niveau primaire et de l'éducation relationnelle et sexuelle au niveau secondaire. Les défenseurs de cette cause espèrent que ces changements de politique rehausseront le statut de l'éducation relationnelle et sexuelle, ce qui permettra de la prendre plus au sérieux en tant que matière scolaire et d'ouvrir aux enseignants des voies de professionnalisation dans ce domaine (voir l'intégralité de l'étude de cas page 21).**

**En Inde, la responsabilité de l'éducation à la sexualité est décentralisée au niveau des États. Dans l'État de Jharkhand, l'engagement du gouvernement local, ainsi qu'un solide partenariat entre le gouvernement et les ONG, ont grandement contribué à sa généralisation. Un programme a été intégré dans les manuels scolaires et dans la formation initiale et continue des enseignants, et un responsable est chargé de coordonner sa mise en œuvre et de fournir un soutien administratif. C'est la seule initiative de mise à l'échelle et de gestion par un État de ce type en Inde (voir l'intégralité de l'étude de cas page 22).**

En outre, bien qu'un environnement politique positif au niveau national soit un facteur clé de réussite de la mise en œuvre des programmes d'éducation à la sexualité, l'existence de lois et de politiques masque une réalité plus complexe. Peu de pays disposent d'une politique nationale portant spécifiquement sur l'éducation à la sexualité. Lorsqu'ils la mentionnent dans leurs politiques, cela ne s'accompagne parfois d'aucune orientation concernant les

composantes du programme ni la manière de le mettre en œuvre. Dans certains contextes, les politiques et les stratégies sont axées sur une série de questions de santé sexuelle et reproductive, tandis que dans d'autres, elles se concentrent plus spécifiquement sur les compétences utiles dans la vie et la prévention du VIH. Décentraliser l'élaboration des politiques, le financement et la prise de décisions peut permettre aux gouvernements locaux de s'assurer que les programmes répondent mieux aux besoins locaux, mais peut aussi entraîner des incohérences dans la mise en œuvre de l'éducation à la sexualité à l'échelle d'un pays.

Enfin, si l'existence d'une politique et/ou d'une loi donne une certaine indication de l'engagement en faveur de l'éducation à la sexualité dans les discours, elles doivent être suivies d'une allocation de ressources et d'efforts de mise en œuvre. Un certain nombre de pays déclarent allouer des fonds nationaux, mais la recherche montre aussi que dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire, la contribution des donateurs extérieurs reste importante.

## Couverture

Les données de couverture au niveau national sont rarement collectées par le biais d'enquêtes auprès des écoles, de recensements ou de bases de données administratives, et il peut donc s'agir d'estimations faites au niveau central. Elles donnent néanmoins une certaine indication des progrès de la mise en œuvre.

Selon les données disponibles, environ deux tiers des pays déclarants ont indiqué qu'entre 76 % et 100 % des écoles nationales dispensaient une forme quelconque d'éducation à la sexualité – définie comme un enseignement sur les compétences générales pour la vie courante, la santé sexuelle et reproductive et la prévention du VIH<sup>3</sup>.<sup>4</sup> Les pays restants font état de niveaux de couverture plus faibles. Toutefois, ces résultats peuvent brosser une image trop optimiste et doivent être lus avec prudence. Des conceptions divergentes de l'éducation à la sexualité, des définitions floues ou différentes des termes, et des hypothèses non valables contribuent à la communication de chiffres qui peuvent être gonflés. Les données de couverture ne permettent pas non plus d'examiner en détail la question importante, mais plus complexe, de la qualité du contenu et de la mise en œuvre du programme scolaire. Une recherche spécifique auprès des apprenants et des enseignants pourrait donner une indication de la qualité plus exacte. Ainsi, les recherches sur le point de vue des élèves menées dans différents pays montrent qu'ils ont souvent le sentiment d'avoir reçu les informations trop tard et qu'ils auraient préféré que le programme d'éducation à la sexualité commence plus tôt dans leur scolarité.

**... si l'existence d'une politique et/ou d'une loi donne une certaine indication de l'engagement en faveur de l'éducation sexuelle dans les discours, elle doit être suivie d'une véritable allocation de ressources et d'efforts de mise en œuvre.**

1 Instrument relatif aux politiques et engagements nationaux (NCPI) d'ONUSIDA (2017, 2019) ; Enquête sur l'éducation à la sexualité en Europe et en Asie centrale (Ketting et Ivanova 2018) ; Enquête sur la situation de l'ECS (réalisée dans 60 pays d'Asie et du Pacifique, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine et des Caraïbes pour les besoins du présent rapport, 2019-2020).

2 Instrument relatif aux politiques et engagements nationaux (NCPI) d'ONUSIDA (2017, 2019).

3 Sources : Instrument relatif aux politiques et engagements nationaux (NCPI) d'ONUSIDA (2017, 2019), Indicateur thématique 4.7.2 des objectifs de développement durable (ODD), Enquête sur la situation de l'ECS (réalisée dans 60 pays d'Asie et du Pacifique, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine et des Caraïbes pour les besoins du présent rapport, 2019-20).

4 Indicateur tel que mentionné dans UNESCO (2013), *Mesurer la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au sida : directives pour l'élaboration et l'utilisation d'indicateurs de base*.

### Perspectives d'apprentissage :

Les adolescents et les jeunes fournissent des indications précieuses sur la qualité de l'éducation à la sexualité. Dans une enquête en ligne réalisée en 2019, plus de 1 400 jeunes (âgés de 15 à 24 ans) dans 27 pays ont réfléchi à leur expérience de cette éducation. Moins d'un sur trois (28 %) estimait avoir reçu à l'école une éducation à la sexualité de très bonne ou d'assez bonne qualité. Les jeunes handicapés et les jeunes s'identifiant comme lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres ou intersexes (LGBTI) étaient moins satisfaits de leur éducation à la sexualité que leurs pairs. Il sera important de continuer à inclure les voix des adolescents et des jeunes dans les efforts de suivi de la situation de l'ECS.



des jeunes pensent que leur école leur a enseigné la sexualité très bien ou assez bien

## Ampleur du programme et pertinence des contenus

Ces dernières années, de nombreux pays ont élaboré ou révisé leur programme national, en s'appuyant sur les orientations internationales, y compris la version actualisée des *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité des Nations Unies (ITGSE)*. Certains pays ont depuis longtemps adopté des programmes d'études incluant un large éventail de contenus ; pour d'autres, cela est relativement nouveau.

Sur 123 pays déclarants, 85 % ont indiqué que des contenus et des thèmes pertinents d'éducation à la sexualité étaient abordés dans le programme scolaire national<sup>5</sup>. Lorsqu'on analyse ces données par niveau d'éducation, les pays sont plus nombreux à déclarer que « l'éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie et sensible au genre fait partie du programme scolaire » au niveau de l'enseignement secondaire qu'au niveau de l'enseignement primaire.

Dans de nombreux contextes, on est passé clairement, dans les programmes scolaires, d'une focalisation étroite sur la prévention du VIH et les aspects biologiques de la santé sexuelle et reproductive à un plus large éventail de sujets. Dans une enquête réalisée 2019-2020 sur la situation de l'ECS, de nombreux pays ont déclaré que leur programme d'études était complet selon les orientations internationales, et on dispose effectivement de données indiquant qu'une révision ou une réforme du programme est en cours ou a eu lieu récemment. D'un autre côté, lorsqu'on les interroge sur des sujets en particulier, certains (par exemple la puberté, les relations sexuelles, la grossesse et l'accouchement) sont plus susceptibles d'être bien couverts que d'autres (par exemple l'accès aux services, la contraception, l'avortement médicalisé). De

nouvelles données suggèrent également que le contenu du programme est souvent plus étoffé pour les groupes d'âge plus âgés que pour les plus jeunes, bien que certains pays fournissent un contenu complet, adapté à l'âge, dès le niveau préprimaire.

### Enseignements tirés des exemples nationaux

En **Jamaïque**, le programme d'éducation à la santé et à la vie familiale a fait l'objet d'une série de révisions, avec la participation de diverses parties prenantes, dont des organisations confessionnelles. Ces révisions se sont toujours largement appuyées sur des données – en réponse à des problèmes sanitaires et sociaux nouveaux et émergents – et ont fait appel à des spécialistes de la matière, des responsables du programme et des experts techniques d'un large éventail de parties prenantes (*voir l'intégralité de l'étude de cas page 23*).

En **République démocratique populaire lao**, le programme d'enseignement des compétences de la vie courante a récemment été analysé par rapport aux orientations internationales, révélant un manque de contenus dans les domaines du genre, des droits, des comportements sexuels et des normes sociales équitables. En réponse, le Ministère de l'éducation et des sports a mené un processus participatif associant des enseignants, la société civile et des organismes des Nations Unies, afin de développer des objectifs d'apprentissage pour ce qui est maintenant appelé « éducation complète à la sexualité » (au niveau secondaire), ainsi que des plans de cours par niveau (*voir l'intégralité de l'étude de cas page 15*).

En **Suède**, selon les principes directeurs nationaux en vigueur, l'éducation à la sexualité doit couvrir une série de sujets, mais la manière exacte dont ils sont inclus dans les plans de cours est laissée à la discrétion de chaque établissement. Certaines matières exigent davantage de contenus sur l'égalité des sexes, la sexualité et les relations interpersonnelles, mais tous les enseignants sont encouragés à assurer leur part. Il est important de noter que l'éducation à la sexualité est censée promouvoir l'égalité entre les sexes et l'égalité de dignité de tous, tout en favorisant des relations et sexualité positives et en prévenant une série de problèmes sanitaires et sociaux (*voir l'intégralité de l'étude de cas page 32*).

**De nouvelles données suggèrent également que les programmes scolaires des groupes d'âge plus âgés sont souvent plus riches en contenus que ceux des plus jeunes.**

<sup>5</sup> Source des données : Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (2016-21) d'ONUSIDA ; Enquête sur l'éducation à la sexualité en Europe et en Asie centrale (Ketting et Ivanova 2018) ; Enquête sur la situation de l'ECS (réalisée dans 60 pays d'Asie et du Pacifique, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine et des Caraïbes pour les besoins du présent rapport, 2019-20).

## Enseignement

Il est essentiel de préparer les enseignants et de renforcer leur capacité à fournir une ECS de qualité. En effet, des programmes scolaires dispensés par des enseignants mal préparés pourraient être préjudiciables, en apportant des informations inexactes ou en reproduisant des valeurs et des attitudes hostiles au traitement du genre, des relations sexuelles, de la sexualité et des droits. L'ECS, comme d'autres formes d'éducation transformatrice, nécessite l'utilisation de pédagogies participatives pouvant aller à l'encontre du style d'enseignement auquel de nombreux enseignants sont habitués.

Sur les 130 pays qui ont répondu en 2019 ou en 2017, 75 % ont déclaré être dotés de politiques éducatives en matière de formation des enseignants guidant l'enseignement d'une éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie selon les normes internationales<sup>6</sup>.

Bien qu'on ait des preuves que de nombreuses initiatives de formation des enseignants sont en place et que, dans certains pays, elles ont été étendues pour assurer une couverture presque totale, on estime généralement que les enseignants ne bénéficient pas d'une préparation appropriée à l'éducation à la sexualité, et de nombreuses études de moindre envergure (y compris des études ayant recueilli l'avis des enseignants eux-mêmes) indiquent que les enseignants ne sont pas suffisamment formés. Cela transparaît dans les informations relatives à la qualité de l'enseignement. L'ECS repose sur l'enseignement d'un large éventail de sujets, ainsi que sur l'utilisation de méthodes participatives. De nombreux enseignants déclarent qu'ils n'ont toujours pas les connaissances, les compétences et la confiance nécessaires pour aborder ces sujets variés, ou pour utiliser les méthodes participatives requises pour garantir que les élèves développent des compétences comme la pensée critique ou la résolution de problèmes. Certaines études soulignent que les enseignants ont tendance à sélectionner et à proposer uniquement des activités axées sur l'acquisition de connaissances et à utiliser des méthodes pédagogiques traditionnelles.

Les études réalisées auprès des enseignants et des élèves mettent souvent en évidence des perceptions différentes de ce qui est enseigné. Alors que les enseignants peuvent penser que leur enseignement est complet, les déclarations des élèves vont à l'encontre de cette opinion. Ainsi, dans une enquête récente menée auprès de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) en Asie et dans le Pacifique, moins d'un sur trois estimait qu'il avait reçu dans son école une éducation à la sexualité de « très bonne » ou d'« assez bonne » qualité.

### Enseignements tirés des exemples nationaux

En **Namibie**, dans le cadre d'une politique mise en œuvre en 2011, les écoles sont tenues de disposer d'un enseignant spécialisé dans les compétences de la vie courante. Ces enseignants à plein temps reçoivent une formation continue, et le pourcentage de ceux qui sont formés devait passer de 42 % en 2017 à 70 % en 2019. Du fait que l'éducation aux compétences de la vie courante a été intégrée au programme scolaire et que des enseignants ont été explicitement formés pour la dispenser, ce sujet a reçu une attention, une reconnaissance et une légitimité (voir l'intégralité de l'étude de cas page 35).

En **Zambie**, un nouveau modèle de formation des enseignants a été élaboré en 2019, qui transforme les instituts de formation en pôles d'éducation. Également chargés de dispenser la formation initiale des enseignants, ces pôles sont considérés comme des « centres d'excellence ». Dans le cadre de ce nouveau modèle de formation, les instituts dispensent des informations aux enseignants dans le cadre d'une formation sur l'éducation à la sexualité de cinq jours, visant à leur transmettre des compétences et des méthodes participatives améliorées et à leur donner confiance (voir l'intégralité de l'étude de cas page 34).

Au **Kirghizistan**, une formation est dispensée avant l'emploi aux enseignants depuis 2018. Cette formation les prépare à dispenser les cours de vie de classe sensibilisant à un mode de vie sain, qui sont devenus obligatoires dans toutes les écoles la même année (voir l'intégralité de l'étude de cas page 35).

Les enseignants font état d'obstacles qui nuisent à la qualité de l'enseignement ou qui entraînent un décalage entre la manière dont un programme est conçu pour être dispensé et la manière dont il l'est en réalité. Ces obstacles comprennent le manque de temps alloué dans l'emploi du temps scolaire, le manque de planification des cours, le manque de temps disponible pour les enseignants, le manque de disponibilité des matériels, les attitudes négatives du personnel et, dans certains cas, la crainte d'une réaction négative de la part des parents ou des autres membres du personnel enseignant.

**Les études menées auprès des enseignants et des élèves mettent souvent en évidence des perceptions différentes de ce qui est effectivement enseigné en classe.**

<sup>6</sup> Source des données : Instrument des politiques et des engagements nationaux d'ONUSIDA (2017, 2019).

Les enseignants font état d'obstacles qui nuisent à la qualité de l'enseignement ou qui entraînent un décalage entre la manière dont un programme est conçu pour être dispensé et la manière dont il l'est en réalité. Ces obstacles comprennent le manque de temps alloué dans l'emploi du temps scolaire, le manque de planification des cours, le manque de temps disponible pour les enseignants, le manque de disponibilité des matériels, les attitudes négatives du personnel et, dans certains cas, la crainte d'une réaction négative de la part des parents ou des autres membres du personnel enseignant.

### Enseignements tirés des exemples nationaux

Au **Chili**, la recherche souligne l'importance de fournir aux enseignants des matériels d'enseignement et d'apprentissage de qualité. Nombre d'entre eux sont plus à l'aise avec les méthodes d'enseignement de type magistral et, pour diverses raisons, ont tendance à éviter les sujets sensibles, tels que le genre, la diversité ou la violence sexuelle. Une étude ultérieure a révélé que, lorsqu'ils bénéficiaient d'un soutien, notamment en plans de cours de qualité, non seulement les enseignants n'évitaient plus les questions plus complexes, mais ils se montraient très soucieux d'intégrer des perspectives de genre dans la majorité des cours. En réponse, une série de matériels d'enseignement et d'apprentissage est en cours d'élaboration pour soutenir les enseignants dans tout le pays (voir l'intégralité de l'étude de cas page 37).

En **Afrique du Sud**, on soutient les enseignants en leur fournissant un ensemble de plans de cours scénarisés. Ces derniers ont été élaborés en étroite consultation avec la version révisée des Principes directeurs internationaux des Nations unies sur l'éducation sexuelle et visent à aider les enseignants à aborder un éventail de sujets importants de manière systématique. Bien qu'ils reçoivent également une formation, les plans de cours les guident dans la planification et l'enseignement des cours, leur permettant d'aborder des sujets qu'ils pourraient autrement juger inconfortables (voir l'intégralité de l'étude de cas page 36).

Les outils numériques sont, de manière croissante, utilisés pour renforcer l'éducation à la sexualité, notamment pour former les enseignants. En **Chine**, pour permettre à chaque apprenant d'avoir accès à l'ECS, Marie Stopes International a développé la plate-forme d'éducation à la sexualité *You&Me*. Elle fournit un soutien gratuit aux éducateurs intéressés, sous forme de compétences pédagogiques de base pour dispenser une éducation à la sexualité. Ce soutien comprend aussi des plans de cours, des présentations, des vidéos de démonstration, des dessins animés et des jeux interactifs (voir l'intégralité de l'étude de cas page 47).

## Un environnement favorable

Un environnement favorable est essentiel à la mise en œuvre efficace de l'ECS, et l'idée d'intégrer l'ECS dans une approche scolaire globale de la santé et du bien-être gagne du terrain. Cette approche reconnaît la nécessité, au sein et autour de l'école, de diverses actions et interventions se complétant les unes les autres. L'enseignement de programmes complets peut, par exemple, aller de pair avec l'utilisation d'une pédagogie transformatrice en matière de genre, des politiques et des règles destinées à prévenir la violence et le harcèlement, une collaboration avec les parents et des liens avec les services de santé scolaires ou extérieurs.

Il est bien admis que l'ECS est l'une des composantes d'un plus vaste ensemble d'interventions essentielles en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs. Si l'ECS permet aux adolescents et aux jeunes d'obtenir des informations et des compétences pour pouvoir chercher de l'aide sur toute une série de problèmes liés à leur santé sexuelle et reproductive (SSR) et à leurs relations interpersonnelles, elle doit néanmoins être couplée à des efforts visant à garantir un accès facile à une gamme complète de services de SSR. Seuls ces efforts permettront à l'ECS d'être efficace et d'engendrer de meilleurs résultats sanitaires, tels que la prévention des grossesses précoces et non désirées ou la réduction des nouvelles infections au VIH.

Sur les 28 pays qui ont répondu à l'enquête de 2019-2020, la majorité ont déclaré que les élèves des établissements secondaires pouvaient accéder à des conseils individuels sur des questions liées à la SSR (86 %), à une orientation par les écoles vers des centres de santé (79 %) et à des informations leur indiquant où et comment se procurer des contraceptifs (75 %). Comme pour d'autres données transmises au niveau national, ces réponses peuvent refléter la politique mise en œuvre par les pays, mais aussi masquer une situation plus complexe au niveau des écoles pour les apprenants à la recherche d'un conseil ou d'une orientation vers des services.

Pour supprimer toute gêne et promouvoir la compréhension de ce sujet, qui peut s'avérer sensible, l'ECS doit être comprise des différentes parties prenantes – parents, membres communautaires, chefs religieux et responsables politiques. Dans plusieurs pays, il existe des processus documentés de coopération avec ces diverses parties prenantes dans la conception d'une ECS adaptée au contexte local, parallèlement à des efforts pour adhérer aux principes directeurs internationaux en matière de contenu complet, avec des résultats prometteurs. Les ONG et d'autres partenaires du développement ont joué un rôle central dans le soutien à ces efforts et, dans certains pays, ont travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement pour concevoir les programmes et assurer la formation des enseignants.

Néanmoins, le soutien à l'ECS connaît des fluctuations, et dans certains contextes, l'ECS s'est heurtée à une opposition importante, ce qui a provoqué des revers dans la mise en œuvre. Dans les pays qui ont enregistré des reculs, en raison de la résistance d'une opposition restreinte mais parfois influente, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour plaider en faveur de l'ECS, en présentant les preuves de ses effets positifs et en contrant la désinformation susceptible d'alimenter les résistances. D'un autre côté, on constate clairement, dans divers contextes, l'existence d'une volonté et d'un soutien politiques forts, les pays reconnaissant le pouvoir de l'ECS et des interventions associées en matière de santé sexuelle et reproductive des adolescents de répondre aux problèmes sanitaires et sociaux pressants, tout en contribuant également à la qualité générale de l'éducation.

Enfin, un suivi régulier et structuré des programmes d'éducation à la sexualité est nécessaire pour suivre les progrès de sa mise en œuvre et faciliter la prise de décisions. Bien qu'une série d'outils d'évaluation aient été élaborés et que des indicateurs aient été proposés, ce qui permet de commencer à brosser un tableau de la situation de l'ECS dans le monde, des efforts plus concertés sont nécessaires. Le présent rapport, par l'ampleur de ses données, de ses preuves et de ses études de cas nationales, montre que les pays du monde entier se trouvent à différentes étapes de leur progression vers la mise en place pleine et entière d'une éducation à la sexualité complète et de bonne qualité. Certains pays viennent seulement de se mettre en marche et sont encore très loin du but, alors que d'autres ont investi dans ce domaine depuis de nombreuses années. Dans un cas comme dans l'autre, ils auront encore du chemin à parcourir pour répondre aux nouveaux défis en matière de santé et de bien-être et aux besoins spécifiques des enfants et des jeunes, ainsi qu'aux nouvelles données recueillies sur les moyens de dispenser efficacement l'éducation complète à la sexualité.

Le rapport se conclut par une série de recommandations sur la manière dont les pays peuvent poursuivre leur chemin vers l'ECS. Il faut notamment continuer à veiller à ce que l'ECS soit clairement prescrite par la loi et/ou les politiques, et soutenue par des budgets dédiés, tout en poursuivant les efforts pour en accroître la couverture. Ces investissements ne seront rentables que si l'on prête attention à la qualité de

l'enseignement, ce qui passe par une réforme continue des programmes scolaires et des investissements importants dans la formation et le soutien des enseignants. Alors que les pays poursuivent leur progression vers l'ECS, le suivi des progrès sera essentiel, notamment en renforçant l'utilisation des indicateurs recommandés au niveau mondial et en s'appuyant sur un large éventail de points de vue, y compris ceux des apprenants et des enseignants, pour dresser un tableau clair des progrès accomplis.

#### Enseignements tirés des exemples nationaux

Au **Cameroun**, l'enthousiasme et les débats ouverts suscités par l'éducation à la sexualité au niveau politique ne se sont pas reflétés au niveau local, où l'on a constaté une certaine réticence à l'adopter. Pour relever ce défi, un travail de fond a été initié afin d'impliquer et d'informer les acteurs clés du secteur de la communication. Il s'agit notamment d'une plate-forme permettant aux journalistes et aux influenceurs d'échanger des informations sur l'éducation à la sexualité, et d'un réseau de stations de radio communautaires qui contribue à réduire la désinformation sur le sujet.

En **Tunisie**, un comité d'experts, créé en 2017, a joué un rôle central pour défendre auprès du Ministère de l'éducation la nécessité d'une éducation à la sexualité. Il a ensuite travaillé, en étroite collaboration avec le Ministère, à l'élaboration d'un programme national d'éducation à la sexualité qui reflète les orientations internationales et soit adapté à la culture et au contexte locaux. La participation de nombreuses parties prenantes, dont des représentants de différents secteurs gouvernementaux, des chefs religieux et des ONG, a joué un rôle essentiel dans la réussite et l'acceptabilité du programme (voir l'intégralité de l'étude de cas page 21).

Au **Pakistan**, les ONG ont déployé des efforts concertés pour renforcer la compréhension et le soutien des communautés, ce qui leur a permis de mettre en œuvre des programmes d'éducation à la sexualité de grande envergure dans quatre provinces. Les ONG se sont efforcées d'adapter les programmes au contexte local, en basant l'élaboration du contenu sur des recherches au niveau communautaire et en reconnaissant les obstacles sociétaux et culturels dès la phase de planification. Ce succès est également dû à leur collaboration avec un large éventail de parties prenantes, dont les parents, les responsables scolaires, les chefs religieux, le personnel des médias et les adolescents eux-mêmes (voir l'intégralité de l'étude de cas page 44).

**L'ECS doit être comprise par les différentes parties prenantes, telles que les parents, les membres de la communauté, les chefs religieux et les politiciens, afin de promouvoir la compréhension de ce qui peut être un sujet sensible, ainsi qu'un certain confort pour se sentir à l'aise de l'aborder.**

# 1. Introduction



© UNESCO/Tafara Gowera

Au cours des 10 dernières années, l'éducation complète à la sexualité (ECS) a suscité une attention et un intérêt croissants. Dans le même temps, les jeunes eux-mêmes sont de plus en plus nombreux à revendiquer leur droit à cette éducation (Cense et al., 2020 ; FNUAP et al., 2020a). Ce qui a commencé dans de nombreux pays comme une intervention de prévention du VIH, de contrôle des naissances ou d'éducation à la reproduction, est en train d'évoluer vers l'ECS : un processus d'apprentissage pluridimensionnel de grande envergure, holistique et adapté à l'âge de l'apprenant, étalé sur plusieurs années, qui enseigne aux jeunes à prendre des décisions saines, réfléchies et respectueuses en matière de sexualité et de relations interpersonnelles.

Assurer l'accès de tous les apprenants à une ECS de bonne qualité se justifie pleinement. L'ECS est une forme d'éducation transformatrice, qui permet avant tout aux enfants et aux adolescents d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour gérer des aspects essentiels de leur santé et de leur développement pendant que leur corps mûrit et qu'ils entrent dans l'âge adulte. Bien dispensée, l'ECS peut inculquer des valeurs

et des comportements positifs, et doter de compétences personnelles et sociales comme la réflexion critique et la capacité à évaluer les risques, à résoudre les problèmes et à adopter des points de vue variés. L'ECS permet ainsi aux apprenants non seulement d'éviter les issues sanitaires négatives, mais aussi d'entretenir des relations sexuelles et sociales positives et saines et de s'épanouir aujourd'hui et à l'avenir.

Dans le même temps, les données sanitaires mondiales soulignent le rôle crucial de l'ECS dans la prévention des problèmes de santé sexuelle et reproductive (SSR), notamment les infections sexuellement transmissibles (IST) et les grossesses précoces et non désirées. Les bénéfices pouvant être tirés grâce à l'ECS sont importants pour tous les apprenants, mais ils sont particulièrement prometteurs pour les filles, qui portent un fardeau disproportionné de mauvaise SSR et de résultats de santé négatifs associés. Parmi les adolescents, les filles de 15 à 19 ans représentent six sur sept nouvelles infections au VIH sur sept en Afrique subsaharienne (ONUSIDA, 2021). Au moins 10 millions de grossesses non désirées se produisent chaque année chez des adolescentes âgées de 15 à 19 ans (OMS, 2020) et, bien qu'en baisse dans la plupart des régions, le nombre de grossesses chez les adolescentes demeure élevé dans de nombreux pays. Les pathologies maternelles restent la première cause de mortalité chez les filles âgées de 15 à 19 ans dans le monde (UNICEF, 2019). Au niveau mondial, ce sont quelque trois millions de jeunes femmes de cette tranche d'âge qui subissent chaque année des avortements non sécurisés (OMS, 2020).

L'importance de l'ECS est plus cruciale que jamais dans le contexte de la pandémie de COVID-19, compte tenu des confinements en cours et de la grave perturbation des services d'éducation et de santé, qui devraient entraîner, chez les adolescents et les jeunes, une augmentation des grossesses précoces et non désirées, sans parler des nombreux cas documentés de troubles mentaux et d'exposition à la violence domestique et sexiste (UNICEF, 2020, Quilt.AI et al., 2021). En réalité, la pandémie de COVID-19 a rappelé avec force que les écoles sont bien plus que de simples lieux d'apprentissage, et qu'elles apportent une contribution essentielle à la santé et au bien-être des apprenants, notamment grâce à l'ECS.

Des données de plus en plus nombreuses démontrent que l'ECS contribue à la prévention du VIH et des grossesses, ainsi qu'à des résultats positifs plus généraux en matière de santé sexuelle et reproductive, de vie sociale et d'apprentissage, avec un impact plus important lorsqu'elle est combinée à d'autres interventions (notamment la prestation de services). Ces résultats plus généraux incluent l'égalité des sexes, l'auto-efficacité et les compétences de réflexion critique (Haberland, 2015 ; UNESCO et al., 2018 ;

## L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ DANS LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

L'importance de l'ECS et d'autres formes d'éducation transformatrice au sein du Programme 2030 est soulignée dans plusieurs cibles :



### ODD Cible 4.7

« D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable ».



### ODD Cible 3.7

« D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux ».



### ODD Cible 5.6

« Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing et les documents finaux des conférences d'examen qui ont suivi ».

## L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ

L'éducation complète à la sexualité (ECS) est un processus d'enseignement et d'apprentissage fondé sur un programme portant sur les aspects cognitifs, émotionnels, physiques et sociaux de la sexualité. Elle vise à doter les enfants et les jeunes de connaissances factuelles, d'aptitudes, d'attitudes et de valeurs qui leur donneront les moyens de s'épanouir – dans le respect de leur santé, de leur bien-être et de leur dignité –, de développer des relations sociales et sexuelles respectueuses, de réfléchir à l'incidence de leurs choix sur leur bien-être personnel et sur celui des autres et, enfin, de comprendre leurs droits et de les défendre tout au long de leur vie (UNESCO *et al.*, 2018). L'ECS est un enseignement dispensé dans les contextes formels et non formels.

### Une ECS de bonne qualité est :

- scientifiquement exacte ;
- progressive ;
- adaptée à l'âge et au niveau de développement ;
- basée sur un programme ;
- fondée sur une démarche inspirée des droits humains ;
- fondée sur l'égalité des genres ;
- adaptée à la culture et au contexte ;
- transformatrice ;
- à même de développer les compétences de la vie courante nécessaires à l'appui de choix sains.

Pour plus d'informations ainsi que des conseils pour une ECS efficace, consulter la version révisée des [Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité](#) publiés par les Nations Unies (UNESCO *et al.*, 2018).

## UNE ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ ADAPTÉE À L'ÂGE ET AU NIVEAU DE DÉVELOPPEMENT

L'éducation à la sexualité devrait commencer tôt, être adaptée à l'âge et au niveau de développement des enfants et suivre une approche progressive. On permet ainsi aux apprenants d'intérioriser des concepts, de prendre des décisions éclairées, de comprendre la sexualité et de développer des compétences de réflexion critique qui s'affineront avec l'âge (UNESCO *et al.*, 2018). Il est important que cet enseignement débute tôt, car, dans certains pays, de nombreux élèves n'effectuent pas la transition de l'enseignement primaire vers l'enseignement secondaire (Awusabo-Asare *et al.*, 2017, UNESCO *et al.*, 2016) et doivent donc avoir accès à des informations essentielles avant de quitter l'enseignement formel. Les adolescents ont également besoin d'acquérir des connaissances et des compétences spécifiques au moment opportun, par exemple, d'apprendre à connaître la puberté peu de temps avant qu'elle ne survienne, et non après.

Goldfarb et Lieberman, 2021). Au cours des 10 dernières années, on a vu évoluer les données factuelles sur lesquelles appuyer une ECS efficace, et une plus grande importance est notamment accordée à la prise en compte des normes de genre et de pouvoir dans l'ECS (Haberland et Rogow, 2015). Les principes directeurs révisés de l'ONU recommandent que l'ECS promeuve l'égalité des sexes, s'attaque à la violence sexiste et contribue à garantir la satisfaction des besoins et le respect des droits de tous les jeunes (UNESCO et al., 2018). Il a été établi que pour être efficace, l'ECS doit être à la fois inclusive et non stigmatisante et répondre aux réalités vécues par les enfants et les adolescents (UNESCO et al., 2015).

L'ECS est par définition une éducation qui promeut un développement social et émotionnel sain. Par conséquent, à mesure que les systèmes éducatifs reconnaissent l'importance de leur propre rôle dans la promotion de l'apprentissage social et émotionnel, on note un intérêt croissant pour la contribution déjà apportée par l'ECS au développement de ces compétences. Cela est d'autant plus important qu'il est reconnu qu'une éducation favorisant l'acquisition des compétences sociales et émotionnelles a un rôle majeur à jouer pour susciter les changements dans les mentalités et les comportements qui sont essentiels pour la réalisation de tous les ODD.

Les noms donnés à l'éducation à la sexualité et les manières de l'approcher varient beaucoup à travers le monde, et les pays sont également à des stades différents de sa mise en œuvre. Dans certains pays, elle est présente dans les écoles depuis de nombreuses années. Dans d'autres, elle est relativement nouvelle. Mais malgré ces variations, et même des reculs dans certains contextes, des progrès ont été réalisés dans de nombreux pays partout dans le monde.

Douze années ont passé depuis la publication des premiers Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité (UNESCO et al., 2009), conçus pour aider les gouvernements à élaborer des programmes d'éducation à la sexualité fondés sur des données factuelles et à les adapter aux contextes locaux. Révisés en 2018, les principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité de l'ONU, ainsi que les outils de soutien provenant d'un éventail de parties prenantes<sup>1</sup>, auxquels s'ajoute un nombre croissant de travaux de recherche, ont facilité l'émergence d'un consensus sur ce qui constitue une éducation à la sexualité complète, adaptée à l'âge et au développement de l'enfant et sensible au genre.

Ces outils, associés à un soutien aux programmes et à la mobilisation d'un large éventail de parties prenantes, contribuent à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation d'une éducation à la sexualité de qualité. Dans ce contexte, beaucoup cherchent à mieux comprendre où en est actuellement l'ECS en milieu scolaire. Il s'agit de guider les efforts continus de plaidoyer et de financement à travers le monde, alors que les gouvernements et leurs partenaires s'emploient à atteindre l'objectif de garantir que tous les apprenants reçoivent une éducation à la sexualité de qualité.

Pour comprendre la situation de l'ECS en milieu scolaire, il faut évaluer plusieurs facteurs :



## LOIS ET POLITIQUES

Le cadre nécessaire à sa mise en œuvre



## COUVERTURE

L'étendue de son enseignement dans les établissements scolaires



## PROGRAMMES

L'ampleur, la qualité et la pertinence des contenus



## ENSEIGNEMENT

Le degré de préparation des enseignants et la qualité de l'ECS dispensée



## ENVIRONNEMENT FAVORABLE

Le soutien et les engagements dont l'ECS bénéficie au sein de l'environnement scolaire élargi ainsi qu'au niveau communautaire et politique.

1 Il s'agit notamment des outils et des orientations suivants : les Standards pour l'éducation sexuelle en Europe (Bureau régional de l'OMS pour l'Europe et BZgA, 2010) ; les Orientations opérationnelles de l'UNFPA pour l'éducation complète à la sexualité (FNUAP, 2014) ; la Boîte à outils Fournir + Rendre possible de la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF, 2016) ; les Recommandations de l'OMS relatives à la santé et aux droits des adolescents en matière de sexualité et de reproduction (FNUAP et al., 2020c) ; la série Factsheet series du FNUAP, de l'OMS et du BZgA (UNFPA et al., 2020c) ; et les orientations conjointes des organismes de l'ONU sur l'ECS extrascolaire contenues dans la publication International Technical and Programmatic Guidance on Out-of-School éducation complète à la sexualité (FNUAP et al., 2020b).

Tous ces éléments contribuent à l'efficacité et à la durabilité à long terme de l'ECS. Mais ils ne permettent pas nécessairement de juger pleinement de la bonne qualité de cette éducation. Une plus large appréciation en sera donnée par les résultats de l'ECS (selon les objectifs fixés dans chaque pays ou contexte), lesquels peuvent être

mesurés par diverses méthodes d'évaluation quantitative et qualitative. On peut trouver certaines indications de qualité dans l'analyse des données existantes et les recherches concernant les programmes et leur enseignement, mais une analyse exhaustive de la qualité de l'ECS déborderait le cadre du présent rapport.

## L'ÉDUCATION SEXUELLE EST CONNUE SOUS DIFFÉRENTS NOMS DANS DIFFÉRENTS PAYS



## L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ EN DEHORS DES ENVIRONNEMENTS SCOLAIRES

Bien que ce rapport se concentre sur l'ECS en milieu scolaire, il reconnaît pleinement l'importance des programmes qui cherchent à atteindre les enfants et les jeunes qui ne sont pas scolarisés. En 2018, 258 millions d'enfants et de jeunes n'étaient pas scolarisés (Institut de statistique de l'UNESCO, 2019). Ce nombre a augmenté avec la pandémie, touchant particulièrement les filles et les pays qui font déjà état de faibles résultats d'apprentissage et de taux d'abandon élevés (Insights for Education, 2021, UNESCO et al., 2020b). Dans ce contexte, parallèlement au travail d'intensification de l'ECS dans les écoles, les efforts visant à dispenser une éducation sexuelle dans des contextes extrascolaires sont primordiaux pour s'assurer que tous les enfants et adolescents sont atteints. Les Principes directeurs et programmatiques internationaux sur l'éducation complète à la sexualité en milieu extrascolaire (FNUAP et al., 2020b), récemment publiés, ont été élaborés pour guider ces efforts.

## 1.1 Sources des données et méthodologie

Pour dresser un tableau composite de l'état actuel de l'ECS, le présent rapport s'appuie sur différentes sources de données :

- **des ensembles de données mondiales** (2019, 2018 ou 2017), dont l'Instrument relatif aux politiques et engagements nationaux (NCPI), le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) d'ONUSIDA et l'indicateur thématique 4.7.2 des objectifs de développement durable (ODD 4.7.2) ;
- **des données d'enquêtes régionales** : une enquête sur l'éducation à la sexualité réalisée en 2018 par le BZgA et l'IPPF-EN dans 25 pays d'Europe et d'Asie centrale ; une enquête sur la situation de l'ECS réalisée en 2019-2020 dans 60 pays d'Asie et du Pacifique, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine et des Caraïbes (administrée par un éventail de partenaires au sein des différentes régions, dont l'UNESCO, le FNUAP et l'IPPF) ;
- **des entretiens avec des interlocuteurs clés** visant à recueillir les informations nécessaires pour la série d'études de cas figurant dans le présent rapport. Ces entretiens ont été menés avec 28 experts dont on trouvera la liste à l'annexe 1. Le cas échéant, des recherches publiées ont également été consultées pour étayer les études de cas.



- **Une étude documentaire** approfondie (2019), appuyée sur les rapports et recherches universitaires les plus récents, publiés ou non, dans le domaine de l'ECS.

### Étude de cas 1 :

#### LE CHEMIN DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO VERS L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ

L'éducation à la sexualité est dispensée en République démocratique populaire lao sous une forme ou une autre depuis 2001, où elle était essentiellement axée sur la prévention du VIH et du sida. En 2010, elle a été mise en œuvre en tant que formation aux *compétences pour la vie courante* dans environ 75 % des écoles secondaires du pays (ARROW, 2011) mais une évaluation, en 2016, a révélé que les enseignants contraignaient des difficultés et réclamaient de meilleurs supports pédagogiques et une actualisation du programme (Ministère de l'éducation et des sports et FNUAP, 2017).

L'engagement de la République démocratique populaire lao en faveur de l'intégration de l'ECS dans les programmes éducatifs nationaux s'est traduit par l'adoption du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD). Ces dernières années, des mesures ont été prises pour renforcer la conception et la mise en œuvre de l'ECS, comme en témoignent les plans et les politiques de développement nationaux, tels que le *Neuvième plan de développement du secteur de l'éducation et des sports (2021-2025)* et la *Politique nationale de la jeunesse et des adolescents* récemment élaborée.

Suite à l'évaluation de 2016 et grâce au soutien politique fort du pays, le Ministère de l'éducation et des sports a travaillé en étroite collaboration avec le FNUAP pour renforcer la conception et la mise en œuvre de ce qui est désormais appelé « éducation aux compétences pour la vie courante » (dans les établissements primaires) et « éducation complète à la sexualité » (dans les établissements secondaires). Cela a consisté à analyser les manuels d'enseignement existants par rapport aux Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité (ITGSE) révisés de l'ONU. Diverses conclusions ont été tirées concernant ces manuels. Premièrement, certains contenus, comme le genre, les droits, le comportement sexuel et les normes sociales équitables, n'étaient pas suffisamment pris en compte. Deuxièmement, il manquait dans le programme d'études un lien de progressivité entre le niveau primaire et le niveau secondaire. Troisièmement, les méthodes participatives, bien qu'incluses, n'étaient pas clairement alignées sur le programme. Enfin, il n'y avait aucun lien avec les services de santé ou la participation des parents et des communautés.

Grâce à un processus participatif mené par le Ministère de l'éducation et des sports et associant les enseignants, la société civile et les agences de l'ONU, des objectifs d'apprentissage clés pour l'ECS ont été convenus, et utilisés pour élaborer des plans de cours par niveau. Dans le même temps, le Ministère de l'éducation et des sports, ainsi qu'un éventail de partenaires, ont commencé à déployer la formation des enseignants dans tout le pays. En 2019, ces enseignants formés dispensaient une éducation à la sexualité à plus de 25 000 élèves du secondaire. Des modules ont également été mis en place dans huit instituts de formation des enseignants du pays, et en 2020, un partenariat a été créé avec la Faculté d'éducation de l'Université nationale du Laos.

En généralisant l'ECS scolaire à tout le pays, le Ministère de l'éducation et des sports veille à ce que les communautés comprennent la raison d'être de cette importante intervention. Les directeurs d'école et les représentants des associations parents-enseignants participent à la formation de façon à apporter aux enseignants un soutien total. Bien que ces derniers restent confrontés à certains défis, le suivi effectué jusqu'à présent montre qu'ils sont nombreux à se sentir confiants dans la mise en œuvre de l'éducation à la sexualité.

De plus, les prestataires de services de santé locaux participent également à la conception de la formation des enseignants, ce qui crée des liens importants entre les enseignants et les

personnels de santé et facilite l'orientation des adolescents vers des services adaptés. En outre, le Ministère de l'éducation et des sports et l'Union des jeunes du Laos ont développé une application mobile, *Noi yakhoo* (*Noi veut savoir*), qui répond aux questions des apprenants sur la santé sexuelle et reproductive.

Lorsque les écoles du Laos ont fermé en raison de la pandémie de COVID-19, le Ministère de l'éducation et des sports a fait la promotion de l'application *Noi Yakhoo* auprès des élèves. En collaboration avec le FNUAP, il a également élaboré une série de 10 vidéos sur l'ECS, qui ont été diffusées sur la chaîne de télévision du Ministère. Depuis la réouverture des écoles, les enseignants les utilisent également en classe.

**Tableau 1**  
**Principaux ensembles de données utilisés dans le présent rapport**

Ensembles de données	Aperçu	Années recueillies	Pays ou territoires représentés
Instrument relatif aux politiques et engagements nationaux (NCPI)	Recueillies par ONUSIDA pour mesurer les progrès réalisés dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, stratégies et lois relatives au VIH et au sida au niveau national	2017, 2019	130 à 133 pays ou territoires à travers le monde, à l'exception de l'Amérique du Nord, font rapport sur l'existence ou non de politiques éducatives dans l'enseignement primaire et secondaire et la formation des enseignants.
Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF)	45 à 67 pays ou territoires font rapport sur les taux de couverture scolaire dans l'enseignement primaire et secondaire.	2016, 2017, 2018, 2019	88 pays ou territoires à travers le monde, à l'exception de l'Europe centrale et occidentale, de l'Amérique du Nord et du Moyen-Orient
Indicateur thématique 4.7.2 des ODD	Évalue les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'une éducation à la sexualité et au VIH basée sur les compétences pour la vie courante dans l'ensemble des établissements scolaires	2016, 2017, 2018, 2019	Un petit nombre (une trentaine) de pays ou territoires font rapport sur cet indicateur.
Outil de revue et analyse de l'éducation sexuelle (SERAT)	Fournit un examen détaillé du contenu des programmes scolaires par groupe d'âge, de la formation des enseignants et des politiques, ainsi qu'un aperçu des indicateurs sanitaires et sociaux nationaux	2011-2019	Les données de 24 pays d'Afrique subsaharienne ont été analysées et présentées aux fins du présent rapport.
Questionnaire du BZgA et de l'IPPF	Examine le développement et l'état actuel de l'éducation à la sexualité en se concentrant sur les éléments de mise en œuvre	2018	25 pays d'Europe et d'Asie centrale
Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS	Examine le développement et l'état actuel de l'éducation à la sexualité en se concentrant sur les éléments de mise en œuvre	2020	60 pays d'Asie et du Pacifique, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine et des Caraïbes

On trouvera à l'annexe 2 de plus amples détails sur les ensembles de données utilisés dans le présent rapport

## Limites

Pour les besoins du présent rapport, on s'est efforcé de recueillir et d'utiliser les données les plus récentes, tout en reconnaissant que les avancées et les reculs se poursuivront et que le tableau évoluera au fil du temps. Des efforts ont été faits pour s'appuyer sur un large éventail de sources de données et procéder à des triangulations, lorsque cela était possible, afin de donner une image précise de la situation de l'ECS. On se heurte toutefois à certaines limites en termes de disponibilité, de comparabilité et de qualité des données.

Bien qu'il existe dans différents ensembles de données multipays de nombreux indicateurs pertinents, qui apportent des informations utiles sur certains éléments de l'éducation à la sexualité (les politiques, par exemple), ces indicateurs ne fournissent pas une image complète de tous les facteurs de l'éducation à la sexualité, tels que la mise en œuvre, la couverture, la qualité et l'exhaustivité. En outre, étant donné que les principaux ensembles de données exploités dans le présent rapport ont été collectés, pour l'essentiel, entre 2016 et 2020, la situation peut avoir évolué depuis. Tous les pays ne font pas rapport sur ces indicateurs et il s'agit essentiellement de données autodéclarées. Cela signifie que différentes parties prenantes au sein du gouvernement, ou parfois de l'ONU, seront responsables de l'établissement des

rapports, et que les pays ont parfois des interprétations différentes des indicateurs ou puisent leurs chiffres à des sources variées. Beaucoup de ces ensembles de données mondiales ont été développés dans l'intention spécifique d'assurer un suivi relatif au VIH et au sida. Cela signifie que tous les outils d'enquête ne sont pas conçus dans l'intention spécifique d'assurer le suivi de l'ECS, mais font plutôt référence au VIH et/ou à l'éducation aux compétences utiles dans la vie.

L'Enquête de 2019-2020 sur la situation de l'ECS visait à recueillir des informations sur une série de facteurs d'importance centrale pour la conception et la mise en œuvre de l'ECS. Elle a été administrée dans 60 pays, et certaines régions ne sont pas représentées. On a également rencontré certaines limites liées à la subjectivité des personnes interrogées et à différentes interprétations des questions de l'enquête. Par exemple, l'exhaustivité des programmes scolaires a été auto-évaluée par chaque pays et ne répond pas nécessairement aux normes mondiales. En outre, dans l'outil d'enquête, il n'y avait pas de définition des mentions « *largement* » et « *brièvement* » concernant la couverture des sujets d'éducation à la sexualité.

## 2. État actuel de l'ECS

### 2.1 Lois et politiques

Des accords internationaux et régionaux ont contribué à rendre les gouvernements responsables de l'élaboration des politiques d'éducation à la sexualité.

#### Accords internationaux

L'accès des enfants et des jeunes à une éducation en matière de santé sexuelle et reproductive est consacré par les conventions internationales des droits de l'homme, qui soulignent le droit de tout individu à l'éducation et au meilleur état de santé et de bien-être possible. Ces droits sont entérinés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) de 1994 préconise la mise en place d'une éducation à la sexualité, de services d'orientation et de mécanismes d'appui pour les adolescents, et identifie des sujets essentiels (Nations Unies, 1994). De nouveaux engagements ont été pris dans la déclaration qui en a marqué le 25e anniversaire en 2019.

D'autres déclarations et résolutions politiques comportent des engagements et des appels à intensifier et/ou à accorder de l'attention à une ECS scientifiquement exacte et adaptée à l'âge et à la culture : la *Déclaration politique sur le VIH et le sida : Accélérer la riposte pour lutter contre le VIH et mettre fin à l'épidémie de sida d'ici à 2030* de l'Assemblée générale des Nations Unies (2016) ; la résolution adoptée en 2016 par la Commission de la condition de la femme sur les femmes et les filles face au VIH et au sida ; et la résolution de 2014 de la Commission de la population et du développement sur l'évaluation de l'état de mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (Nations Unies, 2014 ; Nations Unies, 2016a ; Nations Unies, 2016b).

Au sein des objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les gouvernements en 2015 en vue de guider les priorités de développement à l'échelle mondiale jusqu'en 2030, l'Objectif 4, qui consiste à assurer une éducation de qualité pour tous, comprend un indicateur thématique facultatif spécifiquement consacré à l'éducation à la sexualité (voir Figure 1).



CRS PHOTO/Shutterstock.com

#### Cadres régionaux

Les accords régionaux entre pays peuvent également fournir un cadre de soutien et, dans certains cas, ils contiennent des engagements spécifiques concernant la mise en œuvre de l'éducation à la sexualité. Ces accords régionaux comprennent :

- la Déclaration ministérielle intitulée « Prévention par l'éducation », signée en 2008 par 30 ministres de la santé et 26 ministres de l'éducation de l'Amérique latine et des Caraïbes<sup>2</sup> et, plus récemment, le Consensus de Montevideo sur la population et le développement (2013), dans lequel 38 pays de la région Amérique latine et Caraïbes conviennent d'assurer la mise en œuvre effective d'une « éducation complète à la sexualité » dès le plus jeune âge, en mettant l'accent sur la participation et les approches interculturelles ;

2 Ministres de la santé : Antigua-et-Barbuda, Argentine, Barbade, Belize, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, État plurinational de Bolivie, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Uruguay.

Ministres de l'éducation : Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, État plurinational de Bolivie, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Sainte Lucie, Suriname, Uruguay.

- L'Engagement de l'Afrique orientale et australe (2013), un engagement ministériel en faveur de l'ECS et des services de santé sexuelle et reproductive pour les jeunes, entériné et approuvé par 20 pays<sup>3</sup> de la région Afrique orientale et australe. Des discussions sont actuellement en cours pour renouveler cet engagement jusqu'en 2030 ;
- la Déclaration ministérielle Asie-Pacifique sur la population et le développement (2013), qui engage 47 pays à concevoir, financer et mettre en œuvre des programmes d'« éducation complète à la sexualité et aux compétences pour la vie courante » qui « fournissent des informations précises sur la sexualité humaine, l'égalité des sexes, les droits de l'homme, les relations interpersonnelles et la santé sexuelle et reproductive, tout en reconnaissant le rôle et les responsabilités des parents » (Cousins, 2018, DAWN et al., 2013).

Des progrès vers un engagement sont visibles dans d'autres régions. Ainsi, en Afrique occidentale et centrale, les pays ont exprimé le souhait de renforcer l'environnement politique pour des programmes d'ECS culturellement adaptés. Plusieurs d'entre eux ont déjà produit des recommandations par le biais de consultations avec un large éventail de parties prenantes. Ces recommandations serviront de base à un engagement qui devra être approuvé par les ministres de l'éducation et de la santé de la sous-région.

### Existence d'un environnement légal et politique favorable au niveau national

Au niveau national, l'existence d'une loi ou d'une politique nationale prévoyant la mise en place d'une certaine forme d'éducation à la sexualité fournit un cadre directeur indispensable pour l'élaboration des programmes scolaires, la formation des enseignants et l'évaluation des élèves. Il peut s'agir de lois ou de politiques utilisant l'expression « éducation à la sexualité », ou se concentrant sur l'éducation aux compétences pour la vie courante afin de prévenir le VIH, les grossesses non désirées, la violence sexiste et/ou d'autres questions de santé. La législation permet d'exiger de l'État qu'il joue son rôle de garant du droit à une éducation de qualité, l'éducation à la sexualité faisant, dans certains cas, explicitement partie de cette définition. L'absence de législation et de ressources pour instaurer et mettre en œuvre une ECS dans les systèmes éducatifs peut rendre celle-ci vulnérable aux changements de priorités politiques ou culturelles.

Les preuves factuelles de l'existence de cadres législatifs favorables, ainsi que de lois ou de politiques pour la promotion et la mise en œuvre de l'éducation à la sexualité dans le secteur de l'éducation, proviennent de l'Instrument relatif aux politiques et engagements nationaux (NCPI) 2017

et 2019, de l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS et de l'Enquête 2018 du BZgA et de l'IPPF-EN sur l'éducation à la sexualité en Europe et en Asie centrale.

Globalement, selon les données disponibles, 85 % (ou 132) des 155 pays répondants ont déclaré disposer de politiques (ou, dans certains cas, de lois ou de cadres légaux) en matière d'éducation à la sexualité. La moitié des pays ont déclaré avoir mis en place une « éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie » dans les établissements tant primaires que secondaires, tandis que 19 % ont déclaré s'être dotés de politiques uniquement dans l'enseignement secondaire. Les pays restants ont mentionné l'existence d'un cadre législatif général de soutien, comprenant des lois, des décrets et des politiques<sup>4</sup>.

L'analyse détaillée des données des NCPI montre que les pays sont bien plus nombreux à avoir des politiques d'« éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie » au niveau du secondaire qu'au niveau du primaire. Sur les 133 pays ayant répondu soit en 2017, soit en 2019, 81 % ont déclaré avoir des politiques conformes aux normes internationales au niveau secondaire, contre 60 % au niveau primaire.

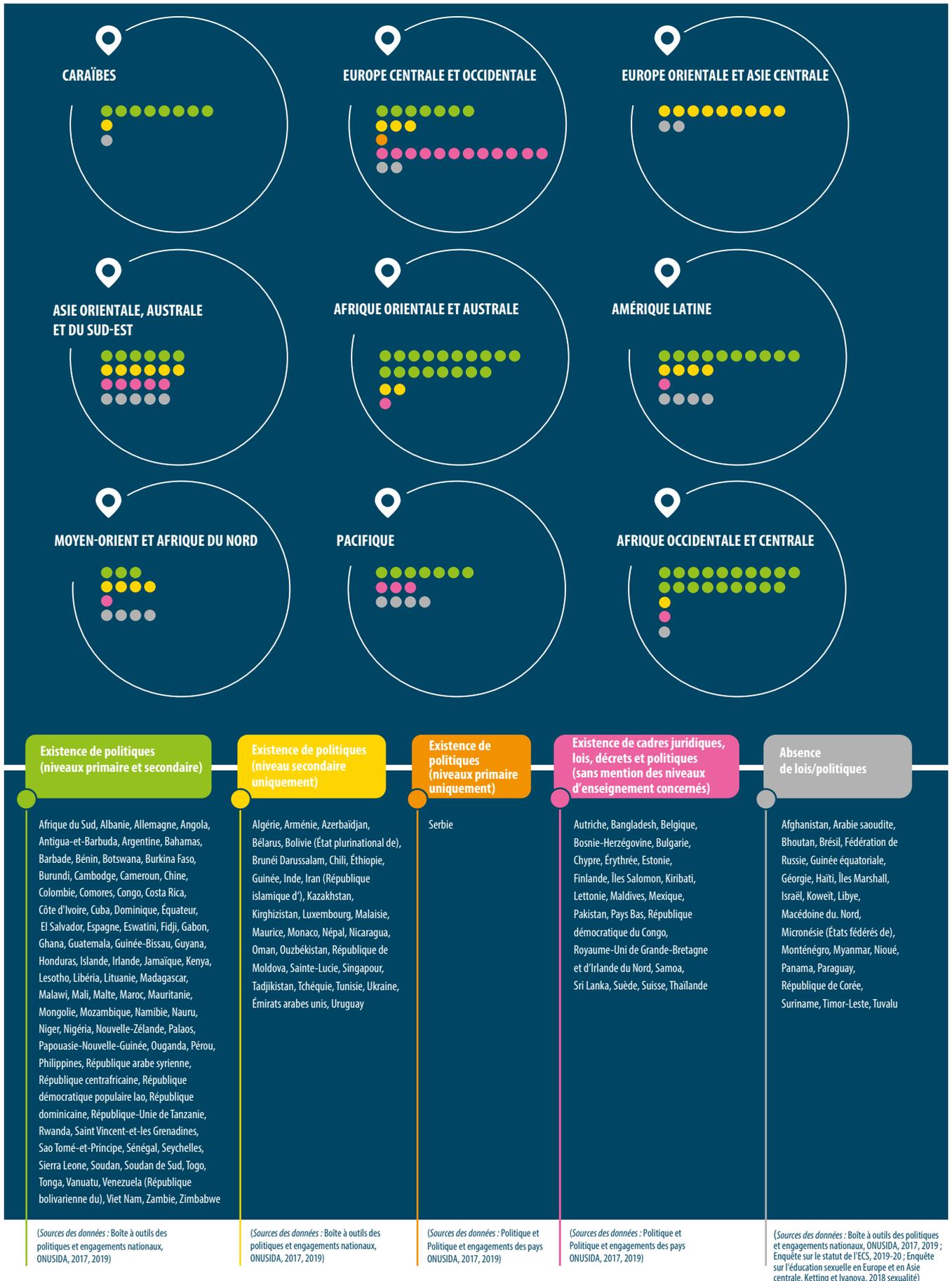
Dans toutes les régions, il convient de reconnaître que ce qui est rapporté sous le terme d'« éducation à la sexualité » varie d'un pays à l'autre, certaines politiques et stratégies se concentrant sur un éventail productive, et d'autres plus spécifiquement sur les compétences utiles dans la vie et sur la prévention du VIH. En outre, lorsqu'on consulte d'autres sources, le tableau de l'environnement politique devient plus nuancé. Ainsi, une étude sur l'éducation à la sexualité en Afrique subsaharienne réalisée en 2017 indique que 27 pays sur 32 ont une politique ou une stratégie visant à promouvoir une « éducation au VIH basée sur les compétences utiles dans la vie pour les jeunes », avec un pourcentage de pays plus élevé en Afrique subsaharienne (94 %) qu'en Afrique ne analyse des politiques de 15 pays (situés pour la plupart en Afrique subsaharienne) réalisée par le *Population Reference Bureau*, la définition de l'ECS y est souvent peu claire et donc compliquée à évaluer. En général, même lorsque les pays mentionnent l'éducation à la sexualité dans leurs politiques de santé reproductive, cela ne s'accompagne d'aucune orientation concernant les éléments du programme scolaire ni la manière de le mettre en œuvre. Seul un pays sur 15 a été considéré comme ayant un environnement politique solide ; tous les autres ont été classés comme ayant besoin d'améliorations (*Population Reference Bureau*, 2020).

En Asie, la majorité des pays disposent d'une loi, d'une politique ou d'une stratégie nationale prévoyant une éducation à la sexualité, et dans le Pacifique, environ la

3 Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République démocratique du Congo, République unie de Tanzanie, Seychelles, Soudan du Sud, Swaziland, Zambie, Zimbabwe.

4 Il convient de noter qu'il existe, dans ces ensembles de données, de légères différences dans la formulation des questions. Le NCPI interrogeait sur les politiques éducatives en matière d'éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie. L'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS et les études régionales, quant à elles, évaluaient la connaissance des lois et politiques nationales relatives à l'éducation à la sexualité ou d'autres sujets connexes en rapport avec le système éducatif formel.

**Figure 1**  
**Lois et/ou politiques relatives à l'éducation à la sexualité**



moitié des pays ont des politiques à cet égard. Deux pays, les Philippines et la Thaïlande, ont rendu l'éducation à la sexualité légalement obligatoire (FNUAP et al., 2020a). On note toutefois une évolution récente en Chine, où un amendement à la loi sur la protection des mineurs, adopté en octobre 2020 par le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, prévoit que les établissements scolaires, y compris les écoles maternelles, doivent dispenser une « éducation sexuelle des mineurs adaptée à leur âge » (Xinhua News Agency, 2020). Bien que le gouvernement ait émis depuis des décennies des politiques d'éducation à la sexualité, leur mise en œuvre a été limitée et inégale à travers le pays. L'éducation à la sexualité en milieu scolaire sera légalement obligatoire à partir de juin 2021.

Selon un rapport du FNUAP de 2017 sur l'Amérique latine, les 18 pays examinés disposaient tous d'une certaine base légale pour l'éducation à la sexualité, mais seuls sept d'entre eux avaient une « politique d'éducation à la sexualité », et seuls deux d'entre eux, l'Argentine et la Colombie, disposaient d'une loi spécifique sur l'éducation à la sexualité.

Selon le rapport régional de 2018 sur l'Europe et l'Asie centrale<sup>5</sup>, 21 pays sur 25 disposaient d'une loi, d'une politique ou d'une stratégie qui impose ou soutient l'enseignement de l'éducation à la sexualité dans les écoles, et 18 avaient une base légale claire à cet égard (Ketting et Ivanova, 2018). La majorité de ces pays ont actualisé leurs lois entre 2010 et 2016. Comme dans d'autres régions, certains ont une politique ou une stratégie, mais pas de cadre légal. Même dans les pays qui ont une longue tradition d'éducation à la sexualité, des politiques multiples qui se contredisent l'une l'autre, ou mettent l'accent sur des obligations différentes, peuvent laisser certaines considérations importantes à la discrétion des écoles (Ketting et Ivanova, 2018).

Bien que l'existence d'un environnement politique positif au niveau national soit un facteur clé de mise en œuvre réussie des programmes d'éducation à la sexualité (Panchaud et al., 2019 ; UNESCO, 2010 ; FNUAP, 2017a), les lois et politiques en place masquent une réalité plus complexe. Si l'existence d'une politique et/ou d'une loi la soutenant donne une certaine indication de l'engagement en faveur de l'ECS dans les discours, elles doivent être suivies d'une allocation de ressources et d'efforts de mise en œuvre. Or, actuellement, parmi les politiques existantes, beaucoup ne sont pas contraignantes, ou le soutien à l'éducation à la sexualité peut se trouver dispersé entre différents programmes et stratégies. Peu de pays disposent d'une politique nationale spécifique d'éducation à la sexualité (Panchaud et al., 2019).

Alors que les politiques sont essentielles pour donner l'impulsion nécessaire à la mise en œuvre de l'éducation

à la sexualité, et que de nombreux pays évoluent dans le bon sens à cet égard, dans d'autres, des efforts explicites ont été déployés pour bloquer ou inverser les politiques, les lois ou la mise en œuvre de cette éducation. Ils sont souvent le reflet d'une inquiétude de voir l'éducation à la sexualité entrer en conflit avec les valeurs culturelles ou interférer avec le rôle de la famille dans l'éducation des enfants, ou encore de la crainte infondée que l'éducation à la sexualité n'entraîne une activité sexuelle précoce. Dans certains pays, l'opposition a été vécue comme une crise culturelle ou politique, provoquant un débat public si vif que les gouvernements ont mis en pause, ou supprimé complètement, un programme scolaire existant. En Jamaïque, en Zambie, en Ouganda et au Mali, par exemple, les préoccupations exprimées par certains secteurs de la société ont conduit les gouvernements à débattre d'urgence, puis à réviser, modifier ou supprimer les programmes d'éducation à la sexualité (Ninsiima et al., 2019 ; Lusaka Times, 2020 ; The Associated Press, 2012 ; Thurston, 2019). Au Japon, des désaccords sociopolitiques sur ce qu'il convient d'enseigner en classe ont abouti en 2003 à des mesures disciplinaires prises à l'encontre d'un certain nombre d'enseignants par le Conseil d'éducation de la Municipalité de Tokyo. La procédure a été contestée et finalement annulée en 2009. Dans l'intervalle, cependant, des années de débat public et de litige juridique ont conduit à un « changement dans le paysage de l'éducation à la sexualité », suscitant de sérieuses inquiétudes parmi les éducateurs quant au risque qu'ils courent à l'enseigner (Fu, 2011), et des impacts négatifs à plus long terme sur le cadre légal et l'enseignement de l'éducation à la sexualité.

Il est à noter qu'un changement de gouvernement peut modifier radicalement le soutien à la mise en œuvre de l'éducation à la sexualité. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les changements administratifs gouvernementaux ont été identifiés comme le principal obstacle à cette mise en œuvre (FNUAP, 2017b). Les changements de gouvernement soulignent la nécessité de soutenir les politiques ou les lois en nommant une équipe permanente chargée de l'éducation à la sexualité au sein du ministère responsable, même si cela n'immunise pas totalement contre les effets des revirements politiques (UNESCO et Guttmacher Institute, 2019).

---

5 Albanie, Allemagne, Angleterre (Royaume-Uni), Autriche, Belgique (Région flamande), Bosnie-Herzégovine (Canton de Sarajevo), Bulgarie, Chypre, Espagne, Estonie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, Géorgie, Irlande, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Pays Bas, République tchèque, Serbie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Ukraine.

## Étude de cas 2

### L'ANGLETERRE INSTITUTE L'ÉDUCATION SEXUELLE ET RELATIONNELLE OBLIGATOIRE À PARTIR DE 2021

En Angleterre, les directives statutaires émises en 2020 rendent obligatoire pour toutes les écoles l'enseignement de l'éducation relationnelle au niveau primaire et de l'éducation relationnelle et sexuelle au niveau secondaire.

Ce changement de politique est né de l'inquiétude suscitée par le peu d'attention accordée à ce sujet, la dernière mise à jour du programme scolaire remontant à 2000, et les écoles n'ayant reçu que des orientations sommaires. Après plus d'une décennie d'appels à rendre l'éducation sexuelle et relationnelle (ESR) obligatoire, ainsi que d'efforts de plaidoyer concertés de la société civile, un Comité d'experts de l'éducation a réalisé, en 2014, une enquête sur l'ESR, qui a abouti à la recommandation de la rendre obligatoire, en insistant sur son rôle crucial dans la protection et la sauvegarde de la santé et du bien-être des enfants (House of Commons, 2015 ; Sex Education Forum, 2020). Il a ensuite fallu toute une série de campagnes nationales de sensibilisation, la pression des parents et des apprenants et une campagne concertée avec les membres du Parlement pour que la législation soit modifiée. En même temps, les préoccupations concernant les abus sexuels commis sur des enfants et l'accessibilité de la pornographie numérique ont convaincu de nombreux parlementaires de la nécessité de rendre l'ESR obligatoire (Sex Education Forum, 2020 ; House of Commons, 2016).

Les nouvelles **directives statutaires** ont pour idée maîtresse que, pour mener une vie d'adulte heureuse et réussie, « les élèves ont besoin de connaissances qui leur permettent de prendre des décisions éclairées sur leur santé, leur bien-être et leurs relations avec les autres et de renforcer leur efficacité personnelle » (Department for Education, 2020b). En élaborant ces directives, le Ministère a pris en compte les observations de 23 000 parents, jeunes, écoles et experts et consulté plus de 40 000 citoyens. Cette consultation a permis de recueillir des avis sur les contenus adaptés à l'âge des élèves concernant le traitement du bien-être mental, de la sécurité en ligne et des questions relatives aux LGBT dans les sujets mis à jour.

Avec une certaine flexibilité temporelle compte tenu des défis créés par la COVID-19, les établissements scolaires sont censés mettre ces directives en œuvre entre 2020 et 2021. Ils sont libres de déterminer la manière de dispenser le contenu spécifié, dans le cadre d'un programme scolaire large et équilibré. Des conseils de mise en œuvre ont été publiés par le Ministère de l'éducation pour les aider dans les étapes pratiques (Department for Education, 2020a).

Ce chemin vers l'ESR obligatoire dans les écoles ne s'est pas fait sans résistance de la part d'une poignée de membres des communautés concernées, bien que la majorité des parents aient apporté leur soutien. Dans le cadre de la mise en œuvre, les établissements sont tenus de consulter les parents sur leur politique d'ESR, le Ministère fournissant des conseils sur les meilleures pratiques concernant leur participation (Department for Education, 2019a). On espère que ce processus permettra d'obtenir le soutien des parents et les encouragera à jouer un rôle plus actif en abordant ces sujets avec leurs enfants à la maison.

Les défenseurs de cette cause espèrent que ces changements de politique rehausseront le statut de l'éducation relationnelle et sexuelle, ce qui permettra de la prendre plus au sérieux en tant que matière scolaire et d'ouvrir aux enseignants des voies de professionnalisation dans ce domaine.

La mise en œuvre de la réglementation sera contrôlée par l'Office for Standards in Education (OFSTED), organisme indépendant chargé d'inspecter la qualité des écoles. Une évaluation est prévue par le Ministère.

## Étude de cas 3

### LE CHEMIN DE LA TUNISIE VERS L'ECS

Suite au plaidoyer concerté d'un large éventail de parties prenantes, l'éducation à la sexualité fait actuellement l'objet d'une réforme majeure en Tunisie. Cet enseignement est soutenu par la première loi nationale sur la lutte contre les violences faites aux femmes, adoptée en 2017, qui rend obligatoire « l'éducation à la santé et à la sexualité » (République de Tunisie, 2017, voir article 7).

D'importants efforts de plaidoyer en faveur de l'éducation à la sexualité ont été menés auprès du Ministère de l'éducation par l'Institut arabe des droits de l'homme, l'Association tunisienne de la santé de la reproduction (affiliée à l'IPPF) et le FNUAP (FNUAP, 2020b). Suite à une conférence en 2017, un comité d'experts, comprenant des représentants du Ministère, a été créé. Ce groupe a continué à plaider auprès du Ministère, et a commencé à élaborer une série de ressources d'enseignement et d'apprentissage pour un usage potentiel futur. En 2019, la multiplication des signalements de harcèlement et de violence sexuels dans les écoles a incité le Ministère de l'éducation à intensifier ses efforts pour renforcer l'éducation à la sexualité. Il a publié une circulaire rendant obligatoire l'éducation à la sexualité pour tous les apprenants âgés de 5 à 18 ans et chargé un de ses fonctionnaires de superviser ces efforts.

Le comité d'experts s'est étoffé, rejoint par des représentants du Ministère de la santé, du Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance, des syndicats de l'enseignement, des enseignants et des jeunes, qui ont travaillé ensemble pour intégrer des sujets et des objectifs d'apprentissage, guidés par les ITGSE révisés de l'ONU, dans le programme de plusieurs matières scolaires, en tenant compte du contexte local. Des ressources d'enseignement et d'apprentissage ont également été élaborées en soutien au programme, et des adaptations en braille et au format audio réalisées pour les apprenants handicapés.

Il y a eu une certaine opposition de la part des parents et des chefs religieux tout au long du processus, et des efforts ont été déployés par le Ministère de l'éducation, le FNUAP et les organisations de la société civile pour lutter contre les idées fausses et s'assurer que la communauté au sens large comprenne la raison d'être de l'éducation à la sexualité. L'Association tunisienne de la santé de la reproduction a travaillé avec des organisations de médias pour en clarifier l'intention, démarche indispensable pour combattre les idées fausses au niveau communautaire. Les enseignants d'études islamiques ayant manifesté une forte opposition, leurs représentants ont été invités à rejoindre le comité d'experts et ont participé aux efforts de révision de certains termes jugés plus sensibles.

Un accès en ligne à l'ensemble des outils d'enseignement et d'apprentissage est prévu, et un forum interactif en ligne sera créé pour permettre au public de poser des questions et de faire des suggestions. Une application numérique, qui fournira aux apprenants une autre plate forme d'accès aux informations, est en cours de développement.

Suite à deux récents changements de gouvernement en Tunisie et au début de la pandémie de COVID 19, la mise en œuvre prévue pour 2020 a été retardée. Cependant, le programme scolaire et les outils de formation étant prêts à l'emploi, et un groupe de formateurs dûment formés, on espère qu'un projet pilote de deux ans dans les établissements de 13 gouvernorats, y compris des écoles pour apprenants handicapés, commencera bientôt.

Dans certains contextes, l'ECS connaît non seulement des avancées et des reculs dans le soutien qui lui est apporté, mais se heurte également à une opposition importante, ce qui fait obstacle à sa mise en œuvre. Dans des pays aussi variés que la Pologne, le Brésil ou la province de l'Ontario (Canada), par exemple, des gouvernements récemment élus ont adopté une législation ou des stratégies visant, dans le cadre de mesures sociales plus larges, à retirer les politiques ou les programmes d'éducation à la sexualité (Alphonso, 2018 ; Pak, 2018 ; Human Rights Watch, 2020 ; Paiva et Silva Valeria, 2015). En Pologne, la législation proposée ne se contente pas de supprimer le programme d'éducation à la sexualité, elle va jusqu'à criminaliser l'enseignement de l'éducation sexuelle ou de la sexualité aux enfants. Au Brésil, après de nombreuses années d'acceptabilité publique de l'éducation à la sexualité dans les écoles en tant qu'intervention de prévention du VIH, de récents mouvements fondamentalistes ont déclenché plusieurs vagues de réaction violente à l'encontre des politiques sanitaires et éducatives relatives à l'éducation à la sexualité. Ainsi, en 2015, une action nationale portée par des élus conservateurs a réussi à éliminer toute mention des mots « sexualité » ou « genre » de nombreux plans éducatifs municipaux (Paiva et Silva Valeria, 2015 ; Borges et Borges, 2018). En Ontario (Canada), des directives publiées en 2018 ont imposé aux enseignants de revenir à un programme ancien d'éducation à la sexualité, écartant une version plus récente qui avait été déployée en 2015 et qui couvrait des sujets tels que le cyberharcèlement, le consentement, les relations entre personnes de même sexe et l'identité de genre (Bialystok, 2018). Un portail Web, qui permet aux parents de signaler les enseignants qui ne respectent pas les règles, a été créé.

En l'absence d'une politique forte pour guider sa mise en œuvre dans les écoles, l'éducation à la sexualité est souvent laissée entre les mains de la société civile et des organisations de jeunes, parfois sans cadre clair ni consensus sur la manière d'organiser et de mobiliser ces efforts, ce qui signifie que de nombreux apprenants ne seront pas concernés. Bien que les organisations de la société civile et les organisations de jeunes jouent à coup sûr un rôle précieux en dispensant l'éducation à la sexualité en dehors des salles de classe, c'est une occasion manquée d'atteindre une proportion importante d'apprenants dans le cadre structuré de l'éducation formelle, dispensée par des enseignants qualifiés, et beaucoup d'entre eux risquent d'être privés d'informations et de compétences essentielles pour leur avenir.

### Décentralisation

Outre les politiques, un autre facteur pouvant influencer la mise en œuvre de l'éducation à la sexualité à l'échelle nationale est la décentralisation de l'élaboration des politiques, du financement et de la prise de décisions vers les provinces, les districts ou les écoles. La décentralisation a ceci de positif qu'elle permet aux gouvernements locaux de créer des programmes répondant mieux aux besoins locaux, mais elle peut aussi provoquer des inégalités et des incohérences au sein du pays.

Au Nigéria, un programme national de généralisation de l'ECS a été décentralisé. Si cela a eu pour résultat que le processus a été mieux géré et soutenu dans certains États que dans d'autres, on a pu atteindre un déploiement quasi national, le modèle décentralisé ayant permis une mise en œuvre adaptée dans les 36 États du pays (Chandra-Mouli et al., 2018a ; Udegbe et al., 2015). En Asie, les pays dont les systèmes éducatifs sont décentralisés, comme l'Inde, le Pakistan et le Viet Nam, peuvent avoir des stratégies nationales, mais la décision de rendre le programme scolaire obligatoire est prise au niveau de l'État ou de la province. En conséquence, dans la pratique, l'éducation à la sexualité n'est pas nécessairement obligatoire à l'échelle nationale (FNUAP et al., 2020a). Au Chili, la responsabilité de certains contenus a été déléguée au niveau des écoles, avec un impact négatif sur la cohérence du programme et le soutien aux enseignants (UNESCO, 2019c). En Bulgarie, les budgets scolaires sont élaborés par les gouvernements locaux, ce qui entraîne d'importantes variations dans le montant des financements disponibles (Ketting et Ivanova, 2018). D'un autre côté, en Allemagne, ce sont les États qui déterminent le programme d'études, mais un cadre national fixe les normes requises, ce qui garantit un haut degré de couverture au niveau national (Ketting et Ivanova, 2018).

### Allocation budgétaire gouvernementale

Si une politique et/ou des cadres légaux sont importants pour lancer l'ECS, les engagements en faveur de l'éducation à la sexualité doivent se traduire par une allocation de ressources. Le financement national par une allocation gouvernementale est un indicateur de l'engagement à garantir que l'ECS est dispensée et sera soutenue. Sur les 48 pays qui ont répondu à l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS, 79 %, soit 38 pays, ont déclaré que le gouvernement allouait certaines ressources financières à l'éducation à la sexualité dans les écoles. Les sources de financement sont variées : budget du Ministère de l'éducation, allocation du congrès ou du parlement, budgets régionaux et locaux, ou budgets d'autres ministères concernés. Si ces résultats sont prometteurs et indiquent que l'éducation à la sexualité est intégrée aux systèmes nationaux dans la grande majorité de ces pays, il convient de noter que les données proviennent d'un nombre limité de pays répondants qui se sont engagés à la dispenser, et qu'elles ne reflètent pas nécessairement les tendances régionales ou mondiales.

Dans les pays dont les systèmes éducatifs sont décentralisés, la décision de financer l'ECS est prise au niveau de l'État ou de la province. En Inde, par exemple, la mise en œuvre à grande échelle du programme Udaan dans les écoles a été possible en partie grâce aux ressources humaines et aux infrastructures fournies par le Ministère de l'éducation des États, mais celui-ci s'est également appuyé sur le soutien des donateurs, qui assurent le financement durable d'une assistance technique fournie par une ONG (Chandra-Mouli et al., 2018b).

## Étude de cas 4

### ENGAGEMENT ENVERS L'ECS ET SA GÉNÉRALISATION DANS L'ÉTAT DU JHARKHAND, EN INDE

Udaan est un programme d'éducation des adolescents en milieu scolaire, mis en œuvre à grande échelle au Jharkhand, en Inde, depuis 2006. En septembre 2019, il avait atteint plus d'un million d'élèves et était reconnu comme un modèle solide de partenariat entre le gouvernement et les ONG. Udaan a débuté comme un programme de santé sexuelle et reproductive des adolescents piloté par l'organisme public de prévention du sida, mais a ensuite été intégré au Ministère de l'éducation.

En Inde, la responsabilité de l'éducation à la sexualité est décentralisée au niveau des États. Bien que l'on puisse attribuer à plusieurs facteurs la réussite de ce passage à grande échelle, l'engagement du Gouvernement du Jharkhand a été crucial. Le Ministère de l'éducation de l'État fournit toutes les ressources humaines et l'infrastructure nécessaires à la mise en œuvre du programme dans les écoles par des enseignants formés, ainsi qu'à la supervision de cet effort par des fonctionnaires dédiés au niveau de l'État et du district. Un comité central au niveau de l'État, présidé par le Ministre de l'éducation, examine les progrès réalisés et prend les décisions en matière de stratégie et d'orientations. Un fonctionnaire des services éducatifs de l'État a été désigné pour coordonner et apporter le soutien administratif nécessaire au programme.

Le programme Udaan a été intégré dans les manuels scolaires ordinaires et dans la formation initiale et continue des enseignants du Jharkhand. Il a également servi de modèle à l'initiative nationale *Ambassadeurs de la santé et du bien-être à l'école*, un programme récemment mis en œuvre en tant que troisième pilier du programme Ayushman Bharat du gouvernement.

Udaan est la seule initiative de mise à l'échelle et de gestion par un État de ce type en Inde. Elle doit également cette large portée à une ONG partenaire compétente et engagée, le Centre for Catalyzing Change (C3), à un financement durable de la Fondation Packard et à un engagement en faveur d'une amélioration constante grâce à l'évaluation. Néanmoins, c'est l'environnement politique favorable créé par le gouvernement qui a fourni la base solide nécessaire à sa durabilité (Chandra-Mouli et al., 2018b).

S'il est prometteur que de nombreux pays déclarent avoir alloué un budget à l'ECS, les données indiquent aussi que dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire, le financement des donateurs externes représente toujours une contribution importante. S'il est essentiel que les donateurs continuent de soutenir les pays dans leur cheminement vers l'ECS, dans le cadre des efforts nationaux en faveur de la prévention du VIH, de l'égalité des sexes et de la qualité générale de l'éducation, cela peut donner l'impression que l'ECS est un agenda étranger. Et cela peut également avoir des conséquences sur sa durabilité et son appropriation. La Bosnie-Herzégovine, par exemple, a reçu le soutien du Fonds mondial et de l'IPPF pour établir son programme scolaire, mais les efforts ont diminué lorsque ces partenariats ont pris fin (Ketting et Ivanova, 2018). Cela étant, les efforts de mise à l'échelle nationale au Nigéria, qui ont été reconnus comme durables, ont été financés conjointement par le gouvernement fédéral et les gouvernements des États, ainsi que par un éventail de donateurs (Huaynoca et al., 2014 ; UNESCO, 2010).

## 2.2 Couverture

Si les politiques existantes témoignent clairement de l'engagement des pays en faveur de l'éducation à la sexualité, il est également important d'en examiner la mise en œuvre. Dans combien d'établissements celle-ci est-elle réellement effective ? Les données de couverture au niveau national donnent une certaine indication des progrès accomplis en la matière, mais elles sont rarement collectées par le biais d'enquêtes auprès des écoles, de recensements ou de bases de données administratives, telles que les Systèmes d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE), et il peut s'agir d'estimations faites au niveau central.

Les données relatives à la couverture des programmes d'éducation à la sexualité ont été triangulées et générées à partir de trois sources : le NCPI, l'indicateur thématique 4.7.2 des objectifs de développement durable (ODD) et l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS.

Selon les données disponibles, environ deux tiers des pays déclarants ont indiqué qu'entre 76 % et 100 % des écoles nationales dispensaient une éducation à la sexualité. Les pays restants font état de niveaux de couverture plus faibles (Figure 2).

Le NCPI et l'indicateur thématique 4.7.2 des ODD utilisent, l'un comme l'autre, les indicateurs sur l'éducation à la sexualité recommandés au niveau mondial, conformément aux principes directeurs internationaux (UNESCO et al., 2018, UNESCO, 2013), lesquels fournissent un point de référence normalisé, mesuré en intégrant les contenus suivants :

1. compétences génériques utiles dans la vie (telles que compétences de prise de décisions, de communication et de négociation) ;
2. éducation à la santé sexuelle et reproductive et à la sexualité (entre autres, croissance et développement de l'être humain, relations interpersonnelles, santé reproductive, abus sexuels et transmission des infections sexuellement transmissibles) ;
3. transmission et prévention du VIH.

L'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS portait uniquement sur le pourcentage d'écoles dispensant une éducation à la sexualité, selon la définition des ITGSE (UNESCO et al., 2018).

## Étude de cas 5

### LE CHEMIN DE LA JAMAÏQUE VERS L'ECS

Le programme Health and Family Life Education (HFLE – Éducation à la santé et à la vie familiale) existe en Jamaïque depuis 1997, mais c’est en 2004 qu’il est devenu obligatoire et a été érigé en politique nationale par une décision gouvernementale toujours en vigueur aujourd’hui. En 2006, le programme HFLE a été révisé afin d’intégrer les compétences pour la vie courante, de combler les lacunes et de s’aligner sur les nouvelles normes et les résultats clés du Cadre régional de l’Éducation à la santé et à la vie familiale de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), qui réunit 20 pays. Au cours de la période 2007-2012, grâce au soutien financier des partenaires internationaux du développement, de l’UNICEF et du Fonds mondial, et au soutien technique du Programme national VIH/IST du Ministère de la santé, le Ministère de l’éducation a lancé une série de sessions de sensibilisation et de formation afin de déployer le programme révisé dans tous les établissements des niveaux primaire et secondaire. Dirigée par un coordinateur national, dont le poste a été financé par le gouvernement, une équipe de spécialistes de la promotion de la santé a également été employée pour surveiller la mise en œuvre du programme à travers les pays.

En 2012, le Gouvernement jamaïcain a alloué un financement national à l’éducation à la santé et à la vie familiale afin d’institutionnaliser le programme. Les postes de responsables de l’éducation à la santé et à la vie familiale, dont les salaires sont entièrement financés par le gouvernement, ont été créés la même année.

La mise en œuvre de l’éducation à la santé et à la vie familiale en Jamaïque n’a pas été sans difficultés, non seulement parce qu’il s’agit d’une discipline non académique, mais surtout en raison de l’inclusion d’un sujet sur la sexualité et la santé sexuelle. En 2012, le Ministère de l’éducation a été contraint de retirer son programme pour l’enseignement secondaire en raison de préoccupations concernant le contenu relatif à l’orientation sexuelle. Mais au lieu de le supprimer complètement, le gouvernement s’est engagé dans un processus de révision en collaboration avec différentes parties prenantes, notamment des organisations confessionnelles. Ce processus interactif et collaboratif a nécessité de nombreuses consultations et réunions, ainsi qu’un examen approfondi des données, des contenus et de leur formulation afin de trouver un terrain d’entente. Après

révision, le programme, qui renferme des valeurs fondamentales parmi sa série de principes directeurs, a été réintroduit en 2013.

Depuis 2007, le programme HFLE a fait l’objet de plusieurs révisions pour répondre aux besoins des élèves et refléter le contexte jamaïcain, le processus le plus récent, visant à produire une nouvelle version, ayant débuté en 2016.

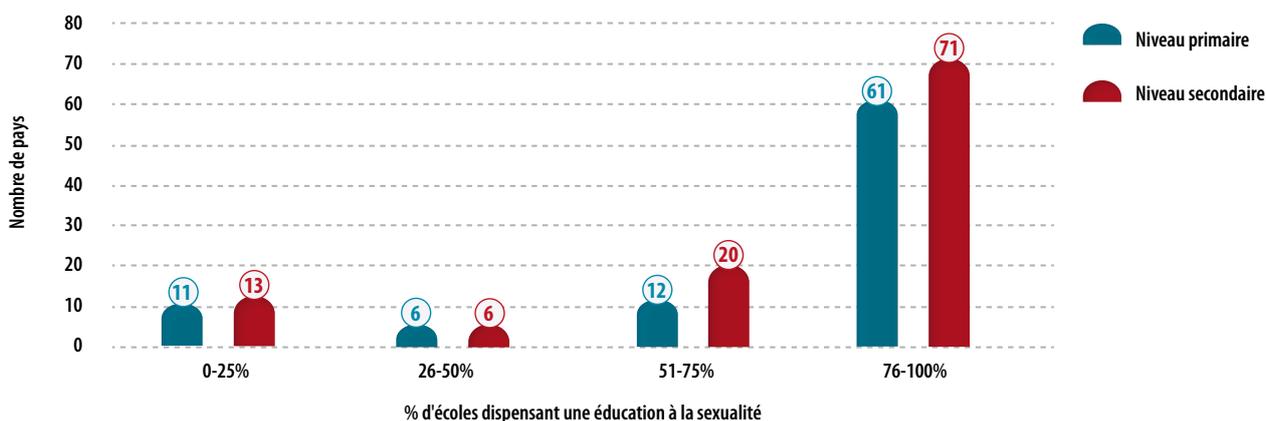
Largement appuyé sur les données, le processus de révision a fait appel à des consultants pour l’élaboration du programme, et a mobilisé des spécialistes de la matière, des responsables des programmes scolaires, ainsi que l’expertise technique de parties prenantes clés. La révision de cette nouvelle version a toutefois été dirigée par le coordinateur national et une équipe de responsables de l’éducation à la santé et à la vie familiale, avec le soutien de formateurs en HFLE et d’experts techniques de chaque domaine.

Cette dernière révision a de nouveau nécessité la convocation et la participation des parties prenantes, dont l’éventail a été encore plus large que les années précédentes. Des groupes d’intérêt de la société civile et des organisations confessionnelles ont également participé à un processus plus complet d’examen du programme d’éducation à la sexualité et à la santé sexuelle pour tous les niveaux scolaires, et leurs représentants ont pris connaissance des documents en même temps, à la même table, afin d’examiner et d’aborder ensemble les lacunes ou les sujets de préoccupation éventuels.

En 2016, l’éducation à la santé et à la vie familiale a acquis une plus grande visibilité en étant transférée, au sein du Ministère de l’éducation, de l’Unité d’orientation et de conseil à l’Unité du programme scolaire de base, qui l’a incorporée au programme standard national et aux activités de formation nationales.

Les enseignements de l’expérience jamaïcaine soulignent l’importance de consulter un large éventail de parties prenantes, y compris les organisations confessionnelles, lors de l’élaboration de l’éducation à la santé et à la vie familiale, et de prévoir un cadre de suivi pour soutenir la mise en œuvre et l’enseignement du programme dans les écoles. Autrefois un défi majeur, cette mise en œuvre est désormais acceptée et soutenue par les enseignants, les directeurs d’école, les parents et la communauté au sens large.

**Figure 2**  
Taux de couverture du programme national d’éducation à la sexualité



Sources des données : Analyse du NCPI 2019, de l’indicateur 4.7.2 des ODD et de l’Enquête 2019-2020 sur la situation de l’ECS.

Ces résultats peuvent brosser une image trop optimiste et doivent être lus avec prudence. Des conceptions divergentes de l'éducation à la sexualité, des définitions floues ou différentes des termes, des hypothèses non valables (par exemple, certains pays peuvent supposer que dans la mesure où le programme d'éducation à la sexualité est obligatoire, il est dispensé par toutes les écoles qui suivent le programme national), ajoutées aux limites des systèmes nationaux de collecte et de transmission des données pour ces ensembles de données, contribuent à la communication de chiffres qui peuvent être gonflés.

D'autres sources de données peuvent apporter une perspective complémentaire, et parfois contradictoire. Selon une étude régionale en Afrique subsaharienne, la quasi-totalité des pays de l'Afrique orientale et australe répondants étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec le fait que la mise en œuvre de l'« éducation au VIH en milieu scolaire » pour les jeunes s'était intensifiée au cours de l'année précédente (UNESCO, 2018). En revanche, en Afrique occidentale et centrale, seuls 27 % (4 sur 15) des pays répondants avaient coché « d'accord », et aucun « tout à fait d'accord ». Globalement, la conclusion de l'étude en Afrique subsaharienne est que la généralisation de l'éducation à la sexualité est encore à faire dans la plupart des pays concernés.

Les données de couverture ne permettent pas non plus d'examiner en détail la question importante, mais plus complexe, de la qualité du contenu et de l'enseignement du programme scolaire. Il se peut qu'il y ait parfois l'enseignement d'un contenu de qualité ou complet dans le cadre de petits projets discrets, mais ayant une très faible couverture. Une recherche spécifique auprès des apprenants et des enseignants pourrait aussi donner une indication de la qualité plus exacte. Par exemple, les recherches sur le point de vue des élèves menées dans différents pays montrent qu'ils ont souvent le sentiment d'avoir reçu les informations trop tard et qu'ils auraient préféré que le programme d'éducation à la sexualité commence plus tôt dans leur scolarité (FNUAP et al., 2020a ; Irvin et Trang, 2018 ; Awusabo-Asare et al., 2017). C'est pourquoi, si les données disponibles ne font pas spécifiquement ressortir des différences de couverture entre l'enseignement primaire et secondaire, ni ne renseignent sur la qualité de l'éducation dispensée, la recherche qualitative peut éclairer sur les différences de mise en œuvre selon l'âge des élèves et donner une indication de la qualité.

## 2.3 Le programme scolaire : ampleur et pertinence des contenus

### Disponibilité des programmes

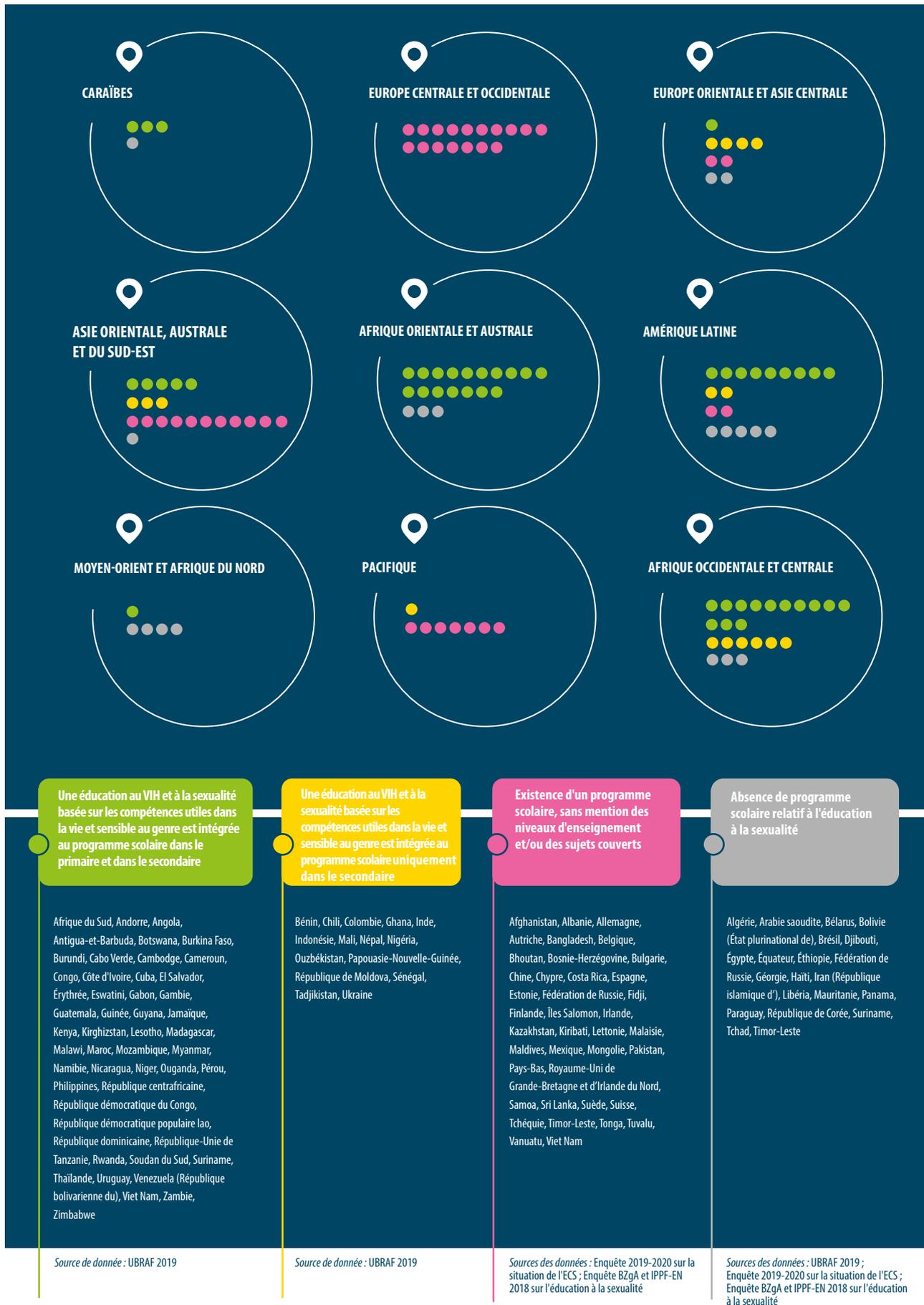
Ces dernières années, de nombreux pays ont élaboré ou révisé leurs programmes scolaires nationaux, en s'appuyant sur les orientations internationales. Certains ont depuis longtemps adopté des programmes incluant certaines composantes de l'éducation à la sexualité ; pour d'autres, cela est relativement nouveau.

Les données relatives à la disponibilité d'un programme d'éducation à la sexualité sont tirées du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) d'ONUSIDA, de l'Enquête 2019 2020 sur la situation de l'ECS et des examens régionaux réalisés en Europe et en Asie centrale en 2018 (Ketting et Ivanova, 2018).

Selon les données disponibles, sur 123 pays déclarants, 85 %, soit 104 pays, ont indiqué que des contenus et des sujets pertinents d'éducation à la sexualité étaient abordés dans le programme scolaire national. Un total de 49 pays ont indiqué avoir des programmes d'éducation au VIH et à la sexualité basés sur les compétences utiles dans la vie et sensibles au genre aux deux niveaux primaire et secondaire, et 16 ont indiqué les avoir uniquement au niveau secondaire. Les 39 pays restants ont signalé la disponibilité de ces programmes, sans préciser les niveaux ou les sujets couverts (voir Figure 3).

Lorsque les données sont analysées par niveau d'enseignement (UBRAF), il y a davantage de pays qui déclarent que « l'éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie et sensible au genre fait partie du programme scolaire » au niveau de l'enseignement secondaire qu'au niveau de l'enseignement primaire. Sur les 88 pays ayant fait rapport à l'UBRAF en 2019, 72 % ont déclaré que l'éducation à la sexualité faisait partie de leur programme scolaire au niveau secondaire. Mais seuls 55 % ont déclaré la même chose pour leurs écoles primaires.

**Figure 3**  
Programmes scolaires relatifs à l'éducation à la sexualité au sein du système éducatif



## Étude de cas 6

### EN FINLANDE, UNE ÉDUCATION PHYSIQUE ET ÉMOTIONNELLE EST DISPENSÉE AUX ENFANTS DANS LE PRÉPRIMAIRE

En Finlande, l'éducation à la sexualité est intégrée aux programmes scolaires depuis 1970 et fait partie du plus large domaine de l'éducation à la santé depuis 2004. Récemment, des voix se sont élevées pour demander l'intégration de l'éducation à la sexualité dans les programmes nationaux d'éducation de la petite enfance. En 2013-2014, la Fédération de la famille finlandaise (une ONG finlandaise) a enquêté auprès de 1 100 professionnels de l'éducation de la petite enfance et parents d'enfants âgés de un à six ans, pour examiner leur expérience et leurs attitudes à l'égard de la sexualité et de l'éducation à la sexualité chez les jeunes enfants. L'enquête a révélé que si beaucoup n'aimaient pas utiliser le terme de « sexualité » s'agissant d'enfants de cet âge, il existait un consensus sur le fait que les enfants d'âge préscolaire avaient réellement besoin de connaissances et de compétences en matière de sécurité, de sexualité, de rapport au corps et d'émotions, et que celles-ci étaient essentielles pour leur transmettre des valeurs, des attitudes et des normes saines, ainsi que le respect de leur propre corps et de celui des autres. Ils estimaient également que cette éducation permet aux enfants d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires pour identifier et signaler les abus potentiels. L'étude a également révélé qu'au moment de l'enquête, les professionnels de l'éducation de la petite enfance ne dispensaient pas d'éducation à la sexualité et manquaient de confiance sur la manière de le faire (Cacciatore et al., 2020).

La volonté d'évoluer vers un enseignement formalisé de l'éducation à la sexualité dans le préprimaire s'est reflétée dans le discours politique, et l'Institut national de la santé et du bien être donne la priorité à l'éducation à la sexualité dans les structures de la petite enfance dans son Programme d'action pour la promotion de la santé sexuelle et reproductive en 2014-2020, un document phare qui présente les objectifs nationaux en matière de santé sexuelle et reproductive (Klemetti et Raussi-Lehto, 2018). En 2016, l'Agence nationale finlandaise pour l'éducation a fourni de nouvelles instructions pour l'éducation de la petite enfance. Bien qu'elles ne fassent pas explicitement référence à l'« éducation à la sexualité », préférant la terminologie plus acceptée d'« éducation physique et émotionnelle », elles empruntent les caractéristiques essentielles de l'éducation à la sexualité, présentées de manière adaptée à l'âge des jeunes apprenants. Les municipalités sont tenues d'élaborer des programmes d'éducation locaux et des exigences en matière de qualification sur la base des instructions nationales. En 2020, avec les encouragements et le soutien de la Fédération de la famille finlandaise, au moins 22 municipalités sur les 311 que compte le pays ont inscrit l'éducation à la sexualité dans leurs programmes locaux obligatoires. Ces municipalités accueillent 45 % des enfants finlandais âgés de 0 à 6 ans. Concrètement, cela signifie que l'éducation à la sexualité est déjà dispensée dans de nombreux établissements préscolaires, mais pas dans tous. La Fédération de la famille finlandaise a contribué à l'élaboration de ressources d'enseignement et d'apprentissage adaptées à l'âge des enfants, ainsi qu'à la formation des enseignants.

En Afrique subsaharienne, la plupart des pays de la région Afrique orientale et australe incorporent désormais l'éducation à la sexualité dans le programme scolaire. Cette évolution s'est souvent produite dans le cadre d'une plus large réforme des programmes. Selon un rapport régional de 2018, six pays de l'Afrique orientale et australe et deux pays de l'Afrique occidentale et centrale ont indiqué avoir approuvé et adopté des programmes scolaires révisés pour les niveaux tant primaire que secondaire. D'autres pays ont indiqué que leurs programmes étaient en cours d'élaboration ou de révision (UNESCO, 2018).

En Asie, 16 pays sur 20 ont signalé l'existence d'un programme national d'éducation à la sexualité au niveau primaire ; dans le Pacifique, c'était le cas de six pays sur huit. La proportion est légèrement supérieure au niveau secondaire : 16 pays sur 20 ont un programme national en Asie, et sept pays sur huit dans le Pacifique (FNUAP et al., 2020a).

Concernant la région Amérique latine et Caraïbes, selon un rapport régional de 2017, l'éducation à la sexualité semble avoir progressé dans la région, les programmes scolaires étant organisés par « compétences » et l'éducation à la sexualité y occupant une place particulière. Selon ce rapport, la moitié des 18 pays étudiés disposaient d'un cadre conceptuel ou théorique « achevé » ou « avancé » en matière d'éducation à la sexualité, 40 % avaient un cadre « intermédiaire » ou « initial », et les 11 % restants n'en avaient aucun<sup>6</sup>. Le même rapport confirme que l'éducation à la sexualité a progressé dans les Caraïbes anglophones. Cuba et l'Uruguay se distinguent par des progrès substantiels en matière d'intégration de l'éducation à la sexualité dans le programme scolaire officiel (FNUAP, 2017b).

Selon une étude régionale du FNUAP portant sur 20 États arabes, neuf pays de la région enseignent certains sujets en rapport avec l'éducation à la sexualité, sous forme généralement de notions de base sur le corps humain et son développement, mais deux seulement (la Tunisie et le Qatar) incluent officiellement l'ECS dans les programmes scolaires (FNUAP, 2020b).

En Europe et Asie centrale, la plupart des pays (14 sur 21) ont intégré l'éducation à la sexualité dans les programmes scolaires officiels, et les pays restants sont en train de le faire (Ketting et Ivanova, 2018).

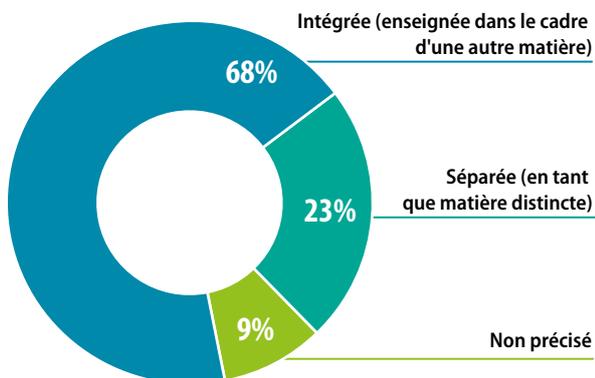
6 « Achevé » dans 33 % des pays (Argentine, Cuba, El Salvador, État plurinational de Bolivie, République dominicaine, Uruguay) ; « avancé » dans 17 % (Guatemala, Pérou, République bolivarienne du Venezuela) ; « intermédiaire » dans 28 % (Colombie, Costa Rica, Honduras, Mexique, Nicaragua) ; « initial » dans 11 % (Équateur, Paraguay) ; « aucun » dans 11 % (Chili et Panama).

### Matière séparée ou intégrée

Les pays ont des approches différentes de la place de l'éducation à la sexualité dans le programme scolaire. Certains l'intègrent dans toute une série de matières, d'autres dans deux ou trois matières seulement, d'autres encore en font un programme distinct. Chacune de ces approches a ses avantages et ses inconvénients, et les expériences varient selon les pays. Si certains choisissent d'introduire l'éducation à la sexualité en tant que matière distincte ou de placer le contenu de l'ECS au sein d'une seule matière existante, il peut être plus pratique de s'appuyer sur ce que les enseignants enseignent déjà et de l'améliorer, et d'intégrer l'éducation à la sexualité au sein de matières existantes (UNESCO et al., 2009). Cela dit, l'intégration de l'éducation à la sexualité dans des disciplines existantes peut rendre difficile l'attribution des responsabilités, de même que l'évaluation. Une remarque éloquentes, tirée d'une étude réalisée en Chine, traduit le sentiment que l'intégration crée un climat où « la responsabilité de tous devient la responsabilité de personne » (UNESCO et FNUAP, 2018).

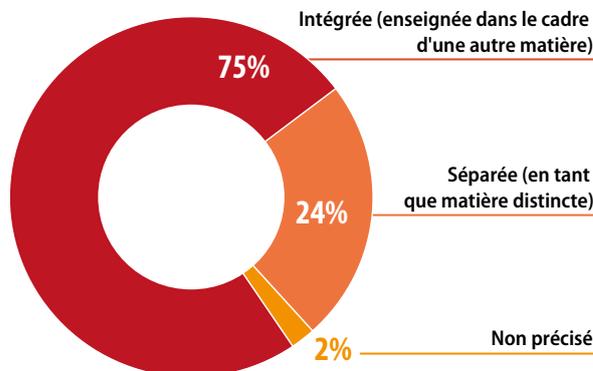
Sur 47 pays d'Asie et du Pacifique, d'Afrique subsaharienne et de la région Amérique latine et Caraïbes ayant répondu à la question concernant la « modalité d'enseignement » dans l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS, 68 % ont répondu que l'éducation à la sexualité était intégrée et enseignée dans le cadre d'autres matières dans l'enseignement primaire, 23 % indiquant qu'elle y était essentiellement enseignée comme une matière distincte. Dans l'enseignement secondaire, sur 55 pays répondants, trois quarts ont indiqué que l'éducation à la sexualité était enseignée dans le cadre d'autres matières et 24 % en tant que matière distincte.

**Figure 4**  
Modalité d'enseignement de l'éducation à la sexualité dans les établissements primaires



Source des données : Analyse de l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS.

**Figure 5**  
Modalité d'enseignement de l'éducation à la sexualité dans les établissements secondaires



Source des données : Analyse de l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS.

L'approche faisant de l'éducation à la sexualité une discipline à part entière s'observe dans des pays aussi éloignés l'un de l'autre que le Nigéria et la Mongolie (Wood et al., 2015 ; Restless Development, 2016). En Afrique subsaharienne, dans les Caraïbes, en Asie et dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, l'éducation à la sexualité est souvent dispensée dans le cadre d'un cours plus général consacré aux compétences pour la vie courante ou à la santé, au milieu d'autres sujets, comme l'alcoolisme, le tabagisme et la toxicomanie, la nutrition ou la sécurité routière. Il peut être difficile de discerner dans quelle mesure un cours de préparation aux compétences utiles dans la vie couvre réellement les concepts clés de l'éducation à la sexualité (UNICEF MENA, 2017).

Dans la région Asie-Pacifique, l'éducation à la sexualité est le plus souvent enseignée en tant que matière intégrée. Néanmoins, il existe des variations d'un pays à l'autre. En Thaïlande, par exemple, la décision concernant les modalités d'intégration est prise au niveau des écoles (FNUAP et al., 2020a).

Les pays de la région Amérique latine et Caraïbes, qui ont toujours favorisé une approche intégrée, semblent s'orienter vers une intégration dans moins de matières. Les sujets relatifs à l'éducation à la sexualité sont le plus souvent insérés dans les sciences naturelles ou la santé (80 %), les sciences sociales (67 %) et l'éducation civique ou éthique (47 %) (FNUAP, 2017b).

En Europe et Asie centrale, l'éducation à la sexualité est presque toujours insérée dans une matière obligatoire ou dans un petit nombre de matières principales. En Ukraine, en Arménie, en Moldova, en Estonie et dans plusieurs autres pays, l'éducation à la sexualité est intégrée à des matières obligatoires ; au Kirghizistan, elle fait partie de cours obligatoires consacrés à la vie de classe (Ketting et Ivanova, 2018).

## Obligatoire ou optionnelle

Une autre question centrale porte sur le caractère obligatoire ou non de l'éducation à la sexualité. L'éducation à la sexualité n'est souvent considérée comme obligatoire que lorsqu'elle est intégrée à des matières principales obligatoires. Les contenus facultatifs reçoivent moins d'attention et moins de ressources, et les parents, les directeurs d'école, les enseignants et les élèves sont susceptibles de les considérer comme moins importants. Un statut facultatif crée également des attentes incertaines en matière d'enseignement et d'évaluation des enseignants et des élèves.

Sur 58 pays d'Asie et du Pacifique, d'Afrique subsaharienne et de la région Amérique latine et Caraïbes ayant répondu à l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS, 60 % ont indiqué que les programmes étaient obligatoires au niveau primaire comme au niveau secondaire. En Europe et Asie centrale, l'éducation à la sexualité n'est obligatoire dans tous les établissements que dans 11 pays sur 25 (moins de la moitié).

Il convient toutefois de noter que même lorsque l'éducation à la sexualité est obligatoire, elle doit aussi, pour être efficace, couvrir un large éventail de sujets sur un certain nombre d'années et faire l'objet d'un enseignement de qualité. Ainsi, au Népal, l'éducation à la sexualité fait partie du programme scolaire obligatoire, mais elle ne porte que sur la santé reproductive (TimilSina, 2017). Singapour a rendu l'éducation à la sexualité obligatoire en 2000, mais son contenu se limite à l'abstinence (Cheng, 2018). Ces exemples soulignent que le fait de rendre l'éducation à la sexualité obligatoire ne conduira à des programmes de qualité que si un contenu complet est mis en place. Il convient également de noter que certains pays disposent de programmes bien élaborés et complets, mais que leur mise en œuvre n'est pas obligatoire. Ainsi, au Pays de Galles (Royaume-Uni), l'enseignement de l'éducation à la sexualité est exigé dans les établissements primaires et secondaires, et les directives publiées par le pays en 2010 sont considérées comme complètes selon les principes directeurs internationaux. Sa mise en œuvre n'en est pas moins variable, l'éducation à la sexualité étant laissée à la discrétion des établissements (Gouvernement gallois, 2017).

**Il convient de noter que, même lorsqu'elle est obligatoire, l'éducation sexuelle ne sera efficace que si l'étendue des sujets abordés au fil du temps et la qualité de l'enseignement sont également assurées.**

**Tableau 2**  
**Concepts clés et caractéristiques de l'ECS**

	<h3>Huit concepts clés</h3>
	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Relations interpersonnelles</li> <li>2. Valeurs, droits, culture et sexualité</li> <li>3. Comprendre la notion de genre</li> <li>4. Violence et sécurité</li> <li>5. Compétences pour la santé et le bien-être</li> <li>6. Corps et développement humain</li> <li>7. Sexualité et comportement sexuel</li> <li>8. Santé sexuelle et reproductive</li> </ol>
	<h3>Caractéristiques</h3>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Scientifiquement exacte</li> <li>• Progressive</li> <li>• Adaptée à l'âge et au niveau de développement</li> <li>• Basée sur un programme</li> <li>• Complète</li> <li>• Fondée sur une démarche inspirée des droits humains</li> <li>• Fondée sur l'égalité des genres</li> <li>• Adaptée à la culture et au contexte</li> <li>• Transformatrice</li> <li>• À même de développer les compétences pour la vie courante nécessaires à l'appui de choix sains</li> </ul>
	<h3>Trois domaines d'apprentissage</h3>
	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Connaissances</li> <li>2. Compétences</li> <li>3. Attitudes</li> </ol>

## Exhaustivité du contenu

Dans de nombreux contextes, on constate que les programmes scolaires ont pris de l'ampleur, passant d'une focalisation étroite sur la prévention du VIH et les aspects biologiques de la santé sexuelle et reproductive à un plus large éventail de sujets. C'est le signe d'une reconnaissance croissante des problèmes sanitaires et sociaux que l'ECS peut contribuer à prévenir (comme les grossesses précoces et non désirées ou la violence sexiste), des compétences sociales et émotionnelles positives que l'ECS peut transmettre, et du fait que des principes directeurs internationaux existent à cet égard. Les huit concepts clés de l'ECS, ainsi que ses caractéristiques et domaines d'apprentissage, ont été définis dans la version révisée des ITGSE de l'ONU. Ils sont résumés dans le tableau 2 (UNESCO et al., 2018). Les ITGSE fournissent des recommandations concernant les sujets adaptés à l'âge des apprenants et les objectifs d'apprentissage correspondants, répartis en quatre groupes d'âge.

Sur les 53 pays d'Asie et du Pacifique, d'Afrique subsaharienne et de la région Amérique latine et Caraïbes ayant répondu à l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS, environ 75 % ont indiqué que, selon eux, leur programme était complet, 17 % ont déclaré qu'il était axé sur l'abstinence et l'utilisation des préservatifs et d'autres formes de contraception moderne, et les 8 % restants ont répondu que leur programme était axé sur l'abstinence uniquement (c'est-à-dire sur le fait de s'abstenir de toute activité sexuelle). Compte tenu de la nature autodéclarée de cette évaluation, il est important d'examiner une série de sources susceptibles d'éclairer sur l'ampleur réelle du contenu.

Les trois quarts des pays ayant répondu à l'Enquête 2019-2020 ont indiqué que le thème du « VIH&sida/IST » était inclus « largement » dans le programme d'enseignement secondaire. En outre, le thème de la « puberté » était indiqué comme étant « largement » inclus par 67 % des pays. Un peu plus de 55 % des pays ont également mentionné les sujets suivants comme étant abordés « largement » dans le programme d'enseignement secondaire : le genre et les normes de genre, la grossesse et l'accouchement, l'amour et les relations interpersonnelles et les abus ou violences sexuels. Les sujets inclus dans une moindre mesure étaient « l'accès à l'avortement médicalisé », « l'orientation sexuelle et l'identité de genre » et « les médias et les technologies en ligne » (Figure 7).

Une proportion beaucoup plus faible de pays déclare inclure « largement » ces importants sujets dans leurs programmes d'études au niveau primaire (Figure 8).

Une des sources d'information concernant l'exhaustivité des programmes d'études est l'Outil de revue et analyse de l'éducation sexuelle (SERAT). Cet outil facilite l'examen des programmes scolaires par groupe d'âge (5-8 ans, 9-12 ans, 12-15 ans, 15-18 ans et plus) et mesure leur conformité avec les recommandations internationales concernant le contenu des programmes scolaires, comme indiqué dans la version révisée des ITGSE de l'ONU. Les résultats permettent aux parties prenantes et aux autorités nationales de réfléchir non seulement sur les sujets clés associés aux concepts clés, mais aussi sur les types d'apprentissage, en termes, notamment, de connaissances, de compétences et d'attitudes. Les réponses sont données sur une échelle allant de « totalement présent » à « moyennement présent » et « totalement absent ».

Les fichiers de données SERAT de 24 pays d'Afrique subsaharienne ont été analysés pour les besoins du présent rapport. Les scores/moyennes pondérés de l'élément de contenu du programme scolaire ont été calculés pour chaque pays<sup>7</sup>, puis étiquetés comme étant latents (< 25 %), émergents (25-50 %), établis (50-75 %) ou avancés (> 75 %).

Les résultats fusionnés de ces 24 pays montrent que le contenu du programme scolaire est plus étoffé dans les groupes plus âgés, en particulier les 12-15 ans : près de la moitié des pays affichent un contenu de programme avancé ou établi pour cette tranche d'âge. Néanmoins, de nombreux pays ont encore du chemin à parcourir avant que leurs programmes puissent être considérés comme réellement complets, dans l'enseignement primaire comme dans l'enseignement secondaire (Figure 9).

L'analyse des concepts et des sujets clés montre qu'en moyenne, pour tous les groupes d'âge, environ 37 % des pays ont été évalués comme ayant un contenu avancé ou établi sur les sujets suivants : relations interpersonnelles, compétences génériques (communication, négociation, prise de décisions), développement humain, santé sexuelle et reproductive et autonomisation des jeunes. Parallèlement, un peu plus du quart des pays ont été évalués comme ayant un contenu avancé ou établi sur le sujet de la sexualité et du comportement sexuel (Figure 10).

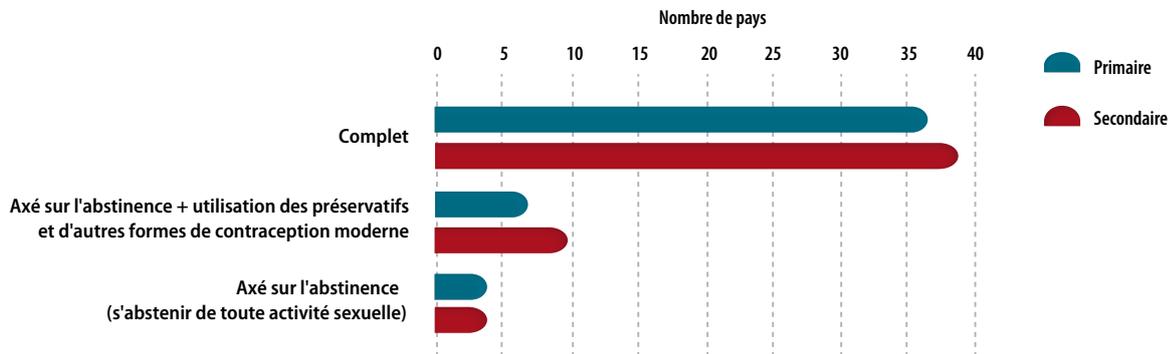
Lorsqu'on analyse les types et les objectifs d'apprentissage, on constate qu'en moyenne, environ un tiers des pays sont au stade avancé ou établi en ce qui concerne les objectifs relatifs aux connaissances, aux attitudes, aux compétences utiles dans la vie, aux droits humains, au genre et aux normes sociales, et que les deux tiers restants ont été évalués comme étant latents ou émergents en ce qui concerne ces objectifs (Figure 11).

Globalement, on peut conclure que lorsqu'on analyse l'exhaustivité des programmes scolaires par rapport aux principes directeurs internationaux dans ces 24 pays, près des deux tiers n'ont pas inclus tout l'éventail des sujets, ou des domaines d'apprentissage, dans leur programme d'éducation à la sexualité. Il y a de nombreuses raisons à cela et d'autres études de cas présentées ci-dessous donnent un aperçu des variations entre régions.



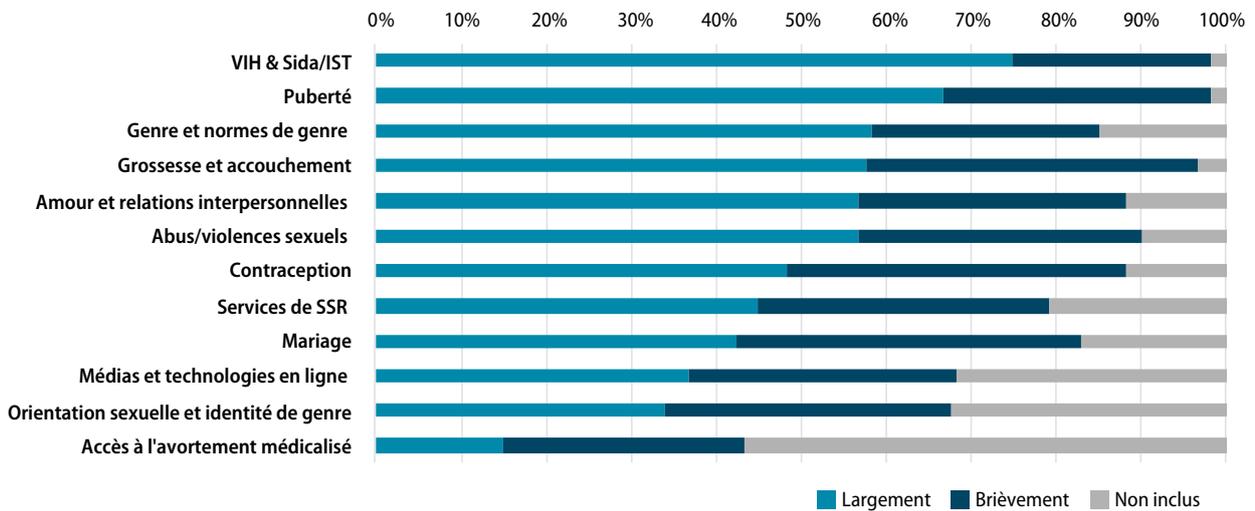
<sup>7</sup> Score pondéré = caractéristiques fortes/présent x 1 (100 %) + caractéristiques intermédiaires (moyennement présent) x 0,5 (50 %).

**Figure 6**  
Ampleur du programme d'éducation à la sexualité, telle qu'indiquée par les pays répondants



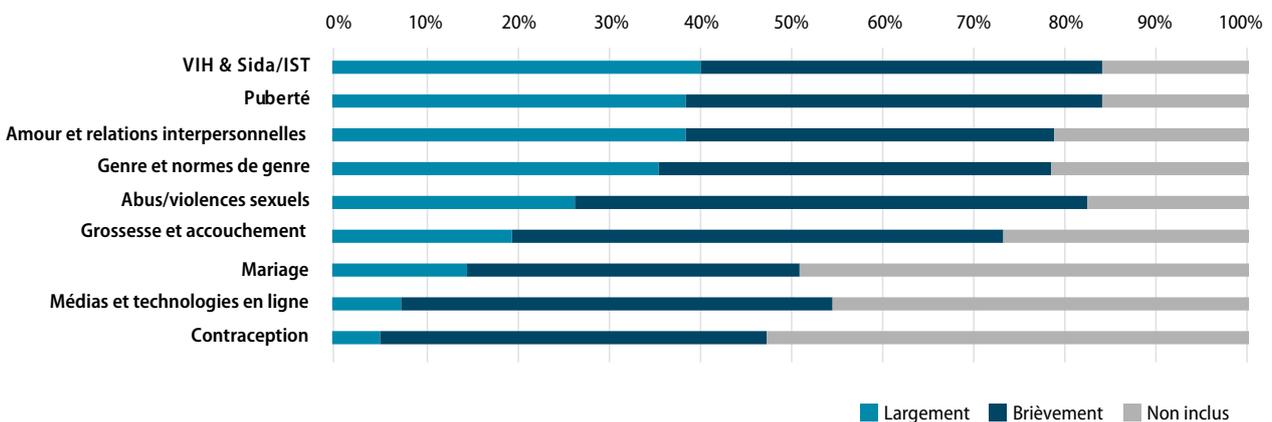
Source des données : Analyse de l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS.

**Figure 7**  
Degré d'inclusion dans les programmes d'une série de sujets clés de l'ECS (enseignement secondaire), tel qu'indiqué par les pays répondants



Source des données : Analyse de l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS.

**Figure 8**  
Degré d'inclusion dans les programmes d'une série de sujets clés de l'ECS (enseignement primaire), tel qu'indiqué par les pays répondants



Source des données : Analyse de l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS.

Le contenu de l'éducation à la sexualité est étroitement lié au contexte historique et a évolué avec le temps. En Afrique subsaharienne, une forte prévalence du VIH a conduit à mettre l'accent sur ses conséquences négatives et sur la réduction des risques (Panchaud et al., 2019). Dans de nombreux pays, cela a eu pour résultat de limiter l'éventail des sujets inclus dans l'éducation à la sexualité (Sidze et al., 2017). Aujourd'hui, de nombreux pays s'appuient sur des programmes antérieurs d'« éducation aux compétences utiles dans la vie », qui avaient avant tout été mis en place dans une optique de prévention du VIH ou de limitation des naissances, pour élaborer des approches plus complètes.

Dans la région Asie-Pacifique, six pays ont indiqué qu'au niveau primaire, leur programme d'éducation à la sexualité était axé sur « l'abstinence et la prévention des grossesses, des IST, du VIH et du sida », et cinq pays ont donné la même information pour les programmes de niveau secondaire. Si d'autres pays ont déclaré que leurs programmes primaires et secondaires d'éducation à la sexualité étaient « très

complets », dans de nombreux pays, selon les réponses des experts, il est plus juste de parler d'« abstinence plus prévention (des grossesses, du VIH et des infections sexuellement transmissibles) » ou d'« éducation basée sur les compétences utiles dans la vie », plutôt que d'« éducation complète à la sexualité ». Lorsqu'on examine dans le détail les informations transmises par les pays concernant les sujets abordés, on constate que l'éventail est plus large au niveau secondaire qu'au niveau primaire, mais qu'il y manque encore de nombreux sujets importants (FNUAP et al., 2020a).

Ainsi, une étude de 2018 a révélé que seuls trois des 11 pays d'Asie incluaient le sujet du « genre » dans l'éducation à la sexualité (ARROW, 2018). Par contre, sur les 28 pays de la région ayant répondu à l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS, huit ont indiqué que les normes de genre étaient abordées « brièvement », et 18 « largement ».

## Étude de cas 7

### L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ DANS LE PROGRAMME SANTÉ ET BIEN-ÊTRE DE L'ÉCOSSE

L'Écosse s'est engagée à promouvoir la santé et le bien-être dans les écoles, notamment en dispensant une éducation aux relations interpersonnelles, à la santé sexuelle et à la parentalité. Cet engagement s'appuie sur une politique nationale vigoureuse et des directives adressées aux établissements scolaires.

La réforme des programmes scolaires de 2010, intitulée *Curriculum for Excellence*, a fait de la santé et du bien-être, avec l'acquisition de la lecture et de l'écriture et l'apprentissage du calcul, l'un des trois domaines d'apprentissage fondamentaux des enfants. L'éducation à la santé et au bien-être ne constitue pas une matière ou un cours séparé, mais est organisée en sept domaines thématiques :

- Bien-être mental, affectif, social et physique ;
- planification des choix et des changements ;
- éducation physique ;
- activité physique et sport ;
- alimentation et santé ;
- abus de drogues ;
- relations interpersonnelles, santé sexuelle et parentalité.

Chacun de ces domaines est intégré au programme scolaire, mais est aussi plus largement reflété dans la culture et les pratiques des établissements. L'éducation aux relations interpersonnelles, par exemple, ne consiste pas seulement à enseigner aux élèves des compétences relationnelles positives, elle s'attache aussi à développer une culture et un esprit positifs au sein de l'école.

La responsabilité de cet apprentissage, qui est assuré en fonction de l'âge des élèves (de 3 à 18 ans) et intégré dans différentes matières, incombe à l'ensemble du personnel enseignant.

Le contenu est adapté à l'âge, et porte d'abord sur la santé et les relations interpersonnelles, puis sur la santé sexuelle, et enfin sur la parentalité. Le National Health Service (NHS) est un partenaire essentiel dans l'élaboration des politiques et dans la mise en œuvre de l'éducation aux relations interpersonnelles, à la santé sexuelle et à la parentalité.

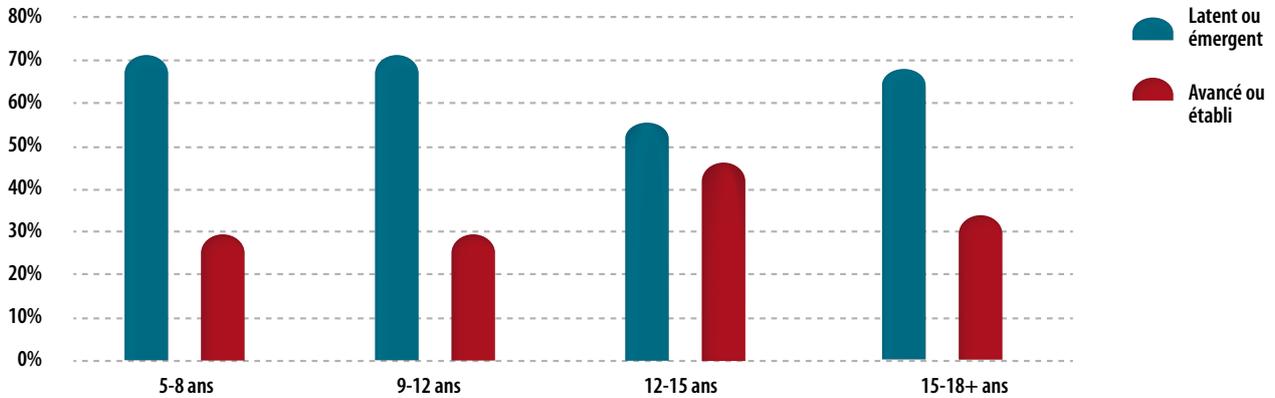
Devant la nécessité de moderniser l'éducation aux relations interpersonnelles, à la santé sexuelle et à la parentalité en coproduction avec les apprenants et d'accroître la confiance des enseignants et la cohérence de l'enseignement, une nouvelle ressource nationale a été créée ([site Web](#)) – et lancée en septembre 2019. Cette plateforme apporte aux enseignants et aux praticiens des informations pertinentes et des activités d'apprentissage adaptées à l'âge des élèves. Elle associe et informe également les parents et présente l'éducation à la sexualité de manière positive.

Le mode d'élaboration de la plateforme est digne d'intérêt : il a consisté en un processus itératif, collaboratif et participatif qui a mobilisé un réseau de plus de 1 500 professionnels et partenaires sur une période de deux ans, en s'appuyant sur les meilleures pratiques actuellement disponibles en Écosse. De nombreuses évaluations et consultations interactives ont été organisées avec des jeunes, et des recherches ont été menées pour alimenter la nouvelle ressource. Elle a ensuite été testée par 38 écoles, dont les enseignants ont fourni des commentaires en retour sur ce qui avait fonctionné et ce qui n'avait pas fonctionné, et le site Web a été modifié en conséquence.

En 2020, en raison de la COVID-19, la ressource en ligne est considérée comme une part extrêmement précieuse du « programme scolaire de rétablissement ». Celui-ci se concentre sur trois domaines : (1) le soutien à l'apprentissage et au réinvestissement dans l'école en termes de santé mentale et de relations avec les pairs ; (2) la santé sexuelle, en gardant à l'esprit ce qui a pu être « négligé » avec les fermetures d'écoles ; (3) l'activité en ligne et les médias sociaux. Un blog destiné à favoriser l'inclusion des élèves a été élaboré avec des liens vers ces trois domaines, ainsi qu'un lien permettant aux enseignants de trouver facilement la ressource adaptée à l'âge et au niveau de développement des apprenants dont ils ont besoin pour l'année de rétablissement 2020.

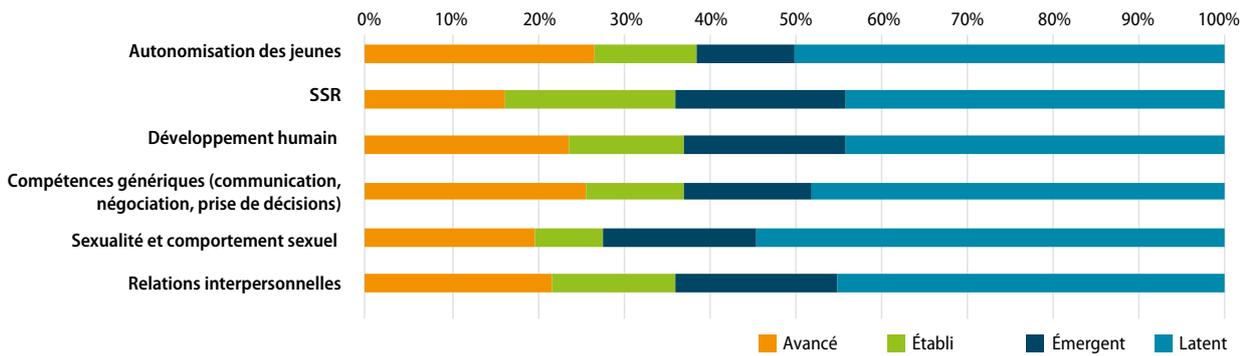
Pour plus d'informations : voir Gouvernement écossais, 2021 ; Horrell et al., 2012.

**Figure 9**  
Scores pondérés du SERAT concernant le contenu global du programme scolaire pour les différents groupes d'âge



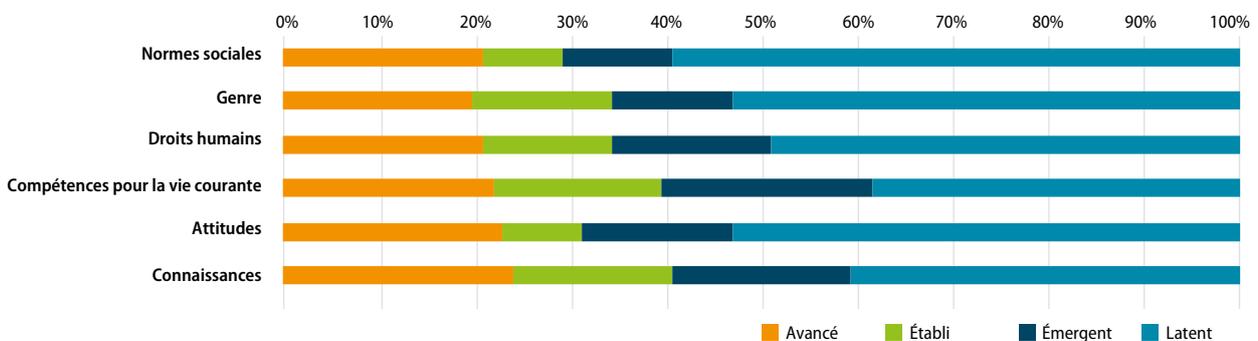
Source des données : Analyse des données du SERAT pour 24 pays sélectionnés d'Afrique subsaharienne.

**Figure 10**  
Scores pondérés du SERAT concernant les sujets clés



Source des données : Analyse des données SERAT pour 24 pays sélectionnés d'Afrique subsaharienne.

**Figure 11**  
Scores pondérés du SERAT concernant les domaines d'apprentissage



Source des données : Analyse des données du SERAT pour 24 pays sélectionnés d'Afrique subsaharienne.

En ce qui concerne les droits humains et la non-discrimination, dans une étude réalisée en 2018 en Asie, seul le Sri Lanka a déclaré inclure la diversité et la non-discrimination à l'égard des jeunes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) (ARROW, 2018), alors que dans l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS, 14 pays sur 28 ont déclaré que l'orientation sexuelle et l'identité de genre étaient « largement » abordées dans le programme scolaire et huit pays « brièvement ». L'Inde et le Laos mentionnent une sensibilisation à la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH (ARROW, 2018). Au Viet Nam, les politiques d'éducation à la sexualité font explicitement référence aux jeunes femmes issues des minorités ethniques (ARROW, 2018).

Dans la région Amérique latine et Caraïbes, de puissants mouvements de femmes ont plaidé, dans les années 1990, pour une approche de l'éducation à la sexualité fondée sur les droits et axée sur le genre, ce qui continue de peser dans l'orientation des programmes de la région (FNUAP, 2017a). Cependant, bien que des informations sur les IST, le VIH et la grossesse soient disponibles, on constate qu'elles sont rarement en rapport avec le genre, le pouvoir ou les normes sociales. Les informations sur la contraception, données dans les programmes scolaires peuvent être superficielles et on y aborde rarement les questions pratiques, telles que le choix de la méthode à utiliser ou l'accès aux services (UNESCO, 2017a).

Dans cette région, le genre apparaît comme un élément clé dans la quasi-totalité des cadres conceptuels et des discours sur l'éducation à la sexualité, mais il ne figure pas clairement dans les programmes scolaires (FNUAP, 2017b). Dans certains pays, des groupes d'opposition ont exigé et obtenu la suppression des références au genre dans les programmes et les matériels scolaires (UNESCO, 2017a). Les droits humains sont bien couverts dans environ 40 % des matériels pédagogiques du niveau inférieur (9-11 ans), mais pas nécessairement les droits reproductifs. La question de la discrimination est abordée, mais sans mention des différentes formes de famille (UNESCO, 2017a).

En Europe et Asie centrale, sur 25 pays étudiés, 10 ont été évalués comme ayant des programmes scolaires complets, et quatre autres comme « proches des standards d'un programme complet ». Si, dans les autres pays, les programmes portaient presque exclusivement sur les aspects biologiques de la sexualité, nombre d'entre eux étaient en train de les actualiser pour s'aligner sur les directives régionales et internationales (Ketting et Ivanova, 2018). L'Écosse (Royaume-Uni) a mis son programme scolaire à jour en 2010 pour le rendre plus actuel et plus complet, et en 2019, elle a lancé une ressource nationale sur l'éducation à la sexualité (Gouvernement écossais, 2019). L'Estonie a été identifiée comme un modèle à suivre en matière de droits humains et de non-discrimination dans l'éducation à la sexualité. L'Association des personnes LGBT d'Estonie a participé à la révision du programme scolaire de 2011, et obtenu l'inclusion d'informations sur l'identité des LGBT et les discriminations dont ils sont victimes (Ketting et Ivanova, 2018).

## Étude de cas 8

### EN SUÈDE, UNE APPROCHE DE L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ TRANSFORMATRICE DU GENRE

La Suède a été le premier pays au monde à rendre l'éducation à la sexualité obligatoire en 1955. Depuis, le programme d'études a évolué, avec des changements significatifs en 2011, lorsque l'éducation à la sexualité a été renforcée au sein du programme scolaire et intégrée dans davantage de matières.

La perspective de genre est depuis longtemps un élément important de la politique suédoise. L'enseignement de l'éducation à la sexualité est censé promouvoir l'égalité des genres et l'égalité de dignité de tous, tout en favorisant des relations et une sexualité positive et en prévenant divers problèmes sanitaires et sociaux. Depuis 2011, des termes tels que sexualité, relations, genre, égalité des genres et normes de genre sont mentionnés dans les matières, et l'apprentissage commence dès l'école maternelle. Il en résulte que la responsabilité de l'éducation à la sexualité incombe à plusieurs enseignants et que les sujets sont abordés et renforcés dans le cadre de plusieurs matières et tout au long de la scolarité (Swedish National Agency for Education, 2014).

#### En Suède, l'éducation à la sexualité est intégrée dans un large éventail de matières :

- Biologie
- Disciplines scientifiques
- Éducation physique et santé
- Histoire
- Anglais
- Géographie
- Instruction civique
- Travaux ménagers et consommation
- Suédois/suédois seconde langue
- Musique
- Travaux manuels
- Religion
- Technologie

Selon les directives nationales, l'éducation à la sexualité doit couvrir une série de sujets, mais la manière exacte dont ils sont inclus dans les plans de cours est laissée à la discrétion des établissements. Certaines matières exigent un contenu plus important sur l'égalité des sexes, la sexualité et les relations interpersonnelles, mais tous les enseignants sont encouragés à prendre leur part de cet enseignement, quelle que soit la matière enseignée (Swedish National Agency for Education, 2014).

Bien que l'éducation à la sexualité soit solidement ancrée dans les politiques et les programmes scolaires, il est reconnu que la qualité de son enseignement est variable d'une école à l'autre et au sein d'un même établissement. Selon une étude menée par les services suédois d'inspection scolaire en 2017, ceux-ci intègrent effectivement l'éducation à la sexualité dans les divers matières, conformément à la politique nationale, mais il y a des défis à relever quant à la confiance des enseignants dans leur capacité à aborder et analyser les normes de genre, pourtant un élément essentiel du contenu (Swedish Schools Inspectorate, 2018). Dans une deuxième étude, les étudiants ont déclaré que, s'ils étaient globalement satisfaits de leur éducation à la sexualité, ils trouvaient que les questions des normes, de l'égalité des sexes et du consentement étaient moins bien traitées (Public Health Agency of Sweden, 2017).

Pour y remédier, des efforts sont déployés afin d'améliorer la qualité de l'enseignement de l'éducation à la sexualité. En 2020, suite aux longs efforts de plaidoyer de plusieurs parties prenantes, le Ministère suédois de l'éducation a annoncé que tous les enseignants en formation initiale seraient désormais évalués sur leurs compétences à enseigner sur la sexualité, l'identité et les relations interpersonnelles (Gouvernement suédois, 2020). Tous les établissements de formation des enseignants devaient adopter des objectifs spécifiques à cet effet à partir du 1er janvier 2021.

D'autres études ont montré que les programmes scolaires sont souvent dominés par une vision négative de la sexualité, l'accent étant mis sur ses risques et ses dangers (Ford et al., 2019). Dans de nombreux contextes, ils mettent l'accent sur l'abstinence, et les informations sur la physiologie et la reproduction tendent à se concentrer davantage sur les femmes, renforçant ainsi le message selon lequel les filles portent davantage la responsabilité d'éviter une grossesse non désirée et de s'abstenir de tout rapport sexuel (Francis et DePalma, 2015 ; Shefer et al., 2015).

## 2.4 Enseignement

### Préparation et renforcement des capacités des enseignants

Il est essentiel de préparer les enseignants et de renforcer leur capacité à fournir une ECS de qualité. En effet, des programmes scolaires dispensés par des enseignants mal préparés pourraient être préjudiciables, en apportant des informations inexactes ou en reproduisant des valeurs et des attitudes hostiles au traitement du genre, du sexe, de la sexualité et des droits. Les enseignants sont une part intégrante de la culture générale de leur école et de leur communauté locale et élargie. Fortement influencés par les normes sociales et leurs propres expériences, les



Kwame Amo/Shutterstock.com

enseignants apportent leurs points de vue personnels en classe et se sentent souvent mal à l'aise, mal préparés, critiques ou sur la défensive en ce qui concerne l'éducation à la sexualité. Des études menées en Afrique du Sud et au Chili, par exemple, mettent en garde contre le fait que les sujets précisément destinés à remettre en question les normes et les pratiques liées au genre peuvent en réalité les renforcer en mettant l'accent sur l'abstinence et en transmettant des messages moralisateurs et négatifs sur la sexualité (Ngabaza et al., 2016 ; Shefer et al., 2015 ; UNESCO, 2019b). Une part importante de la formation et du renforcement des capacités des enseignants consiste à les sensibiliser à l'importance des normes sociales entourant l'éducation à la sexualité, et à remettre en question leurs opinions personnelles et leurs préjugés éventuels.

Selon les données du NCPI, sur les 130 pays qui ont répondu en 2019 ou en 2017, 75 % ont déclaré être dotés de politiques éducatives en matière de formation des enseignants guidant l'enseignement d'une éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie conformément aux normes internationales (Figure 13).

Dans l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS, environ deux tiers des pays (40 pays sur 59) ont indiqué que les enseignants sont tenus de suivre une formation à l'éducation à la sexualité avant d'enseigner cette matière à l'école, et environ le même nombre de pays ont signalé l'existence de programmes de formation des enseignants à l'éducation à la sexualité.

Il existe deux types de formation des enseignants : la formation initiale (c'est-à-dire les cours de formation que suit l'enseignant avant d'intégrer une salle de classe à plein temps), et la formation en cours d'emploi, appelée aussi « développement professionnel continu ». Au niveau mondial, la formation à l'ECS en cours d'emploi semble plus courante que la formation initiale, mais de nombreux pays prévoient d'augmenter cette dernière. Bien que les initiatives de formation des enseignants à l'éducation à la sexualité soient légion, on considère souvent qu'ils ne bénéficient pas d'une préparation adéquate (UNESCO et Guttmacher Institute, 2019 ; O'Brien et al., 2020).

D'après une étude régionale menée en Afrique subsaharienne, 9 des 32<sup>e</sup> pays de la région déclarent avoir des programmes de formation des enseignants, bien qu'une préparation adéquate des enseignants se soit avérée insuffisante (UNESCO, 2018). Dans une étude récente menée par l'UNESCO en Zambie et en Ouganda, de nombreux enseignants ont déclaré que, bien qu'ayant reçu une certaine formation, ils se sentaient toujours gênés et mal à l'aise pour discuter de certains sujets en raison de leurs valeurs personnelles, de leurs normes et de leurs cultures autour de la sexualité (UNESCO, 2021).

## Étude de cas 9

### LES INSTITUTS DE FORMATION DES ENSEIGNANTS EN TANT QUE CENTRES D'EXCELLENCE POUR LA PRÉPARATION À L'ENSEIGNEMENT DE L'ECS

En Zambie, à la faveur d'une révision du programme national, l'ECS a été intégrée au programme scolaire en 2013, et déployée à l'échelle nationale en 2014. Actuellement, l'éducation à la sexualité touche deux millions d'élèves du primaire et du secondaire à travers le pays (Ministère de l'enseignement général, 2020). Dispensée de la 5<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année, l'éducation à la sexualité est un enseignement scientifique adapté à l'âge des élèves, culturellement acceptable et susceptible d'être évaluée. Elle peut être intégrée à plusieurs matières, telles que les sciences intégrées, la biologie, les études religieuses, les études sociales, l'instruction civique et l'économie domestique.

Pour en assurer la qualité, l'accent a été mis sur la formation des enseignants. La première approche a consisté à instaurer un modèle en cascade de formation continue, en formant des formateurs aux niveaux national et provincial, chargés ensuite de former les enseignants aux niveaux des districts et des écoles. Bien que ce modèle ait donné des résultats positifs dans certaines provinces, une évaluation a révélé qu'il conduisait à une formation inégale, les enseignants de certaines provinces recevant une formation raccourcie, insuffisante et incomplète. Un nouveau modèle de formation a donc été élaboré en 2019, utilisant les instituts de formation des enseignants comme pôles d'éducation. Assurant également la formation initiale des enseignants, les instituts sont considérés comme des « centres d'excellence ». Selon ce nouveau modèle, ils fournissent aux enseignants des informations de première main dans le cadre d'une formation de cinq jours sur l'éducation à la sexualité, qui vise à leur donner confiance et à leur transmettre des compétences et de meilleures méthodes participatives. Des enseignants bien formés dans le cadre de l'approche en cascade servent de modèles et de personnes ressources pour ces centres de formation. Quatre composantes sont jugées centrales :

1. Les formateurs de ces pôles sont chargés de former les équipes d'enseignants d'une école, permettant ainsi aux groupes d'enseignants d'une même école de se soutenir mutuellement ;
2. chacun des cinq instituts de formation bénéficie du soutien technique d'une organisation de la société civile ;
3. un organisme de contrôle indépendant est chargé d'évaluer la qualité de la formation dispensée aux enseignants dans les centres, ainsi que la qualité de l'ECS dispensée aux apprenants dans les écoles ;
4. cette initiative a, depuis l'origine, l'adhésion et le soutien d'autres ministères et groupes, tels que le Ministère de la santé et la société civile, ce qui permet le déploiement national du programme.

Bien que la COVID-19 ait retardé le lancement de cette formation, prévu en avril 2020, la première session a débuté en août 2020 et se concentre sur cinq des 10 provinces du pays. Il s'agit d'utiliser cette nouvelle approche innovante pour former les enseignants concernés dans les cinq provinces cibles parmi les plus de 10 000 écoles du pays d'ici à 2023.

En Asie et dans le Pacifique, les deux tiers des pays (22 sur 28) ont déclaré qu'il existait une formation des enseignants à l'éducation à la sexualité, et 23 pays ont fait état de ressources et de directives pédagogiques dans ce domaine. En outre, la formation en cours d'emploi est plus courante dans la région que la formation initiale (FNUAP et al., 2020a). Les pays indiquent toutefois que les enseignants rencontrent des difficultés pour dispenser l'éducation à la sexualité, en raison de leurs préoccupations concernant l'opinion des parents et des membres de la communauté, ainsi que d'une gêne personnelle. Ainsi, bien que la plupart des pays aient déclaré avoir dispensé aux enseignants une formation en matière d'éducation à la sexualité, les résultats indiquent qu'elle peut être insuffisante et qu'une série d'obstacles peuvent nuire à son efficacité (FNUAP et al., 2020a). Des approches innovantes de la formation des enseignants ont été élaborées, comme la plate forme d'éducation en ligne You&Me en Chine, qui fournit gratuitement aux éducateurs intéressés un soutien pour acquérir les compétences pédagogiques de base nécessaires pour enseigner l'éducation à la sexualité, ainsi qu'un accès à un ensemble de ressources.

Dans la région Amérique latine et Caraïbes, selon une étude basée sur une enquête réalisée auprès d'interlocuteurs clés, cinq pays offrent une formation initiale. En ce qui concerne la formation continue, trois pays la considèrent comme de niveau « avancé », six « moyen » et sept « initial ». Le manque de formation des enseignants arrive en troisième position dans la liste des obstacles identifiés par les pays répondants (FNUAP, 2017b).



© UNESCO/Remmy Mukonka

## Étude de cas 10

### EN NAMIBIE, DES ENSEIGNANTS SPÉCIALISÉS DANS L'ÉDUCATION AUX COMPÉTENCES UTILES DANS LA VIE PERMETTENT D'ÉTENDRE LA COUVERTURE

En Namibie, ce qui a débuté comme un programme scolaire axé sur le VIH s'est mué en un programme holistique sur la santé et le bien-être, englobant des sujets tels que la puberté, le genre et la violence sexiste. Selon les données du Système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) namibien, en 2019, environ 97 % des écoles du pays ont enseigné l'éducation aux compétences utiles dans la vie aux élèves de la 4<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année, couvrant les thèmes de l'orientation professionnelle, du bien-être holistique (y compris l'éducation à la sexualité) et de l'instruction civique. Cette année-là, la santé sexuelle et reproductive a été abordée dans 87 % des écoles, tandis que la transmission et la prévention du VIH étaient couvertes dans 90 % d'entre elles (Ministère de l'éducation, des arts et de la culture, 2020).

Le pays a manifesté son engagement en faveur de l'enseignement des compétences utiles dans la vie en mettant en œuvre, en 2011, une politique qui prévoit que les écoles de plus de 250 apprenants disposent d'un enseignant spécialisé. Cette initiative a été lancée par le Ministère de l'éducation, afin de s'assurer que ces compétences reçoivent l'attention qu'elles méritent. Elles sont actuellement enseignées par quelque 2 000 enseignants à temps plein qui ont reçu une formation continue. Le pourcentage d'enseignants formés à cette discipline dans les salles de classe est passé de 42 % en 2017 à 70 % en 2019 (Ministère de l'éducation, des arts et de la culture, 2020).

Grâce à l'intégration de l'éducation aux compétences utiles dans la vie dans le programme scolaire et à la formation d'enseignants spécialisés, le sujet a reçu une attention, une reconnaissance et une légitimité de la part des communautés. Ces efforts ont également contribué à une participation plus active des parents à l'éducation aux compétences utiles dans la vie. Le pourcentage d'écoles ayant organisé des séances d'orientation pour les parents et les tuteurs est passé d'environ 25 % en 2017 à près de 32 % en 2019 (Ministère de l'éducation, des arts et de la culture, 2020).

En Europe et Asie centrale, selon le présent rapport, les enseignants dans la plupart des pays n'ont pas été « suffisamment » formés. La Finlande et l'Estonie se distinguent par leur institutionnalisation de l'éducation à la sexualité dans la formation initiale des enseignants, ou son intégration dans le programme des instituts de formation. En Finlande, de nombreux enseignants d'éducation à la santé se spécialisent dans l'éducation à la sexualité. L'Estonie prévoit de former tous les enseignants dans le cadre de leur cursus universitaire et, actuellement, la moitié des enseignants d'éducation à la sexualité ont suivi des cours de troisième cycle (Ketting et Ivanova, 2018). La Bulgarie forme actuellement une partie de ses enseignants par le biais de programmes pilotes gérés par des ONG, mais elle tente de s'orienter vers un système de formation initiale obligatoire (Ketting et Ivanova, 2018). L'Arménie, le Belarus, le Kirghizistan et l'Ukraine sont en passe d'intégrer l'éducation à la sexualité (dans le cadre plus large de l'éducation à la santé ou de l'enseignement d'un mode de vie sain) dans les programmes de formation des enseignants de troisième cycle (Yepoyan, 2020).

## Étude de cas 11

### AU KIRGHIZISTAN, LE PASSAGE À GRANDE ÉCHELLE DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

La formation des enseignants à l'ECS est devenue une priorité au Kirghizistan ces dernières années. Bien que l'éducation à la sexualité ait été introduite pour la première fois en 2014, de la 6<sup>e</sup> à 11<sup>e</sup> année, dans le cadre de cours obligatoires de vie de classe enseignant un mode de vie sain (10 heures annuelles), la préparation des enseignants restait limitée et ne couvrait qu'une fraction des écoles.

La formation à grande échelle des enseignants a commencé en 2017, après que le Ministère de l'éducation et des sciences a émis une directive visant à organiser des séminaires sur un mode de vie sain et la prévention du VIH pour les enseignants de l'ensemble des régions. Un manuel de formation et des vidéos éducatives ont été produits. Des formateurs nationaux ont été formés, qui ont ensuite formé les enseignants directement dans six grandes villes du pays.

La mise en œuvre et la coordination des activités de formation ont été assurées par l'Université pédagogique d'État Arabayev, avec le soutien du Ministère de l'éducation et des sciences, de l'UNESCO et d'ONUSIDA.

Entre 2017 et 2019, les formateurs nationaux ont formé un total de 600 enseignants de 207 écoles dans la capitale et dans l'ensemble des villes régionales ou provinciales. Le stage de quatre jours repose sur des approches d'enseignement-apprentissage interactives, à base de discussions de groupe, de séances de brainstorming, de jeux de rôle et de modélisation de situations. Pendant ces séminaires, les enseignants planifient et mettent en pratique leurs propres cours, puis améliorent leurs compétences pédagogiques grâce aux commentaires en retour des formateurs.

Les résultats positifs sont évidents en termes d'acquis d'apprentissage des élèves. Ainsi, après la première année de mise en œuvre, une enquête menée dans plusieurs écoles a révélé que la sensibilisation au VIH avait augmenté de 18 % chez les élèves, passant à 95 %, et que la sensibilisation à un mode de vie sain s'était améliorée de 20 %, pour atteindre 76 %. Dans une enquête réalisée en 2019 auprès de 757 jeunes scolarisés de la 9<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> année, les élèves qui avaient suivi régulièrement les cours d'éducation à la santé avaient un score aux questions concernant le contenu du cours de 30 % supérieur à celui des élèves qui ne l'avaient pas suivi (UNESCO ITIE, 2019).

En 2018, il a été décidé que l'enseignement d'un mode de vie sain serait intégré dans le programme obligatoire de formation initiale des enseignants, ce qui offre un moyen systématique de former des éducateurs de santé. Les résultats positifs ont également incité le Ministère de l'éducation à renouveler sa décision, et à publier en 2018 un nouveau décret rendant obligatoire les cours de vie de classe sur un mode de vie sain dans toutes les écoles du pays, avec obligation d'en rendre compte chaque année aux autorités éducatives locales sous forme de brefs rapports adressés au point focal du Ministère de l'éducation.

En 2020, la situation a été compliquée par les fermetures d'écoles dues à la COVID-19, mais le Ministère de l'éducation a décidé de produire des vidéos de cours dans toutes les matières, y compris un mode de vie sain, qui sont actuellement en cours de développement avec le soutien de l'Institut de l'UNESCO pour les technologies de l'information dans l'éducation (ITIE).

## Disponibilité des ressources d'enseignement et d'apprentissage

La préparation et le soutien dont bénéficient les enseignants peuvent être améliorés par la mise à disposition de supports d'enseignement et d'apprentissage de qualité, mais la disponibilité de ce type de matériel est très variable. Le matériel d'enseignement et d'apprentissage peut aller des guides d'activités ou des courtes vidéos à des plans de cours entièrement scénarisés, tels qu'actuellement testés en Afrique du Sud. Ces ressources doivent toujours être élaborées et distribuées parallèlement aux efforts de formation, de façon que les enseignants acquièrent les compétences et la confiance nécessaires pour les utiliser en classe.

La majorité des pays (51 sur 57) d'Asie et du Pacifique, d'Afrique subsaharienne et de la région Amérique latine et Caraïbes ayant répondu à l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS ont déclaré que les enseignants avaient accès à du matériel éducatif et à des instructions pédagogiques (incluant parfois des ressources en ligne) pour les aider à dispenser l'éducation à la sexualité, bien qu'il ne leur ait pas été demandé de fournir une analyse de la qualité.

Selon l'examen régional sur la région Amérique latine et Caraïbes, plus de deux tiers des pays avaient élaboré des outils pédagogiques spécifiques (FNUAP, 2017b). Cependant, dans une autre étude menée au Guatemala et au Pérou, où les enseignants ont été interrogés directement, environ 75 % ont indiqué qu'ils manquaient de matériels, ce qui suggère que même lorsque des outils existent, ils ne sont pas nécessairement distribués dans l'ensemble du pays (UNESCO et Guttmacher Institute, 2019).

Il existe de nombreux exemples de ressources d'enseignement et d'apprentissage de grande qualité. La Bosnie Herzégovine, par exemple, a produit un manuel pour les enseignants pour les aider à répondre aux questions qui peuvent se poser en classe (Rogow, 2015).



Vladimir Tretyakov/Shutterstock.com

En 2018, l'Ukraine a élaboré de nouvelles instructions à l'intention des enseignants pour les aider à mieux aborder les sujets d'éducation à la sexualité (UNESCO ITIE, 2020).

### Étude de cas 12

#### DES PLANS DE COURS SCÉNARISÉS POUR SOUTENIR LES ENSEIGNANTS EN AFRIQUE DU SUD

En Afrique du Sud, l'éducation à la sexualité fait partie, depuis 2000, du programme scolaire, où elle est intégrée à la matière intitulée « Orientation de la vie » enseignée de la 4<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année. En 2015, le Ministère de l'éducation de base a élaboré des plans de cours scénarisés pour aider les enseignants à dispenser l'éducation à la sexualité. Ces plans, qui ont été préparés en étroite consultation avec la version révisée des ITGSE de l'ONU, visent à aider les enseignants à aborder un éventail de sujets importants de manière systématique. Les plans de cours scénarisés guident les éducateurs dans la planification et la présentation des cours et leur permettent d'aborder des sujets qu'ils pourraient autrement juger inconfortables. Les scénarios décrivent chaque activité, le matériel nécessaire, la manière de la réaliser, sa durée, les informations à présenter et les points sur lesquels il convient d'insister. L'objectif principal des plans de cours scénarisés est de permettre aux enseignants d'aider les apprenants à comprendre les concepts, le contenu, les valeurs et les attitudes liés à la sexualité et au changement de comportement sexuel, ainsi qu'à mener une vie saine et sûre. Ils ont été introduits parallèlement à la formation des enseignants afin de renforcer leurs compétences et leur confiance à dispenser cette éducation.

Les outils ont été mis en œuvre selon une approche progressive, d'abord dans cinq provinces entre 2016 et 2018, puis à plus grande échelle dans d'autres provinces et districts en 2019. Les enseignants sont formés à l'utilisation des plans de cours scénarisés, qui sont alignés sur les plans d'enseignement annuels des compétences utiles dans la vie et des cours d'orientation de la vie. Une stratégie clé dans l'introduction de ces nouveaux matériels a été l'organisation de réunions au niveau des districts pour sensibiliser les parents à la raison d'être et au contenu des matériels pédagogiques. En 2019, le Ministère a publié ces matériels en ligne<sup>9</sup>. Cela a permis de rassurer les parents et d'autres personnes qui avaient des idées fausses sur le contenu du programme scolaire (Gouvernement sud-africain, 2019).

Enfin, la technologie numérique peut compléter la formation en présentiel. La formation et le soutien en ligne des enseignants sont de plus en plus utilisés à la fois par les gouvernements et par les ONG. Ainsi, en 2015, un nouveau programme de formation en ligne a été déployé en Afrique orientale et australe. Ce programme, soutenu par l'USAID en collaboration avec l'UNESCO et le FNUAP, et géré par la Fondation sud africaine pour le développement professionnel avec le soutien de Medical Practice Consulting, a formé plus de 7 500 enseignants dans 21 pays (UNESCO, 2017b). Cette plate forme a également été adaptée et mise à profit pour la formation

des enseignants au Nigéria. En Argentine, la Faculté latino américaine de sciences sociales (FLACSO) s'est associée au FNUAP et à l'UNESCO dans la région Amérique latine pour développer un diplôme supérieur d'éducation complète à la sexualité en ligne, destiné aux enseignants et aux autres professionnels de l'éducation. Les données empiriques, ainsi que la base de données probantes émergentes sur l'efficacité de la formation en ligne des enseignants, montrent des résultats mitigés (Becker et al., 2014 ; Wuryaningsih et al., 2019 ; Mohammadyari et Singh, 2015). L'utilisation de plateformes numériques peut être utile pour compléter les interactions en présentiel, mais elles ne sont pas toujours efficaces en tant que solution autonome (UNESCO, 2017b).

### Étude de cas 13

#### LE CHEMINEMENT DU CAMEROUN VERS UNE ÉDUCATION HOLISTIQUE À LA SEXUALITÉ

Au sein de la région Afrique occidentale et centrale, le Cameroun est un pionnier de l'éducation à la sexualité (actuellement appelée « éducation sexuelle intégrée » (ESI) ou « éducation holistique à la sexualité ») et a été le premier à promouvoir un programme national d'enseignement et de formation des enseignants qui a ensuite été adapté par plusieurs autres États d'Afrique centrale.

La période 2006-2007 a été marquée par l'élaboration de contenus et de programmes scolaires, ainsi que de manuels destinés aux enseignants. Des ateliers et des campagnes de formation des enseignants ont également été organisés au niveau national, avec le soutien d'ONUSIDA et d'autres organismes des Nations Unies. En 2007, le Cameroun a pris un arrêté interministériel instituant un programme national d'éducation à la sexualité.

La formation des enseignants a d'abord été organisée selon une approche traditionnelle en cascade, dite de « formation de formateurs ». Bien que cette méthode ait procuré des avantages, elle s'est révélée coûteuse et il aurait fallu plusieurs années pour former tous les enseignants. Aussi, le Cameroun a-t-il numérisé ses outils de formation des enseignants sur DVD. Comme certaines écoles ne disposaient pas d'une électricité fiable, la diffusion par DVD a été complétée par des émissions de radio. Une caractéristique importante de ce programme est qu'il inclut la formation des directeurs d'école, des inspecteurs, des gestionnaires et des décideurs, qui sont associés au processus en tant que superviseurs et personnes ressources. Les outils de formation numérisés ont permis d'atteindre une portée significative dans un laps de temps relativement court.

Si des progrès ont été réalisés, il y a également des défis à relever. Bien souvent, l'éducation intégrée à la sexualité est encore considérée comme un « projet » séparé qui n'est pas pleinement intégré à la réalité de l'enseignement en classe. En outre, si les outils numériques de formation des enseignants ont assuré une large couverture, il n'y a eu aucune évaluation des résultats.

Enfin, si, au niveau politique, l'éducation à la sexualité suscite beaucoup d'enthousiasme et fait l'objet de débats ouverts, cela n'a pas été le cas au niveau local, où l'on a constaté une plus grande réticence à l'adopter. Pour relever ce défi, un travail important a été entamé par l'UNESCO pour associer et informer les acteurs clés du secteur de la communication. Il s'agit notamment d'une plate forme permettant aux journalistes et aux influenceurs d'échanger des informations sur l'éducation à la sexualité, et d'un réseau de stations de radio communautaires qui contribue à réduire la désinformation sur le sujet.

### Étude de cas 14

#### AU CHILI, ASSURER AUX ENSEIGNANTS LE SOUTIEN ADÉQUAT

Deux études menées au Chili, avec le soutien de l'UNESCO, soulignent l'importance et l'intérêt d'apporter un soutien ciblé aux enseignants de l'ECS. Dans la première étude, réalisée en 2017, on a demandé à des enseignants de différents établissements et niveaux scolaires de concevoir et de planifier un cours basé sur les objectifs d'apprentissage des ITGSE révisés de l'ONU. L'étude a montré qu'ils avaient du mal à produire un plan de qualité, s'appuyaient sur un style d'enseignement magistral, plus confortable, et évitaient majoritairement les sujets sensibles, tels que le genre, la diversité ou la violence sexuelle. L'étude a conclu qu'il y avait clairement un besoin de soutien des enseignants (UNESCO, 2019b).

Sur la base de ces résultats, dans une deuxième étude menée en 2019, on a de nouveau demandé aux enseignants de concevoir et de planifier un cours, mais en leur fournissant le matériel et le soutien de l'équipe de recherche. Les enseignants ont travaillé à la conception et à l'évaluation du matériel, des améliorations étant apportées tout au long du processus. On a alors remarqué que le contenu et le matériel du cours étaient désormais alignés davantage sur les principes directeurs que sur les préférences des enseignants. Non seulement ces derniers n'évitaient plus les questions plus complexes, mais, dans la majorité des classes, ils étaient particulièrement soucieux d'intégrer des perspectives de genre. Cela dit, cette attitude peut être également liée à l'influence du mouvement féministe de 2018 au Chili et à ses répercussions au sein du système scolaire (Reyes, 2019).

Ces résultats suggèrent qu'en dépit d'un contexte conservateur, si les enseignants reçoivent la préparation nécessaire et qu'ils ont accès aux ressources et au matériel, ils éprouvent peu de difficultés à promouvoir l'apprentissage participatif et à aborder les questions controversées liées aux relations interpersonnelles et à la sexualité. Récemment, 32 guides d'enseignement ont été élaborés, un pour chaque concept clé préconisé dans les ITGSE révisés de l'ONU pour chacun des quatre groupes d'âge. Afin de les diffuser à travers le pays, une plateforme Web et des vidéos sont en cours de préparation, comprenant des témoignages d'enseignants participants et des clips tournés pendant les séances pratiques. Ces guides pédagogiques ont une pertinence particulière pour le contexte latino-américain, tout en pouvant être facilement adaptés à d'autres contextes.



franco lucato/Shutterstock.com

## Qualité de l'enseignement

S'il faut un programme scolaire complet et de qualité pour garantir que l'éducation à la sexualité couvre un large éventail de sujets, il est également crucial que les enseignants transmettent cette variété de contenus tels qu'ils ont été conçus pour être enseignés. Comme d'autres formes d'éducation transformatrice, une ECS efficace repose sur l'utilisation d'approches pédagogiques transformatrices. Même lorsqu'il existe des programmes scolaires de qualité, si les enseignants ne sont pas en mesure de transmettre le contenu correctement et fidèlement, la qualité en pâtira. Bien que, ce qui est prometteur, la formation des enseignants soit en train d'être renforcée dans certains contextes, des données probantes soulignent que beaucoup d'entre eux n'ont toujours pas les connaissances, les compétences et la confiance nécessaires pour aborder les divers sujets de l'éducation à la sexualité (voir par exemple, UNESCO et Guttmacher Institute, 2019)

Diverses recherches soulignent l'écart qui existe entre le contenu du programme scolaire et son enseignement dans les salles de classe. À titre d'exemple, l'Irlande a développé en 2013 une ressource destinée au programme d'éducation à la sexualité, intitulée « Grandir lorsqu'on est une personne LGBT ». Mais une enquête de 2017 montre qu'au sein des établissements, une éducation à la sexualité inclusive et adaptée est perçue comme absente (Nolan, 2018).

Les études intégrant le point de vue des élèves apportent un éclairage utile sur ce qui est enseigné. Au Ghana, alors que les enseignants interrogés estimaient, dans 83 % des écoles, qu'il y avait un niveau « élevé » d'exhaustivité des sujets enseignés, ce point de vue n'était partagé que par 8 % des élèves (Awusabo-Asare et al., 2017). Dans une étude menée au Pérou, seuls 9 % des élèves ont déclaré que l'enseignement dispensé couvrait l'ensemble des 18 sujets permettant de le considérer comme complet (Motta et al., 2017). En Zambie, le programme d'éducation à la sexualité, qui a été récemment révisé et réintroduit

en 2014, est conçu pour être sensible au genre, mais, selon une étude, les apprenants n'auraient reçu aucun contenu sur l'égalité des sexes, ce qui suggère un décalage entre ce qui figure dans le programme et ce qui est enseigné (ICF, 2018).

De nombreuses études ont examiné les facteurs qui entravent la qualité de l'éducation à la sexualité du point de vue des enseignants, et des obstacles communs ont été identifiés. Il s'agit notamment d'éléments au niveau de l'école qui nuisent à la fidélité du programme, tels que le manque de temps alloué dans l'emploi du temps scolaire, le manque de planification des cours, le manque de temps disponible pour les enseignants, le manque de disponibilité des matériels et des ordinateurs, les attitudes négatives du personnel et, dans certains cas, la crainte d'une réaction négative de la part des parents ou des autres membres du personnel enseignant (Vanwesenbeeck et al., 2016 ; UNESCO et Guttmacher Institute, 2019).

## Des méthodes participatives et centrées sur l'apprenant

Il est parfaitement admis que les méthodologies participatives et centrées sur l'apprenant sont essentielles pour une éducation à la sexualité efficace. Sur les 56 pays d'Asie et du Pacifique, d'Afrique subsaharienne et de la région Amérique latine et Caraïbes qui ont répondu à l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS, 38 % ont déclaré utiliser des méthodes d'enseignement participatif (telles que travail en groupe, jeux de rôle, discussions, apprentissage créatif) dans l'enseignement de l'éducation à la sexualité, 21 % appliquent un enseignement basé sur un cours magistral en salle de classe et les 41 % restants ont déclaré utiliser une approche mixte combinant enseignement magistral traditionnel, enseignement participatif, éducation par les pairs (où l'apprentissage se fait auprès des pairs) et activités d'auto-apprentissage.



## Étude de cas 15

### LE CHEMIN DE L'ARMÉNIE VERS UN MODÈLE INTÉGRÉ D'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

Au cours des 20 dernières années, l'éducation à la sexualité en Arménie est passée du statut de sujet expérimental et facultatif à celui de sujet intégré dans une série de matières obligatoires. Le chemin emprunté par l'Arménie souligne l'importance de trouver le bon point d'insertion de l'éducation à la sexualité dans le programme scolaire, et révèle les défis à relever pour assurer une préparation des enseignants adéquate.

En 1999, l'Arménie a introduit un programme expérimental de compétences utiles dans la vie de la 1<sup>e</sup> à la 7<sup>e</sup> année d'études, en tant que matière séparée et facultative. Les sujets abordés comprenaient une vie saine, l'hygiène personnelle, le genre, le respect de la diversité, la sécurité, la prévention de la toxicomanie et la résolution des conflits.

En 2008-2010, le programme de formation aux activités du quotidien a été remplacé par un programme intitulé « Un mode de vie sain », intégré aux matières obligatoires de la 1<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> année (« Le monde environnant et moi ») et de la 8<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> année d'études (éducation physique).

Ces développements ont permis de dispenser une éducation à la sexualité aux élèves de la plupart des niveaux scolaires et dans toutes les écoles du pays. Un examen réalisé en 2016 fait néanmoins ressortir une série de préoccupations, principalement liées à un manque de suivi et d'évaluation et au caractère insuffisant de la formation ou du suivi des enseignants (Mkhitarian, 2016).

En 2017-2019, avec le soutien de l'UNESCO et en coopération avec le Ministère de l'éducation, des sciences, de la culture et des sports et le Ministère de la santé, le programme d'études sur un mode de vie sain a connu un nouveau souffle grâce à une équipe d'experts nationaux de l'Institut de la santé de l'enfant et de l'adolescent et de l'Institut national de l'éducation. Outre la révision et la distribution du guide de l'enseignant, cette initiative a permis de mettre en place un programme de préparation des enseignants à grande échelle. Dix vidéos éducatives sur des sujets liés à l'éducation à la sexualité ont été élaborées pour soutenir les enseignants, et un site Web a été créé à l'intention des adolescents, tous deux approuvés par le gouvernement en tant que ressources complémentaires. L'évaluation a démontré une augmentation moyenne de 20 % des connaissances des enseignants sur le sujet. Cependant, elle a également révélé que certains enseignants ne se sentaient toujours pas à l'aise pour aborder certains sujets et qu'ils préféreraient que ce soit une infirmière scolaire qui s'en charge (Institute of Child and Adolescent Health, 2019).

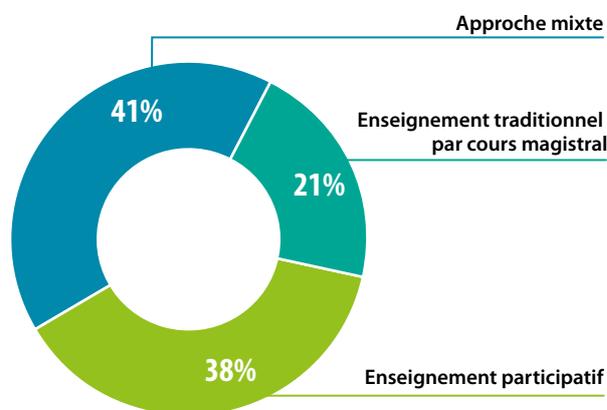
Plus récemment, en 2020, dans le cadre de plus larges réformes du programme scolaire, l'Arménie a commencé à passer d'une approche séparée d'« Un mode de vie sain », enseigné surtout par les professeurs d'éducation physique, à une approche où l'éducation à la sexualité est insérée dans les matières principales de sciences naturelles et sociales et d'éducation physique. Ce changement visait en partie à permettre aux professeurs de sciences naturelles et sociales d'enseigner la santé sexuelle et d'autres sujets plus complexes, en plus du contenu enseigné par les professeurs d'éducation physique.

En raison de difficultés à intégrer pleinement le contenu de l'éducation à la santé dans ces matières principales, du fait de l'espace limité et d'autres priorités concurrentes, en particulier dans l'enseignement secondaire, il a été décidé au début de 2021 d'introduire, de la 5<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> année, des activités obligatoires dans le cadre d'un club « Mode de vie sain », qui abordera les sujets les plus importants concernant la santé sexuelle et génésique et les relations interpersonnelles et permettra une meilleure interaction entre les enseignants et les apprenants pour le renforcement des compétences interpersonnelles et sociales.

Il convient de noter qu'il existe un engagement clair en faveur de l'éducation à la sexualité de la part du gouvernement, qui a ratifié, en mai 2020, la Convention de Lanzarote qui engage les États à apporter aux enfants des informations sur les risques d'exploitation et d'abus sexuels, et, le cas échéant, sur la sexualité (Conseil de l'Europe, 2020).

Figure 12

Méthode d'enseignement de l'éducation à la sexualité, telle qu'indiquée par les pays répondants



Source des données : Analyse de l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS.

Ces résultats, souvent collectés au niveau national sans enquêtes spécifiques auprès des écoles ou des enseignants, semblent indiquer que les pays progressent dans l'utilisation, ou l'intention d'utiliser, des méthodes d'enseignement variées. D'autres études dressent un tableau plus mitigé, et constatent que le format magistral est le mode d'enseignement dominant dans toutes les régions, notamment lorsque le programme est intégré à un éventail de matières (FNUAP, 2017a ; Irvin et Trang, 2018 ; Keogh et al., 2019). Des études menées en Afrique subsaharienne au niveau national ont révélé que les méthodes participatives sont rarement utilisées, en partie à cause du manque de temps dans la période d'enseignement, mais aussi du grand nombre d'apprenants par classe. De plus, les enseignants ont souvent recours au cours magistral parce qu'ils ne se sentent pas équipés pour gérer les questions ou les commentaires qui pourraient découler de modèles plus participatifs (Jimmyns et Meyer Weitz, 2020 ; Keogh et al., 2018).

Les études menées au Ghana, au Kenya, en Mongolie, au Viet Nam, au Guatemala et au Pérou montrent une tendance à se concentrer sur les connaissances plutôt que sur les compétences et les attitudes (FNUAP, 2017a ; Irvin et Trang, 2018 ; Keogh et al., 2019). Les enseignants du Viet Nam, par exemple, ont indiqué qu'ils ne savaient pas très bien comment enseigner l'éducation à la sexualité et comment gérer les situations en classe. En outre, ils ont tendance à prescrire des valeurs aux élèves, plutôt que d'utiliser des méthodes participatives pour les aider à réfléchir de manière critique et indépendante à leurs propres valeurs (Irvin et Trang, 2018 ; UNESCO, 2019b).

Selon un rapport régional de 2017 dans la région Amérique latine et Caraïbes, plus de la moitié des pays font un usage dominant du cours magistral. Seul l'Uruguay a déclaré utiliser surtout les méthodologies participatives (FNUAP, 2017b). Il est suggéré que l'approche dans la région est souvent prescriptive, et n'offre pas aux élèves des possibilités de réflexion critique ou d'application des nouvelles connaissances à leur expérience de la vie quotidienne (UNESCO, 2017a).

En Europe et Asie centrale, on trouve quelques bons exemples d'approches participatives. En Finlande, par exemple, le programme scolaire national fait réaliser aux élèves des projets de recherche, basés sur la collecte d'informations, la réflexion critique et la résolution de problèmes et comportant une contribution au contenu des cours (Ketting et Ivanova, 2018). L'Arménie fournit également un exemple d'utilisation de modèles d'enseignement participatif, associant activités d'auto-apprentissage, discussions interactives, études de cas, réflexion personnelle et exposés des élèves (Mkhitarian, 2016).

### Fréquence et durée

Les principes directeurs internationaux soulignent l'importance d'assurer un enseignement régulier de l'éducation à la sexualité, et d'accorder aux apprenants le temps nécessaire pour traiter les nouvelles informations et acquérir les compétences. Les pays ont fourni peu d'informations sur la fréquence et le nombre total d'heures d'enseignement consacrées à l'éducation à la sexualité. L'intégration de ses composantes dans plusieurs matières rend ce calcul difficile et chaque établissement doit prendre des décisions pratiques basées sur la planification globale du programme scolaire. Certains exemples d'allocation de temps en Afrique subsaharienne montrent, par exemple, qu'au Botswana, la moyenne est de 40 minutes par semaine (UNESCO, 2017b), et qu'au Zimbabwe, elle est de 35 minutes par semaine (Gudyanga et al., 2019). En Namibie, les élèves de la 4e à la 7e année bénéficient d'un cours de 45 minutes par cycle de cinq jours, durée qui passe à deux cours de 45 minutes par cycle de sept jours de la 8e à la 12e année de scolarité (UNESCO, 2017b). Le Ghana consacre un total de 90 à 105 minutes hebdomadaires à l'éducation à la sexualité (Awusabo-Asare et al., 2017). Néanmoins, de nombreux enseignants et élèves ont déclaré que l'horaire et la durée de cet enseignement étaient insuffisants.

Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les pays identifient le manque de temps comme l'un des principaux obstacles à l'éducation à la sexualité (UNESCO, 2017a). Un rapport concernant huit pays des Caraïbes néerlandophones et anglophones affirme que la plupart d'entre eux proposent une à deux sessions par semaine (FNUAP, 2018). En Europe et Asie centrale, l'Arménie est en train d'intégrer le contenu de l'éducation à la santé dans les matières principales et tente de déterminer comment le faire dans le cadre d'heures d'apprentissage limitées, en particulier au niveau de l'enseignement secondaire.

### Évaluation de l'apprentissage

Il est important pour le suivi des résultats de l'apprentissage de s'assurer que l'éducation à la sexualité fasse l'objet d'une évaluation structurée. En outre, l'inclusion d'un certain degré d'évaluation est susceptible d'améliorer le statut de l'ECS par rapport aux autres matières (UNESCO et Guttmacher Institute, 2019). L'existence ou non d'une évaluation formelle des apprenants sur l'éducation à la sexualité est extrêmement variable et peut être difficile à discerner.

Comme dans les autres régions, les rapports de l'Afrique subsaharienne soulignent que lorsqu'il y a évaluation des élèves, celle-ci porte généralement sur les connaissances plutôt que sur les compétences et les attitudes, qui sont généralement beaucoup plus difficiles à évaluer (Awusabo-Asare et al., 2017). Une étude menée dans quatre pays d'Afrique et d'Amérique latine présente à nouveau un tableau mitigé. Au Ghana et au Kenya, la majorité des enseignants comme des élèves affirment que les examens de fin d'année et les évaluations continues des élèves incluent l'éducation à la sexualité, mais cette proportion est beaucoup plus faible au Guatemala et au Pérou (UNESCO et Guttmacher Institute, 2019).

En Asie et dans le Pacifique, une majorité de pays indique que les programmes d'éducation à la sexualité ou les matières qui l'intègrent comportent un certain degré d'évaluation et/ou d'examen des élèves. Cependant, on ignore s'il s'agit d'un processus continu (FNUAP et al., 2020a). La Thaïlande se distingue par son programme scolaire évaluable, bien qu'il le soit sous forme d'examens semestriels qui n'évaluent pas les compétences en matière de pensée critique (UNICEF, 2017a).

On a peu d'informations sur la région Amérique latine et Caraïbes, mais au moins quatre pays (l'État plurinational de Bolivie, Cuba, le Mexique et l'Uruguay) disposent d'indicateurs relatifs à la réussite des élèves sur certains aspects de l'éducation à la sexualité, abordés dans le cadre d'autres matières principales, dans leurs systèmes de suivi nationaux (FNUAP, 2017b).

L'examen de la situation en Europe et Asie centrale indique que l'ECS n'est souvent pas évaluée ou soumise à examen (Ketting et Ivanova, 2018). En Angleterre (Royaume-Uni), par exemple, le Ministère de l'éducation suggère aux écoles d'évaluer l'éducation à la sexualité, mais n'exige aucun examen officiel (Department for Education, 2019b). La Belgique a fixé en septembre 2019 de nouveaux objectifs basés non sur les enseignants, mais sur les élèves, et qui seront mesurés par l'inspection scolaire (Magits, 2019). En Finlande, l'éducation à la santé est incluse dans l'examen national d'admission dans l'enseignement supérieur marquant la fin du secondaire, qui vise à mesurer si les élèves ont assimilé les connaissances et les compétences requises par le programme scolaire. Depuis 2016, l'examen en ligne comprend une dissertation et des questions à choix multiples, des travaux de dessin et des analyses de données (Sormunen, 2019).

Le rôle important des écoles dans la mise en œuvre d'interventions en matière de santé et de bien-être, dont l'ECS, étant de plus en plus reconnu, des voix s'élèvent pour demander l'inclusion d'indicateurs concernant la santé et le bien-être dans les mesures internationales de la performance scolaire (Bonell et al., 2012 ; Bonell et al., 2014). On espère que cela conduira à la reconnaissance, au sein des systèmes scolaires, de l'importance d'évaluer l'apprentissage dans des matières comme l'éducation à la sexualité. Étant donné la nécessité de privilégier un apprentissage basé sur les compétences, les pays devraient délaissier les examens traditionnels au profit d'évaluations formatives et sommatives (UNESCO, 2019a).

## Étude de cas 16

### UN OUTIL COMPLET D'EXAMEN DE L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ EN MILIEU SCOLAIRE

L'Outil de revue et analyse de l'éducation sexuelle (SERAT) est conçu pour faciliter l'examen, dans tous leurs aspects, des programmes nationaux d'éducation à la sexualité mis en œuvre dans les écoles. Le principal avantage du SERAT est qu'il permet aux pays d'identifier et d'apprécier les forces et les faiblesses de leurs programmes d'éducation à la sexualité, ce qui en fait un outil de réflexion utile pour les pays. Pour garantir les résultats les plus efficaces, le SERAT doit être complété dans le cadre d'un processus participatif multipartites prenantes, ce qui implique normalement de désigner une personne extérieure ayant une expertise en ECS pour superviser ce processus. Le SERAT est considéré comme un outil précieux pour apprécier l'état des programmes d'éducation à la sexualité au niveau national, et éclairer la prise de décisions conjointe lorsque plusieurs partenaires doivent s'entendre sur des priorités. Il peut également être utilisé pour comparer différents programmes au sein d'un même pays et entre les pays lorsque c'est la même équipe d'experts qui réalise les études.

Mis au point en 2012, et actualisé récemment pour tenir compte des ITGSE révisés de l'ONU (UNESCO et al., 2018), l'outil comprend des questions d'évaluation de la situation de l'ECS dans des domaines tels que l'environnement légal et politique, le contenu du programme par groupe d'âge, l'intégration dans le programme scolaire national, l'enseignement et l'apprentissage, la formation des enseignants, ainsi que le suivi et l'évaluation. Les résultats sont présentés sous une forme visuelle de diagrammes à barres à code couleur, qui sont créés automatiquement pour fournir une image immédiate des points forts et des points à améliorer.

Le SERAT a joué un rôle déterminant dans l'examen et l'orientation des investissements dans l'ECS dans une cinquantaine de pays et reste l'un des outils les plus complets pour évaluer l'état des programmes au niveau national. Il a été, par exemple, utilisé au Cameroun pour évaluer les progrès de l'ECS, où il a souligné les points forts de la formation des enseignants, mais aussi la nécessité de compétences et de techniques d'enseignement et d'apprentissage plus interactives. Pour y remédier, un guide pédagogique incluant des compétences interactives a été mis à l'essai dans ce pays, et la réforme des programmes scolaires a permis d'inclure des approches basées sur les compétences et des activités interactives dans les établissements primaires et secondaires.

Le SERAT est disponible en ligne en anglais, français et russe<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> <https://hivhealthclearinghouse.unesco.org/library/documents/sexuality-education-review-and-assessment-tool-serat->

## Suivi de l'éducation à la sexualité

Un suivi régulier et structuré des programmes d'éducation à la sexualité est nécessaire pour observer les progrès de leur mise en œuvre et faciliter la prise de décisions. Ces dernières années, une série d'outils d'évaluation ont été mis au point et des indicateurs ont été proposés ; pris ensemble, ils donnent une première idée de l'état de l'ECS dans le monde. L'indicateur thématique 4.7.2 des objectifs

de développement durable (ODD), par exemple, fournit des informations quantitatives sur le nombre d'écoles qui mettent en œuvre des programmes d'éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie. L'Outil de revue et analyse de l'éducation sexuelle (SERAT) élaboré par l'UNESCO utilise un processus participatif pour recueillir des informations dans un certain nombre de domaines, générant un ensemble de notations concernant les politiques, les programmes scolaires et la réalité de l'enseignement. Le NCPI mesure les progrès réalisés dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, stratégies et lois relatives au VIH et au sida au niveau national.

Au niveau national, étant donné que de nombreux pays utilisent déjà un système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE), ou des bases de données administratives similaires, pour compiler des données nationales, il est important que l'éducation à la sexualité soit incluse comme indicateur dans leur SIGE ou dans leurs mécanismes de collecte régulière de données. Dans certains pays, le suivi au niveau de l'éducation peut faire partie d'une intervention sanitaire plus large telle qu'une réponse multisectorielle au VIH. Selon les données 2019 de l'UBRAF, 20 des 33 pays de l'initiative de mise en œuvre accélérée d'ONUSIDA (c'est-à-dire ceux où la forte prévalence d'infection au VIH a conduit à intensifier la riposte) déclarent avoir intégré les indicateurs de base pour mesurer la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au sida dans les systèmes nationaux de suivi de l'éducation, conformément aux recommandations de l'Équipe de travail inter-institutions d'ONUSIDA (ETII) sur l'éducation (UNESCO, 2013).

En Afrique subsaharienne, tous les pays de l'Afrique orientale et australe, sauf un, ont intégré au moins un indicateur d'éducation au VIH et à la sexualité dans leur SIGE (UNESCO, 2018). La Zambie a été le premier pays à intégrer dans son SIGE l'ensemble des indicateurs recommandés au niveau mondial en ce qui concerne le VIH, y compris l'éducation à la sexualité, et à former des agents chargés de l'application des normes pour en surveiller la mise en œuvre. Néanmoins, du fait de l'absence de mécanismes permettant un retour rapide d'information, on a manqué des occasions d'utiliser les données pour améliorer l'enseignement de l'éducation à la sexualité (ICF, 2018). En Afrique subsaharienne, on peut dire que, malgré des progrès, les systèmes de suivi sont globalement faibles (UNESCO, 2018).

Dans l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS, plus de la moitié des pays (25 sur 45) indiquent que le SIGE national assure un suivi de l'éducation à la sexualité.

Le suivi au niveau des écoles présente également des difficultés. L'étude menée dans quatre pays d'Afrique et d'Amérique latine révèle une certaine confusion quant à la responsabilité du suivi de l'enseignement de l'éducation à la sexualité, certains directeurs d'école affirmant qu'ils considèrent que c'est le rôle du gouvernement central et d'autres affirmant que ce rôle revient aux écoles (UNESCO et Guttmacher Institute, 2019).

Dans la région Asie-Pacifique, bien que certains pays aient déclaré inclure des indicateurs d'éducation à la sexualité dans leur SIGE, la plupart des répondants à l'enquête au sein du Ministère de l'éducation n'en étaient pas sûrs ou ne savaient pas si c'était le cas ou non (FNUAP et al., 2020a). C'est là un signe révélateur de l'existence limitée du SIGE dans la région.

Dans la région Amérique latine et Caraïbes, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des programmes est un point faible persistant. Près de la moitié des pays de la région ne disposaient pas de systèmes de suivi et d'évaluation, bien qu'un rapport de 2017 ait noté une certaine amélioration des systèmes de suivi depuis 2013 (UNESCO, 2017b). Dans les Caraïbes anglophones et néerlandophones, l'absence de suivi et d'évaluation systématique est identifiée comme une lacune majeure (FNUAP, 2018).

Selon l'étude menée en Europe et Asie centrale, moins du tiers des pays avaient mis en place un système de suivi et d'évaluation pour l'éducation à la sexualité. Quatre disposaient d'un système partiel et huit autres n'avaient rien mis en place (les quatre pays restants n'ayant pas de programme officiel d'éducation à la sexualité). En Angleterre (Royaume-Uni), les relations interpersonnelles et la sexualité sont l'un des sujets soumis à l'examen de l'inspection nationale (Sex Education Forum, 2020).

## 2.5 Un environnement favorable

Un environnement favorable est essentiel à la mise en œuvre efficace de l'ECS. Cela suppose qu'il y ait un état d'esprit et des stratégies favorables au sein de l'école, et que la communauté environnante soit informée et concernée. Pour supprimer toute gêne et promouvoir une bonne compréhension du sujet, qui peut s'avérer sensible, l'ECS doit être comprise des différentes parties prenantes – parents, membres communautaires, chefs religieux et responsables politiques. L'existence d'un environnement favorable à la bonne santé, qui va de pair avec l'ECS, se traduit aussi par un accès adapté des jeunes aux services de santé et aux services sociaux, notamment aux services de santé sexuelle et reproductive et aux services de protection de l'enfance.

### L'environnement scolaire

Il est bien admis que les interventions en matière de programme scolaire sont plus efficaces lorsqu'elles sont mises en œuvre dans un environnement scolaire sûr et favorable et accompagnées d'autres interventions constituant une « approche globale » de l'école ou de l'éducation. Cette approche reconnaît la nécessité, au sein de l'école, de diverses actions et interventions se complétant les unes les autres. L'enseignement de programmes complets peut, par exemple, s'accompagner de l'utilisation d'une pédagogie transformatrice du genre, et de politiques et de règles scolaires destinées à prévenir la violence, y compris le harcèlement. Elle peut également promouvoir un sentiment d'appropriation parmi les diverses parties prenantes en créant des liens avec les parents, les prestataires de soins et la communauté au sens

large (Vanwesenbeeck et al., 2016). Plus récemment, on parle d'« approche globale de l'éducation » pour souligner l'importance d'une orientation et d'un leadership forts au niveau politique, qui assignent leur mission aux écoles et attendent d'elles la mise en œuvre des programmes scolaires et des interventions d'accompagnement.

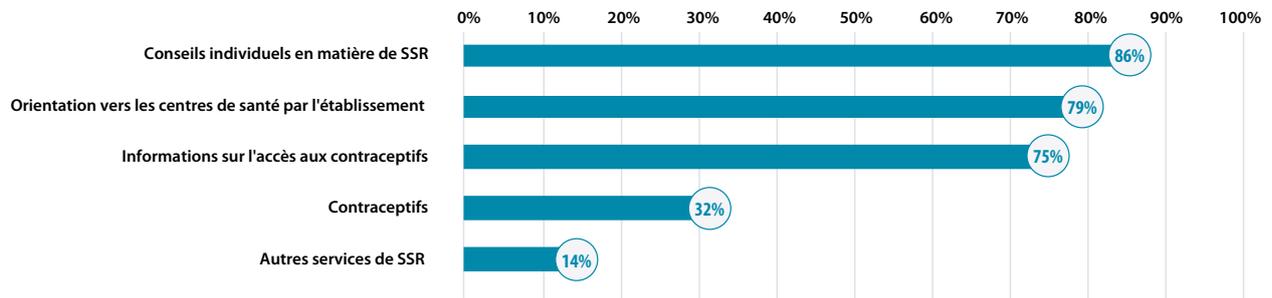
Les politiques garantissant la sécurité de l'environnement scolaire offrent un bon point de départ. En Afrique subsaharienne, six pays déclarent avoir une politique en matière de sécurité scolaire, de non-discrimination ou de questions connexes (UNESCO, 2018).

Un exemple de gouvernement qui s'attaque à la violence scolaire est celui de la République de Moldova, dont le Ministère de l'éducation, de la culture et de la recherche a élaboré, en 2017, un « code de conduite » des enseignants et, avec le soutien de l'UNESCO, a fourni à toutes les écoles du pays des lignes directrices sur la prévention de la violence et la protection des enfants. Cela comprend un guide pratique destiné aux enseignants, une méthode d'identification et de gestion des cas de violence, y compris le harcèlement, et des conseils pour éliminer les discriminations liées au VIH (Schools for Health in Europe, 2019).

### Associer les parents et les personnes ayant la charge d'enfants

Les parents et les autres personnes ayant la charge d'enfants jouent un rôle central dans la vie des enfants et des jeunes, et peuvent être une force puissante de soutien ou au contraire d'opposition à l'éducation à la sexualité dans les écoles. Les enseignants citent la crainte d'une opposition des parents comme une raison pour laquelle ils hésitent à enseigner l'éducation à la sexualité, mais certaines données révèlent que les parents y sont souvent favorables. Ainsi, dans l'étude menée dans quatre pays d'Afrique et d'Amérique latine, plus de 90 % des élèves ont déclaré que leurs parents étaient favorables à l'éducation à la sexualité à l'école, bien que les enseignants se sentent beaucoup moins soutenus par les parents (UNESCO et Guttmacher Institute, 2019). Dans une enquête sur les obstacles à la mise en œuvre de l'éducation à la sexualité en Amérique latine, l'opposition de la famille est désignée comme une faible barrière, arrivant en dixième position sur les 11 obstacles identifiés (FNUAP, 2017b).

**Les efforts visant à développer l'ECS doivent être associés aux efforts visant à garantir un accès facile à une gamme complète de services en matière de santé sexuelle et reproductive.**

**Figure 13****Accès aux services de santé sexuelle et reproductive, tel qu'indiqué par les pays répondants**

Source des données : enquête sur l'état de l'ECS 2019-2020

La littérature fournit de nombreux témoignages sur les efforts déployés pour atteindre les parents et les personnes ayant la charge d'enfants et renforcer le soutien à l'éducation à la sexualité. Douze pays de l'Afrique occidentale et centrale indiquent avoir mis en place des programmes de communication avec les parents, nombre d'entre eux ayant adapté et déployé le programme *Our Talks*, avec le soutien de l'UNESCO, ou le programme *Let's Chat*, avec le soutien du FNUAP. En Zambie, les directeurs d'école ont été formés pour travailler avec les associations parents-enseignants afin d'organiser des sessions de formation avec les parents (ICF, 2018). En Afrique occidentale et centrale, le Ghana et la Côte d'Ivoire indiquent avoir organisé des forums de sensibilisation ou des programmes de communication avec les parents (UNESCO, 2018). En Inde, dans les écoles sélectionnées, environ 78 % des enseignants et 80 % des directeurs d'école déclaraient que les parents étaient associés au programme d'éducation à la sexualité (UNESCO et al., 2017). Les gouvernements de l'Uruguay et de l'Argentine ont produit des matériels que les enfants peuvent rapporter à leur famille, et qui permettent de dissiper les doutes sur le contenu du programme et servent de ressources pédagogiques (Vanwesenbeeck et al., 2016). L'Autriche dispose d'un système de « conférences parents-enseignants » pour entretenir la participation des parents. En Ukraine, les sujets d'éducation à la sexualité font partie d'un plan de collaboration avec les parents, et l'association membre de l'IPPF soutient les enseignants dans ce domaine (Ketting et Ivanova, 2018).

### Accès aux services de santé sexuelle et reproductive

L'ECS est une des composantes d'un plus vaste ensemble d'interventions essentielles en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs visant à atteindre la couverture sanitaire universelle (FNUAP, 2019 ; Engel et al., 2019). L'ECS permet aux adolescents et aux jeunes d'obtenir des informations et des compétences pour pouvoir chercher de l'aide sur toute une série de problèmes liés à leur santé sexuelle et reproductive et à leurs relations interpersonnelles. C'est pourquoi les efforts visant à généraliser l'ECS doivent être couplés à d'autres

efforts visant à garantir l'accès facile à une gamme complète de services de santé sexuelle et reproductive (y compris des services qui sont soit fournis dans les écoles, soit liés aux écoles par des systèmes d'orientation). Ce n'est que grâce à ces efforts que l'ECS pourra améliorer les résultats en matière de santé, en prévenant par exemple les grossesses précoces et non désirées ou en réduisant le nombre des nouvelles infections par le VIH. En veillant à ce que les services soient adaptés aux jeunes et en encourageant une collaboration étroite entre les écoles et les services de santé, on peut améliorer l'efficacité (et la rentabilité) de l'éducation à la sexualité (Apter, 2011 ; Kivela et al., 2011 ; Haldre et al., 2012 ; FNUAP et al., 2016 ; Kirungi et al., 2020 ; OMS et UNESCO, 2021 (à paraître)).

Sur les 28 pays de l'Afrique subsaharienne et de la région Amérique latine et Caraïbes qui ont répondu à l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS, la majorité des pays ont déclaré que les élèves des établissements secondaires pouvaient accéder à des conseils individuels sur des questions liées à la santé sexuelle et reproductive (86 %, soit 24 pays), à une orientation par les écoles vers des centres de santé (79 %, soit 22 pays) et à des informations leur indiquant où et comment se procurer des contraceptifs (75 %, soit 21 pays). Comme pour d'autres données transmises au niveau national, ces réponses peuvent refléter la politique d'un pays, mais aussi masquer une situation plus complexe au niveau des écoles pour les apprenants à la recherche d'un conseil ou d'une orientation vers des services.

Au total, 17 pays de l'Afrique orientale et australe ont fixé des cibles pour augmenter le nombre de dispensaires offrant des services « standard, adaptés aux jeunes ». Ils sont moins nombreux en Afrique occidentale et centrale, avec seulement cinq pays ayant un objectif fixé en matière de services adaptés aux jeunes (UNESCO, 2018). Le lien entre l'éducation à la sexualité en milieu scolaire et les services de santé a été signalé comme un point faible dans la région.

Depuis 2012, 10 pays d'Asie ont donné suite aux engagements nationaux pris dans le cadre du Family Planning 2020 (FP2020) en investissant dans des services

de planification familiale fondés sur les droits (FNUAP et al., 2020a). Si la plupart des pays ont fait état de la disponibilité de services de santé sexuelle et reproductive (SSR) pour les adolescents, en réalité, ceux-ci ne sont pas forcément accessibles à tous les jeunes. Dans certains pays, les services ne sont accessibles qu'aux couples mariés, comme le montrent les résultats d'enquêtes menées dans des pays comme l'Indonésie, les Maldives, le Pakistan ou l'Inde (Chandra Mouli et al., 2018c ; Hurley et al., 2017).

Dans l'examen de la région Europe et Asie centrale, 10 des 25 pays examinés offrent aux jeunes des services complets de SSR, 10 autres mettent certains services à disposition, mais seulement trois pays fournissent une contraception gratuite. Cinq pays ne fournissent aucun service de SSR aux jeunes (Ketting et Ivanova, 2018). L'Estonie se distingue par ses efforts pour transformer une petite initiative locale de SSR pour adolescents en un programme national, parallèlement à la généralisation de l'éducation à la sexualité dans les écoles. Ces efforts simultanés ont été reliés à l'amélioration des résultats de SSR chez les adolescents (Haldre et al., 2012 ; Kempers et al., 2015). En Estonie et en Suède, les classes de l'enseignement secondaire se rendent régulièrement dans des cliniques accueillantes pour les jeunes où elles reçoivent leurs cours, ce qui permet aux élèves de se familiariser avec un centre de santé auquel ils pourraient avoir besoin d'accéder plus tard (Ketting et Ivanova, 2018).

### Soutien politique et opposition

Pour que la mise en œuvre de l'ECS soit efficace et durable, il est essentiel de veiller à ce que son concept et ses bénéfices en soient bien compris par ceux qui occupent les postes décisionnels, ainsi que par ceux qui ont une influence sur les normes culturelles et religieuses d'un pays. Dans de nombreux pays, l'ECS est déjà bien reconnue comme un outil essentiel pour l'éducation, la santé et le bien-être des jeunes, et comme un élément important pour prévenir les problèmes sanitaires et sociaux, ainsi que pour garantir que les enfants et les jeunes ont les connaissances et les compétences nécessaires pour établir des relations positives et saines. En témoignent les engagements que les gouvernements ont pris en signant des accords internationaux et régionaux, et en élaborant des politiques et des lois nationales rendant l'éducation à la sexualité obligatoire.

Il n'en reste pas moins que l'ECS contient une série de sujets pouvant être considérés comme sensibles ou difficiles à aborder dans certains contextes culturels. Ajouté à la désinformation sur le but poursuivi et les effets de l'ECS, cela a, dans certains contextes, suscité des oppositions au sein de la sphère communautaire, religieuse ou parfois politique. Ces débats (ou ces oppositions) ont parfois été substantiels, ce qui a entravé les progrès. Sur 48 pays d'Asie et du Pacifique, d'Afrique subsaharienne et de la région Amérique latine et Caraïbes ayant répondu à l'Enquête 2019-2020 sur la situation de l'ECS et aux examens régionaux en Europe et en Asie centrale, 40 % ont signalé l'existence d'organisations ou de campagnes institutionnalisées opposées à l'éducation à la sexualité.

### Étude de cas 17

#### EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE, UN ENGAGEMENT MINISTÉRIEL FORT EN FAVEUR DE LA GÉNÉRALISATION DE L'ECS

Un engagement en faveur de la santé et du bien-être de tous les jeunes d'Afrique orientale et australe a été pris en 2013 par les ministres de l'éducation et de la santé de 20 pays de l'Afrique orientale et australe. Ensemble, ils ont convenu de travailler en collaboration afin de faire des jeunes africains de demain des citoyens du monde éduqués, en bonne santé, résilients et socialement responsables, ainsi que des décideurs éclairés, capables de contribuer à la vie de leur communauté, de leur pays et de leur région.

Ce processus d'engagement de l'Afrique orientale et australe était codirigé par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), avec le soutien de l'UNESCO, d'ONUSIDA, du FNUAP et d'autres partenaires des Nations Unies. Il bénéficiait également du soutien d'organisations de la société civile, de chefs religieux et d'animateurs de mouvements de jeunesse.

Cet accord a joué un rôle déterminant en réunissant les secteurs de l'éducation et de la santé et en les engageant envers un plan d'action commun fondé sur les droits concernant les besoins et les droits des adolescents et des jeunes, afin de répondre aux niveaux élevés de nouvelles infections au VIH, de grossesses précoces et non désirées, de violence sexiste et de mariage des enfants. Il appelait les secteurs à travailler ensemble sur un programme commun en faveur des adolescents et des jeunes visant à leur garantir un accès à l'ECS, ainsi qu'à des services de SSR adaptés, afin de renforcer les réponses nationales et de réduire les nouvelles infections au VIH et autres IST et les grossesses non désirées.

Selon un bilan récent des progrès réalisés entre 2013 et 2020, des défis subsistent, notamment en matière de suivi et d'obligation redditionnelle, mais l'engagement de l'Afrique orientale et australe a néanmoins entraîné des progrès notables, rendus possibles en partie par l'importance accordée à la collaboration plurisectorielle entre les secteurs de la santé et de l'éducation aux niveaux national et régional. L'engagement de l'Afrique orientale et australe est reconnu comme un facteur clé de progrès dans la mise en œuvre régionale de l'ECS, l'élan politique ainsi créé ayant conduit de nombreux gouvernements à intensifier sa mise en œuvre dans le cadre du programme scolaire officiel (Watson et al., 2021).

Compte tenu de la valeur reconnue de cet engagement et de sa réussite à fournir un environnement favorable à l'ECS et, plus généralement, aux efforts de promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs des adolescents, des discussions sont actuellement en cours pour le renouveler jusqu'en 2030, et les pays de l'Afrique occidentale et centrale ont exprimé à leur tour le souhait de lancer un processus similaire d'engagement dans leur région.

En Europe et Asie centrale, dans près de la moitié des pays, l'opposition à l'ECS est considérée comme « importante ». Le principal argument invoqué est qu'elle encouragerait les jeunes à devenir sexuellement actifs à un âge plus précoce, bien que les données factuelles montrent que ce n'est pas le cas (Lindberg et Maddow-Zimet, 2012 ; Kirby, 2009 ; Kirby et al., 2007). Une autre critique formulée à l'encontre de l'ECS est que ce sont les parents, et non les écoles, qui devraient être responsables de l'éducation de leurs enfants sur ces sujets (Ketting et Ivanova, 2018).

Les polémiques sur des contenus considérés comme culturellement inappropriés peuvent suffire à provoquer des troubles politiques amenant à stopper toutes les initiatives de développement des programmes d'ECS dans un pays, y compris celles qui ont été conçues pour s'adapter au contexte culturel. Au Mali, le débat public concernant certains thèmes inclus dans un manuel élaboré avec le soutien de la société civile a suffi à provoquer une crise politique majeure et à conduire le gouvernement à arrêter tous les programmes d'éducation à la sexualité dans le pays, indépendamment de leur contenu (RFI, 2018 ; Thurston, 2019).

Au Mexique, où elle a débuté dans les années 1930, l'éducation à la sexualité se heurte à une résistance organisée. Comme dans d'autres pays de la région Amérique latine et Caraïbes, des groupes de pression conservateurs s'unissent pour s'opposer farouchement à l'éducation à la sexualité, aux droits des LGBT, au mariage homosexuel et à l'avortement, dénoncés comme l'expression d'une « idéologie du genre » (Chandra-Mouli et al., 2018a). Au Brésil, ces groupes ont acquis un énorme pouvoir politique (Kalil, 2019 ; Borges et Borges, 2018). En Argentine, la loi de 2006 rendant obligatoire l'ECS dans les écoles ne s'est pas traduite par l'accès à ces informations, ce qui est dû en partie à une opposition ouverte, visant notamment les questions relatives aux LGBT (Herrera, 2019).

Compte tenu de la réalité des oppositions dans certains contextes, des efforts continus sont nécessaires pour s'assurer que les communautés sont conscientes des effets positifs de l'ECS sur la santé et la société, et pour contrer la désinformation concernant ses impacts négatifs. Travailler, lors de la conception des programmes, en étroite collaboration avec les décideurs et les influenceurs, tels que les parlementaires, les responsables politiques locaux et les autorités religieuses, s'est révélé déterminant dans de nombreux pays (Chau et al., 2016). En Ouganda, un groupe multi-parties prenantes, comprenant des chefs religieux, a participé à la révision du programme d'éducation à la sexualité après son interdiction en 2016, ce qui a permis sa réintroduction en 2018. Il a fallu toutefois faire des compromis pour conserver le soutien global des parties prenantes, si bien que le cadre révisé est axé sur l'abstinence et que d'importants contenus liés aux relations sexuelles et à la sexualité ne sont plus inclus, ce qui fait que l'étiquette d'ECS donnée à cet enseignement n'est plus conforme aux définitions des ITGSE (Ninsiima et al., 2019).

En Tunisie, une communication étroite entre les diverses parties prenantes de l'éducation, les organisations

## Étude de cas 18

### AU PAKISTAN, OBTENIR LE SOUTIEN DES COMMUNAUTÉS À L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

Obtenir le soutien des communautés et vaincre les résistances sont reconnus comme des composantes clés des programmes d'ECS réussis et durables. Au Pakistan, deux ONG, Aahung et Rutgers Pakistan, ont aidé à atteindre plus de 500 000 élèves dans les quatre provinces du pays au moyen de vastes programmes d'éducation à la sexualité, grâce à leurs efforts pour améliorer la compréhension des populations et obtenir leur adhésion dès le lancement.

Le succès de cette initiative peut être attribué au temps et aux efforts qui ont été consacrés à comprendre le contexte réel et nuancé des communautés, et à élaborer le programme dans ce cadre. Ayant reconnu, dès la phase de planification, l'existence d'obstacles sociétaux et culturels enracinés à l'éducation à la sexualité, les deux ONG ont priorisé l'obtention du soutien communautaire au moyen de différentes stratégies. Elles ont notamment pris la recherche en milieu communautaire comme point de départ de l'élaboration du contenu du programme. Pour surmonter les oppositions et les incompréhensions et amener les populations à se faire une idée juste de l'éducation à la sexualité, ils ont collaboré avec un large éventail de parties prenantes – parents, responsables scolaires, chefs religieux, personnel des médias, et les adolescents eux mêmes.

Plusieurs stratégies ont été adoptées à cette fin :

- sensibiliser et impliquer les principales parties prenantes, notamment les groupes religieux, les écoles, les fonctionnaires de la santé et de l'éducation, les parents et les adolescents eux-mêmes ;
- faire preuve de tact dans la conception et la formulation des programmes scolaires, en gardant un œil sur le contexte, les termes à employer et les sujets sensibles ;
- institutionnaliser les programmes au sein du système éducatif ;
- présenter les programmes pour en améliorer la transparence ;
- faire appel aux médias pour changer le point de vue du public ;
- rechercher des fenêtres d'opportunité pour influencer le discours public, par exemple lors des débats dans les médias suscités par les abus sexuels et la question de la protection des enfants.

De nombreuses stratégies peuvent être utilisées pour obtenir le soutien des communautés, et les leçons tirées de l'expérience d'Aahung et de Rutgers Pakistan peuvent inspirer les efforts futurs dans le monde entier.

Pour plus d'informations : voir Chandra-Mouli et al., 2018c, Svanemyr et al., 2015.

communautaires, les groupes religieux et les parents a facilité le processus d'élaboration et d'approbation d'un nouveau programme d'éducation à la sexualité en 2019 (FNUAP, 2020b). Au Pakistan, des ONG travaillant avec les grands gouvernements des provinces ont trouvé un moyen de répondre aux priorités communautaires en identifiant des préoccupations communes (Chandra-Mouli et al., 2018c).

## Rôle des ONG et des organisations internationales

Dans toutes les régions, les ONG, les organisations de la société civile, les organismes des Nations Unies et les autres partenaires du développement peuvent jouer un rôle crucial en aidant les pays à lancer, mettre en œuvre et généraliser l'éducation à la sexualité. Ils ont aussi un rôle essentiel à jouer en plaidant en faveur d'approches globales, en développant des stratégies pour obtenir des soutiens et en obligeant les gouvernements à rendre compte de leurs engagements.

Dans de nombreux contextes, les grands programmes de prévention du VIH ont joué un rôle important dans la promotion et le soutien de l'ECS dans le cadre de plus larges investissements. Le programme DREAMS, financé par le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR), et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en sont deux exemples notables. Le programme DREAMS est un partenariat public/privé qui vise à réduire les taux de VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes dans 10 pays africains à forte prévalence d'infection. L'éducation à la sexualité et au VIH en milieu scolaire en est l'un des éléments clés, à côté d'autres actions de prévention du VIH telles que la prévention de la violence sexiste, l'amélioration de l'accès à des soins de SSR adaptés aux jeunes, et les programmes de mobilisation communautaire et de changement des normes (Saul et al., 2018).

Les rapports régionaux sur l'Afrique subsaharienne montrent que les ONG et les institutions internationales ont souvent une souplesse d'organisation qui leur permet de fournir des services lorsque les systèmes gouvernementaux n'ont pas le mandat, la portée ou les ressources nécessaires (UNESCO, 2018). Une étude menée au Sénégal souligne le caractère fondamental de la collaboration entre la société civile et le gouvernement pour le succès des interventions, tout en rappelant que les ONG ne peuvent à elles seules assurer une mise en œuvre à grande échelle (Chau et al., 2016). Des études menées au Nigéria ont révélé que les ONG avaient joué un rôle central dans l'élaboration et la généralisation du programme d'éducation à la sexualité (Huaynoca et al., 2014, Wood et al., 2015), qui a ensuite été intégré aux programmes gouvernementaux officiels.

En Asie, les données montrent que ce sont les ONG qui comblent les lacunes des programmes gouvernementaux officiels, souvent en appliquant des méthodes différentes, comme les approches par les pairs. Une aide fréquemment apportée par les ONG aux gouvernements est l'assistance technique au renforcement des programmes en milieu scolaire. Ainsi, en Thaïlande, la Planned Parenthood Association of Thailand (PPAT) a commencé à travailler avec le Ministère de l'éducation en 1978 au lancement de l'éducation à la sexualité, et l'aide aujourd'hui à actualiser le programme scolaire existant (Hurley et al., 2017).

Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les ONG ont participé à la mise en œuvre de l'ECS et au plaidoyer en sa faveur dans environ 88 % des pays (FNUAP, 2017b).

## Étude de cas 19

### AU MEXIQUE, L'IMPORTANT SOUTIEN DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

Les organisations de la société civile ont joué un rôle déterminant dans le développement de l'éducation à la sexualité au Mexique, où elles sont actuellement plus de 80 à la soutenir. Les organisations de la société civile ont joué un rôle central dans la continuité, les progrès et la promotion de l'éducation à la sexualité, en dépit des nombreux changements administratifs au sein du gouvernement, et parfois des bouleversements politiques et des crises socioéconomiques. Bien que le soutien gouvernemental à l'éducation à la sexualité dans les écoles au Mexique date des années 1930, il y a eu des périodes où elle a disparu des programmes ministériels. Les efforts continus des organisations de la société civile, qui se sont regroupées en réseaux, ont permis de garantir l'accès des apprenants à l'éducation à la sexualité. Ces organisations mènent des recherches, fournissent une assistance technique à la formation des enseignants, produisent des matériels pédagogiques et plaident pour l'inclusion de l'éducation à la sexualité dans les programmes scolaires formels et non formels. Au cours des deux dernières décennies, l'opposition à l'enseignement de l'éducation à la sexualité à l'école s'est mieux organisée et a vu ses rangs et ses ressources s'étoffer suffisamment pour pouvoir cibler non seulement l'éducation à la sexualité, mais aussi la santé et les droits sexuels et reproductifs en général. En réponse, les organisations de la société civile ont renforcé leur soutien politique et défendu avec force l'éducation à la sexualité, tant du point de vue de la santé publique que de celui des droits humains.

Récemment, les organisations de la société civile ont joué un rôle central pour empêcher l'adoption par les législations des États d'un « code PIN parental ». Ce PIN parental visait à modifier l'article 3 de la Constitution du pays, qui stipule que tous les Mexicains ont droit à l'éducation à la sexualité. Un amendement rendrait obligatoire l'autorisation expresse des parents ou des tuteurs pour que leurs enfants reçoivent une éducation sur des sujets tels que la sexualité et le genre. Les parents pourraient également limiter la participation de leurs enfants à des cours qu'ils considèrent comme inacceptables.

Sous la pression d'un puissant lobby conservateur, le PIN parental a été examiné dans deux États, ce qui a conduit à son adoption dans l'un d'eux. Dans l'autre, il a été contesté par les organisations de la société civile et transmis à la Cour suprême. Actuellement, aucun autre congrès d'État n'a accepté le PIN parental. Sa diffusion a été limitée en grande partie grâce à des organisations de la société civile actives, aux praticiens de l'éducation à la sexualité et aux experts universitaires, qui ont formé des coalitions. Ces groupes ont organisé des webinaires et des conférences de presse et produit des publications, et ont multiplié les échanges avec les membres du congrès fédéral. Même dans les circonstances difficiles de la pandémie de COVID-19, ou peut-être aidés par les nouvelles technologies qui ne nécessitent pas de présence physique, ces groupes et d'autres montrent le pouvoir de la société civile organisée.

Pour plus d'informations : voir Chandra-Mouli et al., 2018a, Corona et Arango, 2010, FNUAP et FEMESS, 2019.

Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, les ONG sont également très actives. Les cours d'éducation à la sexualité sont généralement dispensés grâce à des partenariats avec des ONG ou des institutions internationales, selon une approche par les compétences utiles dans la vie prenant la forme de programmes extrascolaires ou non formels, notamment le programme Y-Peer mis en œuvre avec le soutien du FNUAP (UNICEF MENA, 2017).

En Europe de l'Ouest, les ONG complètent l'éducation formelle par des activités périscolaires, une éducation extrascolaire et un soutien important à la formation des enseignants. L'Association danoise de planning familial (DFPA), par exemple, gère un programme de formation des enseignants, qui met à leur disposition un portail Web avec des plans de cours et une ligne d'assistance téléphonique. En Belgique, les ONG ont créé des services spécialisés pour les jeunes handicapés ou victimes de traumatismes (Ketting et Ivanova, 2018).

Les relations entre les ONG et le gouvernement peuvent toutefois être tendues, et leur travail menacé dans sa durabilité s'il n'est pas soutenu par le gouvernement ou ne se fait pas en partenariat avec lui.

### Points de vue et participation des jeunes

Lorsqu'on les interroge, les jeunes se déclarent systématiquement demandeurs d'une éducation à la sexualité et désignent l'école comme l'une de leurs sources d'information les plus fiables. En réponse à une étude menée dans plusieurs régions du Kenya, une grande majorité d'élèves (93 %) ont indiqué qu'ils trouvaient l'éducation à la sexualité utile ou très utile (Sidze et al., 2017). Une étude qualitative récente réalisée en Ouganda et en Zambie sur la perception de l'ECS chez les apprenants montre qu'ils ont une attitude globalement positive à l'égard de l'ECS enseignée à l'école, parce qu'ils en perçoivent les bienfaits et la pertinence pour leur vie (UNESCO, 2021). Interrogés sur les facteurs justifiant l'éducation à la sexualité dans les pays de la région Amérique latine et Caraïbes, les sondés ont tous répondu « l'intérêt des élèves » (FNUAP, 2017b).

Néanmoins, les jeunes sont encore rarement consultés officiellement sur le contenu et la mise en œuvre de l'éducation à la sexualité. Dans une étude portant sur quatre pays, les jeunes du Ghana et du Pérou ont déclaré qu'ils étaient consultés par le gouvernement, mais que leurs opinions n'étaient pas retenues dans les programmes d'éducation à la sexualité ni dans les directives aux enseignants. Au Guatemala, la conception des programmes suit une approche descendante, avec peu de participation des élèves. Le Kenya a été remarqué pour le processus réellement consultatif mis en place dans le cadre de ses efforts d'amélioration de l'éducation à la sexualité, comportant des réunions publiques avec les adolescents dans tout le pays (Keogh et al., 2018).

### Étude de cas 20

#### SOUTIEN DU FONDS MONDIAL AU DÉVELOPPEMENT DE L'ECS DANS LE CADRE DE LA RÉPONSE AU VIH EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial) continue de jouer un rôle majeur dans la mobilisation et l'investissement de fonds destinés à prévenir le VIH et le sida et à y répondre, ce qui, ces dernières années, passe de manière croissante par des interventions d'éducation. En Afrique subsaharienne en particulier, le Fonds mondial a augmenté ses investissements pour réduire l'incidence du VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes (Fonds mondial, 2020c). L'objectif est de combattre la vulnérabilité reconnue des adolescents et des jeunes, en particulier des adolescentes et des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans, chez qui l'incidence du VIH est 2,4 fois plus élevée que chez leurs homologues masculins de la région (Fonds mondial, 2020a).

Les pays sont de plus en plus conscients de l'importance de l'éducation à la sexualité en tant qu'intervention de prévention du VIH, et l'intègrent dans leurs stratégies nationales de prévention du VIH chez les adolescents. Les demandes de financement adressées au Fonds mondial l'amènent donc de plus en plus souvent à travailler avec les Ministères de l'éducation au renforcement de l'éducation à la sexualité dans les écoles, ou avec les ONG lorsqu'il s'agit d'adolescentes et de jeunes femmes non scolarisées. Ainsi, de plus en plus, les subventions du Fonds mondial incluent l'ECS en tant que composante d'un ensemble d'interventions clés destinées aux adolescentes et jeunes femmes dans les contextes à très forte prévalence de VIH (Fonds mondial, 2020b). Le Fonds a également fourni des conseils techniques conformes au guide d'ONUSIDA sur les investissements en faveur des adolescentes et jeunes femmes (ONUSIDA, 2020a) afin d'aider les pays à concevoir des interventions dans ce sens. Au Kenya, par exemple, les efforts actuels du gouvernement pour déployer un cadre national d'éducation à la sexualité reçoit le soutien financier du Fonds mondial par l'intermédiaire du Conseil national kenyan de lutte contre le sida qui en assure l'élaboration. Au Zimbabwe, l'aide du Fonds mondial est dirigée vers le Conseil national de lutte contre le sida et vise à soutenir les organisations de la société civile travaillant avec les administrateurs scolaires pour dispenser des cours d'éducation à la sexualité dans les écoles. Au Mozambique, où le gouvernement dispose déjà d'un cadre et d'une stratégie d'éducation à la sexualité, le Fonds mondial soutient l'ONG « Fundação para o Desenvolvimento da Comunidade » (Fondation pour le développement communautaire), qui aide le Ministère de l'éducation à renforcer les capacités des enseignants en matière d'ECS, et notamment à superviser la qualité de cet enseignement.

En augmentant ses investissements dans l'éducation à la sexualité, le Fonds mondial a intégré dans son cadre de mesure de la performance un indicateur qui permet de suivre le « nombre de jeunes gens recevant une éducation à la sexualité ».

Sur ce que disent les jeunes de la manière dont l'ECS est enseignée, les résultats sont similaires dans divers contextes nationaux. Les élèves déclarent parfois se sentir gênés et craindre l'humiliation, notamment dans les classes mixtes, ce qui peut les empêcher de participer (Pound et al., 2016). Dans certains contextes, les apprenants, en particulier les filles, expriment une préférence pour les classes non mixtes (Rose et al., 2019). Ils notent que les enseignants ne sont pas toujours aptes ou bien préparés à enseigner l'éducation à la sexualité et apprécient d'avoir un enseignant ayant une expertise spécialisée, ou un expert extérieur (tel qu'un prestataire de santé). Lors d'une recherche récente en Ouganda, les apprenants ont déclaré que certains enseignants étaient timides ou gênés par certains sujets et que d'autres ne semblaient pas donner d'explications adéquates et avaient tendance à traiter les sujets de manière expéditive (UNESCO, 2021). Les jeunes apprécient le caractère participatif de l'ECS, notamment les cours basés sur les compétences, les discussions en petits groupes, les démonstrations et les activités – dans un environnement sûr et confidentiel –, avec des enseignants qui gardent le contrôle de la classe et protègent les élèves des moqueries (Rose et al., 2019).

En ce qui concerne le contenu, les élèves signalent souvent qu'il est trop axé sur la biologie et est exprimé de façon négative, et ils veulent davantage d'informations sur des relations saines, sur la contraception, le plaisir, le consentement, les outils permettant de négocier les relations sexuelles, les options de santé communautaire et d'autres sujets de la vie réelle (Cense et al., 2020 ; Singh et al., 2020). Enfin, dans des recherches menées au Royaume-Uni et en Australie, les élèves ont indiqué qu'ils trouvaient que l'éducation à la sexualité était binaire et hétéronormative (elle rendait les élèves LGBT invisibles), et qu'elle était genrée (elle n'abordait pas le plaisir féminin et reproduisait les stéréotypes concernant les femmes) (Ezer et al., 2019 ; Pound et al., 2016).

### Influence des outils et des activités numériques

On note un intérêt croissant pour l'utilisation des outils numériques afin d'aider les enseignants à dispenser l'ECS dans les écoles, et une série d'exemples de cette utilisation en classe dans différents contextes (Jolly et al., 2020). Les outils numériques offrent des possibilités sans précédent et d'un coût relativement faible d'étendre la couverture et de fournir un contenu de qualité et attrayant. Lorsqu'on envisage d'utiliser les outils numériques en classe, il faut tenir compte de la familiarité des enseignants avec la technologie ainsi que des problèmes d'accès. Par ailleurs, on manque de données probantes sur l'efficacité des outils numériques dans l'amélioration des résultats, et c'est un domaine qui mérite d'être approfondi.

Tout en tirant parti des possibilités de mise en œuvre de l'ECS offertes par les plates formes numériques, l'éducation à la sexualité en milieu scolaire peut être aussi un moyen d'aider les jeunes à naviguer sur ces plates-formes, à évaluer la nature des informations qu'ils

trouvent et à reconnaître les contenus inexacts ou préjudiciables (UNICEF, 2017b).

Les outils numériques sont utilisés de différentes façons selon les pays. En Colombie, par exemple, une ONG a élaboré un programme en ligne d'éducation à la santé sexuelle, devant être utilisé dans le cadre d'un cours obligatoire de 9e année dans les écoles publiques. L'amélioration des mesures générales des connaissances et des attitudes chez les adolescents est la preuve de son efficacité (Chong et al., 2017). Aux États-Unis, les outils en ligne se sont révélés extrêmement utiles pour les communautés minoritaires que les programmes scolaires n'atteignent pas de manière adéquate, ainsi que pour les jeunes non scolarisés (Lykens, 2017).

### Étude de cas 21

#### POINTS DE VUE DES JEUNES DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE SUR L'ECS

Les jeunes sont de fervents défenseurs de l'éducation à la sexualité. Il est essentiel de demander aux apprenants de s'exprimer sur leur propre expérience de l'éducation à la sexualité à l'école pour s'assurer que celle-ci répond à leurs besoins et à leurs attentes.

À cette fin, le FNUAP a lancé en novembre 2019 une enquête anonyme en ligne, à laquelle ont répondu plus de 1 400 jeunes de 27 pays<sup>1</sup>. Pour affiner la compréhension, des groupes de discussion ont également été organisés avec un plus petit nombre de jeunes (FNUAP et al., 2020a).

Sur l'ensemble du groupe des 15-24 ans, moins d'un sur trois (28 %) a estimé qu'il avait reçu dans son école une éducation à la sexualité de « très bonne » ou « plutôt bonne » qualité. Les jeunes handicapés et les jeunes s'identifiant comme LGBTI étaient moins satisfaits de leur éducation à la sexualité que leurs pairs.

Les sujets les plus fréquemment abordés à l'école étaient des sujets concernant le corps humain et le développement, tels que l'anatomie (81 %) et la puberté (68 %), suivis par des sujets de santé sexuelle et reproductive (SSR) tels que le VIH/sida et les IST (71 %), la grossesse et l'accouchement (65 %) et la contraception (59 %). Près de la moitié des participants (46 %) ont estimé que leurs enseignants étaient très à l'aise ou plutôt à l'aise pour enseigner les sujets liés à la sexualité. Au total, 44 % des filles et 45 % des garçons n'avaient pas reçu suffisamment d'informations sur la menstruation ou les éjaculations nocturnes avant d'en faire l'expérience pour la première fois. Enfin, ils citaient les pairs (56 %) et l'Internet (55 %) comme des sources d'information sur la sexualité plus importantes que l'école (39 %).

« Les gens pensent que les enfants sont trop jeunes pour recevoir une éducation sexuelle. Mais je pense que c'est important parce que c'est la réalité à laquelle ils seront confrontés dans leur vie. Les filles seront confrontées à la menstruation, et elles devraient savoir ce qui se passe réellement dans leur corps. Au lieu de les laisser dans la confusion » (jeune femme de 21 ans, Indonésie).

« Si nous n'avions pas cherché sur l'Internet, nous n'aurions aucune idée de beaucoup de choses concernant la SSR, parce que nous n'avons pas eu une éducation à la sexualité suffisante à l'école » (jeune femme, Népal).

1 Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Kiribati, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique populaire lao, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Timor Leste, Tonga, Tuvalu, Viet Nam.

Le programme *The World Starts with Me*, développé par Rutgers, est un programme d'éducation sexuelle interactif informatisé de faible technicité, destiné aux élèves de l'enseignement secondaire (12-19 ans). Il a été adapté et mis en œuvre dans 10 pays d'Afrique et d'Asie, où il est dispensé à la fois dans les cadres scolaire et extrascolaire. Son contenu a été adapté aux différents contextes nationaux. Une évaluation réalisée en 2009 en Ouganda a montré des résultats positifs en termes de connaissances et d'attitudes concernant les rapports sexuels protégés (Rijsdijk et al., 2011).

Lorsqu'on envisage de recourir aux outils numériques pour compléter l'éducation à la sexualité dispensée en milieu scolaire, il est important de tenir compte de la fracture numérique et du fait que les plates-formes numériques ne sont pas une solution réalisable dans tous les contextes. Si plus des trois quarts des jeunes dans le monde ont accès à l'Internet, beaucoup d'autres en sont privés (Union internationale des télécommunications, 2018). Dans certains contextes, le recours excessif aux outils numériques ou l'utilisation de technologies inaccessibles peut être préjudiciable à ceux qui n'y ont pas accès. Dans de nombreux contextes, ce sont les filles et les jeunes femmes qui sont les moins susceptibles d'avoir accès à la technologie numérique (Union internationale des télécommunications, 2018). Des rapports ont montré que certaines technologies numériques développées dans l'intention de soutenir l'apprentissage en classe se sont révélées inefficaces en raison du manque de matériel nécessaire ou d'une faible bande passante, bien qu'il existe des exemples prometteurs de plates formes conçues spécifiquement pour les environnements à faible bande passante (OMS et al., 2020).

Bien que les plates-formes numériques ne puissent à elles seules remplacer l'éducation à la sexualité en présentiel, les outils numériques peuvent compléter l'enseignement en classe lorsque la technologie est disponible, qu'elle est bien utilisée et que les questions d'accès sont prises en compte (Jolly et al., 2020 ; UNESCO, 2020a). La technologie évoluant, il sera important de continuer à envisager d'utiliser les outils numériques, y compris l'intelligence artificielle, pour soutenir les enseignants dans leur enseignement de l'éducation à la sexualité. En 2020, l'OMS et ses partenaires ont publié un cadre et des orientations pour la conception d'interventions de santé numériques axées sur la jeunesse (OMS et al., 2020). Ils fournissent des conseils sur la planification, l'élaboration et la mise en œuvre efficaces de solutions numériques, y compris celles visant à dispenser une éducation à la sexualité, avec et pour les jeunes. Les conseils s'appuient sur des données probantes informant sur les meilleures pratiques, mais soulignent qu'il convient de poursuivre la recherche pour s'assurer de l'intégration efficace des outils numériques en classe.

## Étude de cas 22

### UTILISER LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES POUR RENFORCER L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ EN MILIEU SCOLAIRE

On se sert de plus en plus des espaces numériques pour renforcer l'éducation à la sexualité, y compris dans les salles de classe. En Chine, par exemple, *Marie Stopes International China* a créé la plateforme d'éducation à la sexualité *You&Me*, dans le but de permettre à chaque enfant et adolescent chinois d'avoir accès à une ECS de qualité. *You&Me* fournit un soutien gratuit aux éducateurs intéressés ayant des compétences pédagogiques de base en éducation à la sexualité. La plateforme met à leur disposition des plans de cours, des présentations, des vidéos de démonstration, des dessins animés et des jeux interactifs. L'enseignement peut se faire en direct, un enseignant donnant un cours en ligne, qui est simultanément diffusé dans plusieurs salles de classe et écoles.

En août 2020, près de 700 000 élèves dans 2 487 écoles avaient reçu une éducation à la sexualité dispensée par des enseignants soutenus par la plateforme *You&Me*. Ces derniers provenaient de 29 provinces et régions chinoises, et plus de 40 % exerçaient en zone rurale. Plus de 10 000 enseignants sont des utilisateurs actifs et enregistrés. Diverses évaluations ont été menées depuis 2017 et les résultats suggèrent des changements positifs dans les connaissances et les attitudes des élèves (Fan et al., 2018).

Afin d'évaluer l'efficacité de la plateforme, le projet *You&Me* effectue actuellement une analyse coût-bénéfices et un essai comparatif randomisé par groupes, en collaboration avec des chercheurs de l'Université Tsinghua. Les résultats préliminaires montrent que par rapport au groupe de contrôle, le groupe visé par l'intervention a démontré un niveau significativement plus élevé en termes de connaissances et d'attitudes positives, avec des différences plus évidentes en termes de connaissances. Une analyse plus approfondie est nécessaire pour déterminer l'incidence du projet sur les comportements.

## 2.6 Atteindre les groupes vulnérables et les enfants et les jeunes non scolarisés

Si le développement et l'amélioration de l'éducation à la sexualité dans les écoles permettront d'atteindre la majorité des enfants et des jeunes, il ne faut pas sous-estimer l'importance d'atteindre ceux qui ne sont pas scolarisés. Les enfants et les adolescents qui abandonnent l'école ou en sont exclus sont souvent plus exposés à des risques concernant leur santé sexuelle et reproductive. En plus d'atteindre ces groupes et d'adapter le contenu à leurs besoins spécifiques, l'ECS extrascolaire peut aussi potentiellement fournir aux apprenants scolarisés des informations supplémentaires ou couvrir des sujets non traités en classe. Elle peut également offrir plus de temps pour la réflexion personnelle et la mise en pratique de nouvelles compétences si les sessions sont plus longues que les cours scolaires standards (FNUAP et al., 2020b).

Alors qu'il est impératif de déployer des efforts particuliers pour atteindre les enfants et les jeunes non scolarisés, et qu'il existe des preuves émergentes de bonnes pratiques dans ce domaine (FNUAP et al., 2020b), rares sont les pays qui ont une stratégie pour guider ces efforts. Ainsi, en Afrique orientale et australe et en Afrique occidentale et centrale, moins des deux tiers des pays ont une stratégie d'éducation au VIH pour les jeunes non scolarisés (UNESCO, 2018).

En octobre 2020, le FNUAP et ses partenaires des Nations Unies ont publié un document d'orientation concernant l'ECS extrascolaire intitulé *International technical and programmatic guidance on out-of-school comprehensive sexuality education*<sup>10</sup>. Ce guide recommande les mêmes sujets et objectifs d'apprentissage que les ITGSE révisés des Nations Unies, le contenu global de l'ECS devant être le même pour tous les enfants et les jeunes. Mais les orientations qu'il fournit, éclairées par des données factuelles et des pratiques, concernent spécifiquement les programmes d'ECS dispensés en dehors de l'école, ainsi que les programmes visant à répondre aux besoins de groupes spécifiques qui ne sont pas susceptibles d'être satisfaits à l'école. On espère que cette précieuse ressource permettra de combler les lacunes et de répondre efficacement aux besoins des enfants et des jeunes les plus vulnérables (FNUAP et al., 2020b).

## 2.7 L'éducation à la sexualité dans le contexte de la COVID-19

Avec la venue de la pandémie de COVID-19 en 2020, le secteur de l'éducation s'est trouvé confronté à une série de nouveaux défis. Tout au long de l'année 2020 et de nouveau en 2021, des périodes de mesures d'éloignement physique et de fermetures d'écoles ont laissé de nombreux adolescents et jeunes à travers le monde sans accès aux informations et services essentiels de santé sexuelle et reproductive, y compris à l'ECS.

### Étude de cas 23

#### ATTEINDRE LES JEUNES HANDICAPÉS EN URUGUAY

Bien qu'il convienne de renforcer l'apprentissage différencié des populations défavorisées au sein des écoles ordinaires en matière d'éducation à la sexualité, il est important et parfois nécessaire de déployer des efforts ciblés en dehors de l'école pour atteindre des populations spécifiques mal desservies qui ne peuvent l'être dans le cadre ordinaire. L'Uruguay, qui met en œuvre l'un des programmes d'ECS les plus vastes et les plus réussis d'Amérique latine, est également un pionnier dans le développement de programmes et de matériels destinés aux personnes handicapées. Dès les années 1980, l'Uruguay a ainsi produit des matériels d'éducation à la sexualité en braille pour les aveugles.

Deux initiatives, émanant de l'Institut interaméricain sur le handicap et le développement inclusif (iiDi), avec le soutien du FNUAP, et du Mouvement Estamos Tod@s en Acción (META) (« Nous sommes tous en action »), qui réunit de jeunes défenseurs latino-américains du développement inclusif, sont des exemples d'un effort ciblé pour promouvoir les droits sexuels et reproductifs des jeunes handicapés.

Bien que tous les jeunes handicapés soient confrontés à d'importantes inégalités d'accès aux informations sur la santé sexuelle et reproductive, les sourds rencontrent une difficulté supplémentaire : les campagnes d'information utilisent rarement la langue des signes, ce qui limite leur accès aux documents contenant des informations fiables. En outre, il arrive qu'il n'y ait pas de signes pour certains termes liés à la vie sexuelle, au corps et aux relations interpersonnelles. Pour y remédier, un projet pilote a été mis en œuvre dans deux domaines d'action stratégiques : « Parle m'en à moi » (« Decímelo a mí ») et « Convention 2.0 » (« Convención 2.0 »).

Le premier permet à des adolescents et des jeunes sourds de participer à la production de matériels d'accès universels basés sur les nouvelles technologies. « Convention 2.0 » est une stratégie de partage d'informations et de sensibilisation sur la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH). Ces initiatives comportaient des sessions de formation et de plaidoyer, organisées pour plus de 70 adolescents et jeunes malentendants de la région métropolitaine de Montevideo, qui ont également reçu le soutien de jeunes membres du réseau META en Argentine. Les sessions incluaient l'utilisation des nouvelles technologies, notamment une application de « réalité augmentée », un outil de communication inclusif qui permet d'utiliser des messages textes, audio et en langue des signes. Deux sites Web ont été développés et une série de cartes postales et d'affiches sur la vie quotidienne, les droits en général et des sujets de SSR ont été produites. Des réseaux d'organisations de jeunesse et d'associations de personnes handicapées ont travaillé ensemble à la diffusion des messages et des matériels. Ces initiatives ont permis aux participants de partager une identité inclusive, de diffuser des messages sur les droits et d'accroître la visibilité des adolescents et des jeunes sourds grâce à leurs propres propositions et actions.

<sup>10</sup> <https://www.unfpa.org/featured-publication/international-technical-and-programmatic-guidance-out-school-comprehensive>

En même temps, les données recueillies pendant la pandémie de COVID-19, et l'expérience passée, montrent que les mesures de confinement à long terme (y compris les fermetures d'écoles) peuvent exposer les enfants et les adolescents, en particulier les filles et les jeunes femmes, à un risque accru de problèmes de santé sexuelle et reproductive. On s'attend en particulier à une augmentation des grossesses précoces et non désirées, des mariages d'enfants et de la violence et de l'exploitation sexuelle (UNESCO, 2020b ; UNESCO et al., 2020b ; QUILT.AI et al., 2021). Ces tendances, entre autres facteurs, sont le reflet de l'incapacité à accéder à l'ECS, du manque d'accès à l'environnement favorable offert par les écoles, et des difficultés d'accès aux services sociaux et sanitaires. Mais les jeunes citent également d'autres problèmes, liés à la santé mentale, à la solitude, à la détérioration de la vie amoureuse et au stress, causée en particulier par la perturbation des études (Share-Net Netherlands, 2020 ; Youth Tech Health et UNESCO, 2020). Les impacts de la COVID-19 sont inégaux et varient en fonction de l'intersection des vulnérabilités et des facteurs de risque affectant les jeunes. Ces vulnérabilités et ces risques peuvent s'accroître dans le contexte de la COVID-19 et auront un impact plus important sur ceux qui sont déjà les plus exclus, notamment les adolescentes et les jeunes femmes, les populations clés de jeunes, les jeunes touchés par une crise humanitaire, pour ne citer qu'eux. L'éducation à la santé et au bien-être, et notamment l'ECS, qui donne aux jeunes les bases nécessaires pour prendre des décisions bien informées sur leur vie et leur corps et nouer des relations saines, est donc plus importante que jamais (FNUAP, 2020a). Des efforts pour atteindre les plus vulnérables sont nécessaires.

De nombreux systèmes éducatifs ont fait face à la pandémie grâce à des stratégies d'apprentissage numérique et à distance. Dans certains pays, cela incluait une éducation à la santé, même si cela n'a pas toujours été une priorité, et qu'il peut être difficile de dispenser un enseignement nécessitant des approches pédagogiques transformatrices par l'intermédiaire d'une plate-forme



Julia Kuznetsova/Shutterstock.com

numérique. En l'absence d'enseignement présentiel, il peut être nécessaire d'intensifier l'offre d'ECS dans des cadres non conventionnels, notamment en orientant les apprenants vers des espaces numériques de qualité proposant une éducation à la sexualité. Là où les jeunes ont un bon accès à l'internet, les écoles peuvent également aider les apprenants à naviguer sur des sources en ligne fiables, même si cela ne remplace pas l'expérience de l'apprentissage en face à face.

Avec la réouverture des écoles, de nombreux appels ont été lancés pour garantir que l'ECS continue d'être dispensée, la priorité étant qu'elle traite des problèmes auxquels les apprenants ont pu être confrontés dans le contexte de la pandémie (UNESCO et al., 2020b ; UNESCO et al., 2020a). En plus de couvrir les risques liés à la santé sexuelle et reproductive, l'ECS peut aborder la question de la protection et promouvoir les compétences sociales et émotionnelles dont les apprenants ont besoin pour accroître leur résilience en ces temps difficiles.

### Étude de cas 24

#### EN ESTONIE, L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ A CONTINUÉ SUR ZOOM PENDANT LES FERMETURES D'ÉCOLES

Pendant la fermeture des écoles nationales en 2020 en raison de la COVID-19, l'Estonian Sexual Health Association (ESHA), membre de la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF), a utilisé Zoom pour dispenser l'éducation à la sexualité aux apprenants estoniens. Lorsque les écoles ont fermé en mars, l'ESHA, qui soutient régulièrement cet enseignement dans les écoles, a contacté les établissements par l'intermédiaire du Ministère de la santé et des affaires sociales et du Ministère de l'éducation pour proposer une éducation à la sexualité en ligne dans les villes de Tallinn et de Tartu. De nombreuses écoles ont accepté l'offre et, entre mars et novembre 2020, l'ESHA a dispensé plus de 72 cours atteignant plus de 1 400 apprenants âgés de 10 à 19 ans. D'une durée de 90 minutes, les sessions ont été adaptées aux besoins, en consultation avec les enseignants et en accord avec le programme scolaire national. En Estonie, l'éducation à la sexualité est intégrée au programme scolaire primaire et secondaire et dispensée dans le cadre de l'éducation personnelle, sociale et sanitaire, qui comprend d'autres compétences utiles dans la vie, comme la prévention de l'abus de drogues et d'alcool ou la nutrition. Cependant, confrontées au défi d'assurer cet apprentissage en ligne du fait de la COVID-19, les écoles n'ont pas priorisé ce sujet, et ont apprécié que l'ESHA vienne assurer cet enseignement à leur place.

Il a fallu du temps aux éducateurs pour se familiariser avec la technologie Zoom et pour instaurer avec les étudiants la même relation que dans les situations de face-à-face. Toutefois, avec de la pratique, ils ont pu organiser des sessions vivantes et participatives. L'utilisation des dessins animés d'Amaze et du tableau blanc interactif, et l'organisation de petits groupes y ont contribué. Les élèves ont également apprécié de pouvoir poser des questions sans que leurs camarades ne voient de qui elles émanaient, ce qui leur conférait un certain anonymat.

Si, en l'occurrence, la plupart des élèves des zones cibles avaient accès à un ordinateur portable ou à un smartphone, le manque d'accès à la technologie ou à l'Internet à la maison peut constituer un obstacle pour atteindre les apprenants avec l'éducation en ligne.

### 3. Conclusions et clés pour l'avenir

L'éducation complète à la sexualité est un investissement dans la santé et le bien-être des enfants et des jeunes. En tant que forme d'éducation transformatrice, l'ECS fournit aux apprenants des connaissances et des compétences essentielles qui les guideront dans leurs relations avec les autres et dans la vie en général, aujourd'hui et demain. On possède des preuves solides de l'efficacité de l'ECS, qu'il est impératif de dispenser dans une perspective intégrée de santé publique, de respect des droits et d'éducation des populations.

Conscients de ce bien-fondé, la majorité des pays dans le monde s'emploient à dispenser une éducation à la sexualité par le biais de leurs systèmes éducatifs. Les données, les résultats de la recherche et les exemples nationaux fournis dans le présent rapport montrent clairement que des efforts substantiels sont en cours dans de nombreux pays pour que l'éducation à la sexualité soit complète dans son contenu et sa mise en œuvre, et qu'elle soit plus durablement ancrée dans les plus larges efforts de promotion de l'éducation et de la santé.

Bien qu'elle porte des noms différents selon les pays, certains éléments communs témoignent des progrès accomplis : la mise en place d'un environnement politique et légal favorable, l'élaboration de programmes scolaires de plus en plus complets, la formation des enseignants leur permettant de dispenser ce contenu en appliquant une pédagogie centrée sur l'apprenant et les efforts naissants pour assurer le suivi de la couverture.

C'est un processus qui prend du temps et il est donc utile de le voir comme un chemin vers l'éducation complète à la sexualité emprunté par les pays.

Le présent rapport avait pour but de faire le point sur l'état de l'ECS dans le monde, afin d'identifier les domaines dans lesquels des progrès ont été réalisés et ceux pour lesquels des investissements et une attention supplémentaires une attention supplémentaire sont nécessaires. On s'est efforcé de donner un aperçu global, en examinant les progrès réalisés dans le domaine des lois et des politiques, de la couverture, des programmes scolaires, de l'enseignement et de la disponibilité d'un environnement favorable – autant d'ingrédients essentiels pour une ECS durable et de qualité.

Du point de vue des lois et politiques, les données recueillies indiquent que de nombreux pays disposent d'une certaine forme de politique et/ou de loi rendant obligatoire l'éducation à la sexualité, ce qui est souvent le reflet des accords internationaux et régionaux auxquels ils ont souscrit. Bien que cela soit prometteur, le degré d'engagement de ces lois et politiques à l'égard de l'ECS est variable, et il existe toujours un décalage entre la parole politique et sa mise en œuvre. Ce n'est que lorsque les pays appuieront leurs politiques par une planification et un budget national dédié que l'ECS sera pleinement soutenue et distribuée à l'échelle du pays. Comme le montrent les données recueillies dans le cadre du présent rapport, certains pays prennent des mesures dans ce sens, mais il reste encore beaucoup à faire.



#### CLÉS POUR L'AVENIR

- **L'ECS doit être clairement définie comme une obligation dans les cadres politiques et légaux : cela prépare le terrain pour une mise en œuvre efficace et détermine l'attention accordée aux intrants clés de l'éducation, tels que l'élaboration des programmes scolaires et la formation des enseignants.**
- **Des efforts continus sont nécessaires pour s'assurer que l'ECS a un caractère obligatoire dans les lois et/ou les politiques, et qu'elle est soutenue par un budget dédié. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les donateurs ont encore un rôle important à jouer dans le cofinancement des efforts, tout en étant guidés par les priorités nationales.**

Bien que de nombreux pays aient fait état de niveaux de couverture élevés, ces informations doivent être considérées avec prudence. Si les progrès rapportés au niveau national peuvent sembler substantiels, une grande partie des données sont auto-déclarées au niveau national, et les indicateurs de couverture ne sont pas nécessairement

synonymes de qualité de contenu ou d'enseignement. Il est donc important de s'appuyer sur une série variée de sources d'information. Lorsque c'est le cas, on constate clairement qu'il y a encore beaucoup à faire pour améliorer la couverture d'une ECS réellement complète et de qualité.



### CLÉS POUR L'AVENIR

- Il convient de poursuivre les efforts pour accroître la couverture de l'ECS, en les associant à de véritables investissements dans les matériels d'apprentissage des enseignants, ainsi que dans leur formation et leur soutien, pour garantir que l'ECS est toujours de bonne qualité. Better monitoring of coverage, alongside efforts to monitor the quality of CSE are needed at a national level to help guide scale-up efforts. This includes efforts to link CSE with the provision of SRHR services and commodities for young people.
- Un meilleur suivi de la couverture de l'ECS ainsi que des efforts pour en contrôler la qualité sont nécessaires au niveau national pour guider les travaux de mise en œuvre à grande échelle. Il faut notamment s'efforcer de lier l'ECS à la fourniture de services et de produits en matière de santé et droits sexuels et reproductifs pour les jeunes.

En ce qui concerne les programmes scolaires, de nombreux pays disposent de programmes nationaux et s'orientent vers un contenu étendu adapté aux différents groupes d'âge (exhaustivité) et vers un enseignement obligatoire. Dans certains cas, les programmes couvrent un large éventail de sujets, concernant tous les groupes d'âge, et ne se limitent pas à l'acquisition de connaissances mais visent aussi à développer des compétences. Il est prometteur de constater qu'aux niveaux tant primaire que secondaire, les pays déclarent inclure un éventail de sujets dans leur programme d'éducation à la sexualité, des thèmes comme le VIH et le sida et la puberté étant bien couverts. Toutefois, le présent rapport constate que des lacunes importantes

subsistent, certains sujets essentiels n'étant toujours pas suffisamment intégrés. Il est inquiétant de constater qu'au niveau secondaire, plus de 40 % des pays indiquent que des sujets essentiels comme le genre, la grossesse, les relations interpersonnelles ou la violence sont soit « brièvement » soit « pas du tout » couverts dans les programmes scolaires. Les contenus sur la contraception, la diversité sexuelle ou l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive sont exclus d'une plus grande proportion de programmes scolaires nationaux. De plus, lorsqu'on les interroge, enseignants et apprenants déclarent que même lorsqu'un sujet figure dans le programme, il n'est pas nécessairement enseigné en classe.



### CLÉS POUR L'AVENIR

- Des efforts continus sont nécessaires pour s'assurer que les programmes scolaires couvrent un large éventail de sujets essentiels, conformément aux principes directeurs internationaux, et que cela se fait en lien avec les efforts visant à renforcer les compétences des enseignants à appliquer fidèlement le programme (voir plus bas).
- Les pays peuvent investir dans des analyses approfondies de la conformité de leurs programmes scolaires aux orientations internationales, en utilisant des outils tels que l'Outil de revue et analyse de l'éducation sexuelle (SERAT), afin d'identifier leurs points forts et leurs points faibles.

Les données recueillies indiquent que la préparation des enseignants a été renforcée et que la formation initiale se développe, en plus de la formation continue. On trouve aussi des exemples positifs d'utilisation des méthodes d'enseignement participatives dans divers contextes à travers le monde. Cependant, étant donné que de

nombreux enseignants manquent encore de confiance en eux et que la mise en œuvre n'est pas toujours à la hauteur, il est nécessaire d'investir davantage dans la formation continue et le soutien aux enseignants, condition essentielle pour garantir la qualité de l'enseignement.



### CLÉS POUR L'AVENIR

- Il faut des investissements supplémentaires dans la formation initiale et continue des enseignants. Chaque pays s'y emploiera différemment, compte tenu qu'il existe différents modèles d'intégration de l'ECS dans le programme scolaire.
- Les efforts doivent porter sur une formation de qualité afin d'accroître les connaissances des enseignants, ainsi que leur utilisation des compétences pédagogiques requises pour dispenser l'ECS efficacement. Cela inclut des compétences en matière d'application des méthodes participatives et de pédagogie sexotransformatrice. Compte tenu de l'importance des normes sociales entourant l'éducation à la sexualité, dans de nombreux contextes, il peut être nécessaire de travailler avec les enseignants pour qu'ils remettent en question leurs propres attitudes, valeurs et préjugés, qui influencent leur capacité à dispenser l'ECS.
- Il est également nécessaire d'investir dans de nouvelles recherches sur les modèles de formation des enseignants qui fonctionnent et qui peuvent être étendus de manière rentable sans compromettre la qualité. Il faut notamment continuer à étudier les possibilités d'intégrer l'utilisation de plates-formes numériques dans les modèles traditionnels de formation des enseignants, et d'autres formes d'apprentissage hybride et d'innovation.

L'ECS a son plus grand impact lorsqu'elle est mise en œuvre dans un environnement favorable. Dans de nombreux pays, il y a des preuves d'un soutien politique fort, et de l'implication d'un éventail de parties prenantes, notamment les parents et les chefs religieux, pour soutenir l'ECS. Cela permet à la fois de s'assurer que l'ECS est bien comprise, de combattre les idées fausses à l'origine d'oppositions infondées et de garantir que l'ECS est

adaptée à la culture et au contexte locaux. Il existe, malgré cela, des cas inquiétants de pays qui font marche arrière et bloquent la mise en œuvre de l'ECS dans les écoles. Cette opposition est souvent le fait d'un groupe restreint mais bruyant, parfois téléguidé de l'étranger, et qui s'appuie sur des idées fausses concernant les effets de l'ECS ou sur le sentiment qu'elle est en contradiction avec les normes culturelles ou religieuses.



### CLÉS POUR L'AVENIR

- L'expérience d'une opposition dans certains pays souligne la nécessité de continuer à défendre, en se référant aux données disponibles, la contribution de l'ECS à la prévention et à la gestion des problèmes de santé, ainsi qu'aux droits des enfants et des adolescents.
- Les efforts continus de collaboration avec le gouvernement, afin de l'aider à comprendre les bénéfices à long terme de l'ECS, et l'implication d'un éventail de parties prenantes dans la conception et la mise en œuvre (parents, chefs religieux, jeunes, par exemple), se sont révélés efficaces pour aider à éviter les oppositions.

Bien qu'il existe un certain nombre d'indicateurs et d'outils mondiaux pouvant être utilisés pour suivre les progrès réalisés dans le domaine de l'ECS, tous les pays ne font pas rapport sur ces indicateurs, et il n'y a actuellement aucun mécanisme unique et coordonné de suivi de l'ECS. La vaste panoplie d'indicateurs existants, qui poursuivent généralement des objectifs différents,

fournit certes un tableau composite, mais qui a ses inconvénients et ses limites. S'il existait un ensemble commun d'indicateurs convenus au niveau mondial et faisant l'objet d'un rapport uniforme, les progrès réalisés vers la mise en œuvre d'une ECS efficace pourraient être plus systématiquement recensés et analysés à l'avenir.



### CLÉS POUR L'AVENIR

- Il sera essentiel de continuer à suivre les progrès accomplis pour s'assurer que les activités sont menées comme prévu et qu'elles reflètent les engagements nationaux, régionaux et internationaux en faveur de l'ECS, tout en identifiant et en éliminant les obstacles.
- Il convient de renforcer l'utilisation des indicateurs existants recommandés au niveau mondial pour suivre la situation de l'ECS (l'existence d'une politique et de programmes scolaires, et l'état de la couverture, par exemple), et d'envisager d'introduire de nouveaux indicateurs pour mesurer sa qualité et, éventuellement, son impact.
- Pour dresser un tableau composite des progrès réalisés en direction de l'ECS, il est essentiel de recueillir des informations puisées à différentes sources, notamment en interrogeant les enseignants et les apprenants sur leurs expériences et leurs besoins de manière à la fois transversale et longitudinale tout au long de la vie.

Partout dans le monde, on observe un mouvement puissant de soutien à la marche des pays vers l'éducation complète à la sexualité, de partage des exemples de bonnes pratiques et de plaidoyer collectif en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs des adolescents et des jeunes. En dépit de divers défis et de quelques revers, il existe de nombreux exemples de progrès, ainsi que les preuves d'une tendance mondiale positive à la mise en œuvre d'une ECS efficace, sexotransformatrice et fondée sur les droits. Au niveau mondial, la plupart des gouvernements et un large éventail d'autres parties prenantes s'engagent à poursuivre ce chemin jusqu'à son terme, dans le respect des différences culturelles et contextuelles, mais aussi du droit des enfants et des jeunes à l'éducation, pour leur permettre de prendre

des décisions saines et bien informées, aujourd'hui et à l'avenir. Il sera important de continuer à soutenir et encourager les pays dans cette voie, notamment en investissant dans la recherche pour informer les meilleures pratiques. Il est également essentiel de fournir des conseils pour aider les pays à transformer les politiques en pratiques et à continuer d'adapter l'ECS aux besoins et aux priorités changeants auxquels les adolescents seront inévitablement confrontés à l'avenir. Il sera important de continuer à suivre ce cheminement, en soutenant les gouvernements, en leur demandant de rendre compte de leurs engagements, et en veillant, en définitive, à ce que les apprenants, dans chaque salle de classe, reçoivent une éducation à la sexualité qui soit réellement complète.

# Annexes

## Annexe 1: Liste des interlocuteurs clés

Des entretiens auprès d'interlocuteurs clés ont été menés avec les experts suivants et ont servi de base à la série d'études de cas figurant dans le présent rapport.

- Tej Ram Jat & Oloth Sene-Asa, FNUAP, République démocratique populaire lao
- Lucy Emmerson, Sex Education Forum
- Olfa Lazreg, FNUAP, Tunisie
- Vandana Nair, Centre for Catalyzing Change, Inde
- Raisa Cacciatore, Susanne Ingman-Friberg et Henriikka Kangaskoski, la Fédération des familles de Finlande
- Suzanne Hargreaves, Education Scotland, Gouvernement écossais
- Hans Olsson, Kerstin Isaxon, Association suédoise pour l'éducation sexuelle (Suédois : Riksförbundet för sexuell upplysning, RFSU)
- Alice Mwewa Saili, Mwilu Lenard Mumbi et Remmy Mukonka, UNESCO Luzaka
- Ngozi Amanze Onyedikachi, UNESCO Abuja
- Aina Heita-Kantewa, UNESCO Windhoek
- Tigran Yepoyan, Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation, Moscou
- Naomi Mnthali, UNESCO Harare
- Saidou Oummoul et Tayim Dzounesse, UNESCO Yaoundé
- William Ngue et Xavier Hospital, UNESCO Dakar
- Daniel Reyes Pace, Consultant, Chili
- Anna-Kay Magnus Watson, Ministère de l'éducation, Jamaïque
- Sheena Hadi, Aahung, Pakistan
- Esther Corona, consultante indépendante, Mexique
- Drashko Kostovski, Réseau européen de l'IPPF
- Kristina Birk-Vellemaa, Association estonienne pour la santé sexuelle, Estonie

## Annex 2: Informations sur les outils de mesure et les indicateurs mondiaux existants utilisés dans le rapport

Dresser le bilan de la situation actuelle de l'éducation complète à la sexualité (ECS) au niveau national – et en brosse ainsi un tableau à l'échelle mondiale – jette les bases de l'évaluation des progrès et du recensement des lacunes en la matière, mais pose plusieurs difficultés.

Celles-ci découlent en partie du nombre et de la diversité des variables à prendre en compte. Le suivi de la situation de l'éducation sexuelle doit prendre en compte le contexte juridique et politique, la qualité et l'exhaustivité du programme scolaire, des données quantitatives sur sa portée, la préparation et les capacités des enseignants, les systèmes et les pratiques de suivi et d'évaluation, ainsi que d'autres mesures donnant un aperçu de l'enseignement dispensé en classe. Il importe également d'étudier les aspects plus généraux d'un environnement favorable aux jeunes, notamment l'accès aux services de santé, car l'ECS donne de meilleurs résultats lorsqu'elle est dispensée en concertation avec des services de santé adaptés aux jeunes.

La version révisée des Principes directeurs internationaux des Nations Unies sur l'éducation sexuelle (ITGSE) définit les composantes essentielles de programmes d'éducation sexuelle efficaces et fondés sur des données factuelles. Toutefois, les contextes nationaux sont variés et il n'existe aucune norme minimale délimitant le terme « complète ». Les définitions des termes clés – de ce qu'on entend par « complète » jusqu'aux notions de « droits de l'homme » et de « normes de genre » – ne sont pas harmonisées et font l'objet d'interprétations divergentes. Les contextes varient énormément, que ce soit au sein des pays ou entre eux.

Ces dernières années, une série d'outils d'évaluation ont été mis au point et des indicateurs ont été proposés, qui, pris ensemble, donnent une première idée de l'état de l'ECS dans le monde. Ainsi, l'indicateur thématique 4.7.2 des objectifs de développement durable (ODD) fournit des informations quantitatives sur le nombre d'écoles qui dispensent une éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie. L'outil de revue et analyse de l'éducation sexuelle (SERAT), élaboré par l'UNESCO, s'appuie sur un processus participatif pour recueillir des informations dans un certain nombre de domaines et générer ainsi un ensemble de notations concernant les politiques, les programmes scolaires et la réalité de l'enseignement. Les données recueillies à partir de ces outils et indicateurs et d'autres outils et indicateurs existants ont servi de base au présent rapport. Ces différents outils et indicateurs sont présentés dans les tableaux A et B ci-après.

**Tableau A**  
**INDICATEURS MONDIAUX EXISTANTS**

Processus mondial de collecte de données comportant des indicateurs relatifs à l'ÉCS	Définition	Informations recueillies	Observations
<p><b>Indicateur thématique 4.7.2 des ODD</b></p>	<p>L'indicateur thématique 4.7.2 des ODD « Pourcentage d'établissements scolaires ayant dispensé une éducation à la sexualité et à la prévention du VIH basée sur les compétences utiles dans la vie au cours de l'année scolaire précédente » évalue les progrès réalisés dans la mise en place d'une éducation sexuelle et sur le VIH basée sur les compétences utiles dans la vie dans toutes les écoles<sup>1</sup>.</p> <p>Cet indicateur est également l'un des indicateurs de base permettant de mesurer la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au sida et a été intégré au système national d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE) de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne.</p> <p>Les données relatives à l'indicateur 4.7.2 des ODD qui figurent dans le rapport datent de 2018.</p>	<p>Cet indicateur mesure la proportion d'écoles qui dispensent une éducation à la sexualité et à la prévention du VIH basée sur les compétences utiles dans la vie, dans le cadre du programme officiel ou bien d'activités périscolaires. Il rend compte du programme scolaire enseigné à l'appui des programmes nationaux de prévention du VIH et apporte des informations utiles sur la couverture de l'éducation à la sexualité et à la prévention du VIH basée sur les compétences utiles dans la vie en milieu scolaire, ainsi que sur l'évolution de la couverture si les données sont collectées et comparées dans le temps. Il a été approuvé par le Groupe de coopération technique (GCT) sur les indicateurs de l'ODD 4 à sa quatrième réunion, en janvier 2018.</p> <p>L'indicateur thématique 4.7.2 des ODD s'appuie sur deux sources de données : le recensement scolaire annuel (pour les pays qui ont intégré cet indicateur dans leur SIGE) ; et l'enquête annuelle de l'ISU sur l'éducation formelle (ASFE).</p>	<p><b>Avantage:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Cette mesure, qui s'effectue dans le cadre de rapports soumis par les pays au titre d'un programme de grande envergure et intersectoriel destiné à orienter les investissements publics jusqu'en 2030, peut se révéler performante.</li> </ul> <p><b>Limites:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Jusqu'à présent, un nombre très limité de pays (essentiellement les pays de la SADC ont intégré cet indicateur dans leur SIGE.</li> <li>● Le nombre de rapports sur cet indicateur est encore assez faible.</li> </ul>

<sup>1</sup> <http://tcg.uis.unesco.org/target-4-7/>

Processus mondial de collecte de données comportant des indicateurs relatifs à l'ECS	Définition	Informations recueillies	Observations
<p><b>Instrument relatif aux politiques et engagements nationaux (NPI)</b></p>	<p>Cet instrument est utilisé depuis 2003 pour évaluer les lois et les politiques relatives au sida, à partir des rapports soumis tous les deux ans par les pays. À l'issue de son réexamen approfondi, mené entre 2014 et 2016, l'outil révisé sert depuis 2017 à recueillir des données sur les progrès réalisés dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques liées à la réponse du secteur de l'éducation face au sida.</p> <p>Il fait partie des indicateurs de base renseignés et soumis par les pays dans le cadre du suivi mondial de la lutte contre le sida (Global AIDS Monitoring), un rapport établi tous les deux ans.</p> <p>Les données communiquées par les pays dans le cadre du NPI qui figurent dans ce rapport datent de 2017 et 2019.</p>	<p>Les questions (135 A-C) du NPI relatives à la réponse du secteur de l'éducation au VIH au moyen de l'ECS en milieu scolaire portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● l'existence de politiques éducatives guidant l'enseignement d'une éducation à la sexualité et au VIH basée sur les compétences utiles dans la vie à l'intention des jeunes, conformément aux normes internationales, dans les établissements primaires et secondaires ;</li> <li>● le pourcentage d'établissements primaires/secondaires appliquant pleinement la politique (quatre options : 0-25 %, 26-50 %, 51-75 %, 76-100 %) dans le questionnaire de 2019 ;</li> <li>● l'existence de politiques éducatives rendant obligatoire la formation des enseignants à l'éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences utiles dans la vie.</li> </ul>	<p>Avantage:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Le NPI est collecté tous les deux ans depuis 2003, et plus de 100 pays y participent.</li> </ul> <p>Limites:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Le NPI ne recueille pas d'informations sur le caractère exhaustif des politiques, le caractère exhaustif et autres caractéristiques du programme scolaire, ni sur le caractère exhaustif et autres caractéristiques de la formation des enseignants.</li> <li>● Le fait de présenter l'ECS comme une composante essentielle de la réponse au VIH/sida facilite la collecte de données dans certains pays, mais peut s'avérer moins productif dans les pays où il n'y a pas d'épidémie généralisée de VIH.</li> </ul>
<p><b>Indicateurs de l'UBRAF relatifs aux compétences utiles dans la vie et à l'éducation sexuelle</b></p>	<p>Le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) d'ONUSIDA est un ensemble d'indicateurs utilisés pour suivre les progrès du Programme commun ONUSIDA (dont 11 organismes coparrainant) en faveur de la réalisation de la Stratégie 2016-2021<sup>2</sup>. Les organismes des Nations Unies rendent compte des programmes ciblés de prévention combinée du VIH au niveau national.</p>	<p>L'UBRAF collecte des données sur les indicateurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● le pourcentage de pays où l'éducation à la sexualité et à la prévention du VIH basée sur les compétences utiles dans la vie et tenant compte des questions de genre fait partie du programme scolaire dans les écoles primaires ;</li> <li>● le pourcentage de pays où l'éducation à la sexualité et à la prévention du VIH basée sur les compétences utiles dans la vie et tenant compte des questions de genre fait partie du programme des établissements secondaires ;</li> <li>● le pourcentage de pays ayant intégré, dans les systèmes nationaux de suivi de l'éducation, des indicateurs de base pour mesurer la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au sida, conformément aux recommandations de l'Équipe spéciale interinstitutions sur l'éducation ;</li> <li>● le pourcentage de pays ayant mis en place des politiques favorables à la santé sexuelle et procréative des adolescents et des jeunes.</li> </ul>	<p>Avantage:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Environ 90 pays y participent et rendent compte des indicateurs pertinents depuis 2016.</li> </ul> <p>Limites:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● La fiabilité des rapports est un sujet de préoccupation, car le processus de collecte des données varie selon les pays et car la provenance des données des pays n'est pas toujours clairement précisée.</li> <li>● En tant que mesure des progrès réalisés en matière de prévention du VIH, elle peut ne pas être considérée comme une priorité dans certains pays.</li> </ul>

2 [https://www.unaids.org/sites/default/files/media\\_asset/UNAIDS\\_PCBA4\\_2018\\_PMR\\_SRA-indicator-report\\_FR.pdf](https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/UNAIDS_PCBA4_2018_PMR_SRA-indicator-report_FR.pdf)

**Tableau B**  
**OUTILS DE MESURE EXISTANTS**

Outils de suivi et d'évaluation de l'état d'avancement de l'ESC	De quoi s'agit-il ?	Informations recueillies	Observations
<p><b>Outil de revue et analyse de l'éducation sexuelle (SERAT)</b></p>	<p>Outil complet élaboré par l'UNESCO pour collecter et analyser des données sur les programmes de prévention du VIH et d'éducation sexuelle dans les établissements primaires et secondaires, du point de vue de leur conformité aux bonnes pratiques internationales décrites dans les ITGSE révisés de l'ONU<sup>3</sup>. Cet outil fournit un examen détaillé du contenu des programmes scolaires par classe d'âge, de la formation des enseignants et des politiques, ainsi qu'un aperçu des indicateurs sanitaires et sociaux nationaux pour mettre en évidence les principaux défis du pays. Les résultats, une fois saisis dans l'outil basé sur Excel, sont automatiquement présentés sous forme de diagrammes à barres.</p> <p>L'UNESCO et ses partenaires appliquent le SERAT dans plus de 30 pays, principalement en Afrique subsaharienne et dans la région Amérique latine et Caraïbes.</p>	<p>EDonnées sur l'éducation et la santé publique, dont des données sur la scolarisation, la parité entre les sexes dans les écoles, le VIH et les IST, la santé procréative, la violence fondée sur le genre, etc.</p> <p>Lois, politiques et lignes directrices qui favorisent ou freinent la mise en œuvre de l'ECSE, y compris les liens avec les services de santé.</p> <p>Objectifs du programme et processus d'élaboration des programmes scolaires.</p> <p>Contenu des programmes/de l'enseignement, selon quatre tranches d'âge : 5-8 ans, 9-12 ans, 12-15 ans, 15 ans et plus, et à travers huit concepts clés identifiés par les ITGSE révisés de l'ONU.</p> <p>Place de l'ECSE dans le programme scolaire : intégrée ou autonome, obligatoire et sanctionnée par un examen.</p> <p>L'enseignement et l'apprentissage, y compris les principes et les méthodes pédagogiques, le matériel à disposition des enseignants, le matériel à disposition des étudiants, l'existence de lignes directrices sur l'environnement d'apprentissage.</p> <p>Formation des enseignants, compétences acquises, autres personnes participant à l'enseignement.</p> <p>Systèmes et pratiques nationaux de suivi et d'évaluation, et disponibilité des données pour plusieurs indicateurs clés.</p>	<p>Avantages:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le SERAT couvre un grand nombre des éléments essentiels de la mise en œuvre de l'ECSE. Il synthétise les réponses détaillées en notes correspondant à des codes couleurs, afin de fournir une image synthétique quantifiée. Le SERAT fournit un rapport sur la mise en œuvre de l'ECSE, qui peut ensuite être utilisée comme une base de référence à partir de laquelle il est possible de suivre périodiquement l'état d'avancement, en documentant les changements dans le temps. C'est pourquoi le SERAT est d'une grande utilité pour les personnes qui participent à la mise en œuvre de l'ECSE, et leur permet de suivre les progrès et de renforcer la programmation.</li> <li>Le SERAT est conçu pour être utilisé dans le cadre d'un processus multipartite. L'expérience nationale montre qu'il est important de s'appuyer sur un organisateur connaissant bien l'outil, et que le processus de saisie est mieux réalisé dans le cadre d'un atelier de plusieurs jours.</li> </ul> <p>Limite:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le SERAT comporte de nombreuses questions, auxquelles répondre demande beaucoup de temps et d'efforts. Certaines des questions peuvent être interprétées différemment selon les contextes. Bien qu'il soit destiné à être appliqué dans le cadre d'un processus participatif multipartite, il ne suggère pas explicitement d'associer les jeunes au processus.</li> </ul>

3 <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260770>

Outils de suivi et d'évaluation de l'état d'avancement de l'ESC	De quoi s'agit-il ?	Informations recueillies	Observations
<p><b>Questionnaire BZqA / IPPF</b></p>	<p>Questionnaire en cinq parties (33 questions), élaboré et administré par l'IPPF dans le cadre de l'examen de 2018 sur l'éducation sexuelle en Europe et en Asie centrale (<i>Sexuality Education in Europe and Central Asia, Ketting et Ivanova, 2018</i>).</p>	<p>Lois, politiques et normes nationales relatives à l'éducation sexuelle, dont des questions sur l'intégration, l'existence d'un programme d'enseignement et son caractère obligatoire.</p> <p>Mise en œuvre de l'éducation sexuelle, dont des questions relatives au contenu, à la formation des enseignants, au matériel pédagogique, aux liens avec les services de santé, à la participation des parents, aux ONG, aux activités extrascolaires, aux mesures visant à atteindre les jeunes vulnérables, au suivi et à l'évaluation.</p> <p>Obstacles à l'ESC, en mettant l'accent sur la question de l'opposition.</p> <p>Des services de santé sexuelle et procréative adaptés aux jeunes.</p> <p>Données sur les droits en matière de santé sexuelle et procréative des jeunes.</p>	<p><b>Avantage:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Enquête plus facile à gérer que l'imposant outil SERAT, et peut-être plus appropriée pour générer des rapports d'étape destinés à la fois à des publics internes et externes, y compris en vue d'une analyse comparative entre pays. Seul outil qui comprend une question sur les obstacles à la mise en œuvre, axée sur les résistances.</li> </ul> <p><b>Limites:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Dans certains cas, l'utilisation de réponses à choix multiples échelonnées ou classées pourrait se révéler plus simple pour les répondants que des questions ouvertes, tout en étant plus nuancée que des questions fermées (Oui/Non).</li> <li>● La partie sur les lois et les politiques devrait interroger sur l'existence d'une politique portant spécifiquement sur l'ESC.</li> <li>● La question sur les oppositions est intéressante, mais aucun autre obstacle n'est identifié.</li> <li>● Comme c'est le cas avec d'autres outils, certaines des questions relatives à la disponibilité des services et aux données démographiques et sanitaires pourraient être trouvées ailleurs. Le choix de les inclure ou non peut dépendre de l'objectif de l'évaluation.</li> </ul>

Outils de suivi et d'évaluation de l'état d'avancement de l'ESC	De quoi s'agit-il ?	Informations recueillies	Observations
<p><b>Enquête 2019 2020 sur la situation de l'ESC</b></p>	<p>Enquête menée en 2019-2020 sur la situation de l'ESC (26 questions) dans 60 pays de quatre régions – Asie et Pacifique, Afrique subsaharienne et Amérique latine et Caraïbes (gérée par différents partenaires dans les régions, notamment l'UNESCO, le FNUAP et l'IPPF).</p>	<p>Lois et politiques nationales relatives à l'éducation sexuelle, y compris des questions sur l'intégration, l'existence d'un programme scolaire et le caractère obligatoire ou non de cet enseignement.</p> <p>Mise en œuvre de l'éducation sexuelle, dont des questions sur les modalités d'enseignement, la formation des enseignants, le taux de scolarisation, le matériel pédagogique, le financement ainsi que sur le suivi et l'évaluation.</p> <p>Des services adaptés aux jeunes en matière de santé sexuelle et procréative.</p>	<p><b>Avantages</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● L'enquête a permis de recueillir des données par rapport à une liste détaillée d'indicateurs, en complément des données mondiales, et qui apportent des informations pratiques sur la mise en œuvre de l'éducation sexuelle dans un certain nombre de pays.</li> </ul> <p><b>Limites:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● L'enquête a été réalisée dans 60 pays et certaines régions (par exemple, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Europe, l'Amérique du Nord) ne sont pas représentées.</li> <li>● Un certain nombre de réserves peuvent s'exprimer quant à la subjectivité et à l'interprétation des questions de l'enquête. Par exemple, l'exhaustivité des programmes scolaires a été auto évaluée par chaque pays et ne répond pas nécessairement aux normes énoncées dans les ITGSE. Les termes « largement » et « brièvement », appliqués à la couverture des sujets d'éducation sexuelle, n'étaient pas non plus définis dans l'outil d'enquête.</li> </ul>

## Annexe 3

### Tableau des données relatives à la santé des adolescents et à l'enseignement de l'ECS dans un certain nombre de pays

PAYS	DONNÉES SOCIALES ET DE SANTÉ				DONNÉES SUR L'OFFRE D'ÉDUCATION SEXUELLE							
	Prévalence du VIH - Jeunes (15-24) <sup>1</sup>	Connaissance de la prévention du VIH chez les jeunes (15-24) <sup>2</sup>	Attitudes des femmes en matière de violence conjugale (%) <sup>3</sup>	Taux de fécondité des adolescents <sup>4</sup>	Lois et politiques <sup>5</sup>	Programmes scolaires <sup>6</sup>	Utilisation du programme d'études <sup>7</sup>	Couverture des écoles primaires <sup>8</sup>	Couverture des écoles secondaires <sup>8</sup>	Politique/Programme/ Curriculum de formation des enseignants <sup>9</sup>	Surveillance et évaluation (S&E) <sup>10</sup>	Résistance dans la société/opposition à l'ECS <sup>11</sup>
Afghanistan	<0.1 [<0.1 - <0.1]	1.75	80.2	65	Non	CU	MB	0-25%	0-25%	Non	...	Non
Albanie	<0.1 [<0.1 - <0.1]	31.72	6.8	20	PB	CU	MU	76-100%	76-100%	Oui	S&E en marche	Oui
Andorre	... [... - ...]	...	...	...	...	...	...	76-100%	76-100%	...	...	...
Angola	0.8 [0.4 - 1.3]	32.25	25.2	148	PB	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Inclus dans EMIS	Non
Antigua et Barbuda	... [... - ...]	85.67	...	42	PB	...	...	76-100%	76-100%	Oui	...	...
Algérie	<0.1 [<0.1 - <0.1]	...	59	10	PS	Non	...	...	...	Oui	...	...
Argentine	<0.1 [<0.1 - <0.1]	...	2	63	PB	CB	...	...	...	Oui	...	...
Arménie	<0.1 [<0.1 - <0.1]	17.66	10.1	21	PS	...	...	...	76-100%	Non	...	...
Autriche	... [... - ...]	...	...	7	SL	CU	MU	...	...	...	Non	Oui
Azerbaïdjan	<0.1 [<0.1 - <0.1]	14.9	28	56	PS	...	...	...	76-100%	Oui	...	...
Les Bahamas	... [... - ...]	4.4	...	29	PB	...	...	...	...	Oui	...	...
Bahreïn	... [... - ...]	...	...	13	...	...	...	76-100%	76-100%	...	...	...
Bangladesh	... [... - ...]	...	25.4	82	SL	CU	MB	76-100%	76-100%	Oui	...	Non
La Barbade	<0.1 [<0.1 - 0.3]	46.3	3.3	31	PB	...	...	...	...	...	...	...
Belgique	... [... - ...]	...	...	5	SL	CU	MU	...	...	...	S&E en marche	Non
Bénin	0.3 [0.2 - 0.6]	23.87	31.8	84	PB	CS	...	0-25%	76-100%	Oui	...	...
Biélorussie	<0.1 [<0.1 - 0.1]	54.61	4.1	14	PS	Non	...	...	...	Oui	...	...
Bolivie (État plurinational de)	<0.1 [<0.1 - <0.1]	23.66	33.8	64	PS	Non	...	...	51-75%	Oui	...	...
Bosnie-Herzégovine	... [... - ...]	47.5	4.8	9	SL	CU	OU	...	...	...	S&E en marche	Oui
Botswana	7.1 [4.7 - 9.6]	47.2	...	45	PB	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	Non
Bésil	... [... - ...]	...	...	58	Non	Non	...	...	...	Non	Non	...
Brunéi Darussalam	... [... - ...]	...	...	10	PS	...	...	...	76-100%	Oui	...	...
Bulgarie	<0.1 [<0.1 - <0.1]	18.8	...	39	SL	CU	OU	...	...	...	Non	Oui
Burkina Faso	0.3 [0.2 - 0.4]	32.38	43.5	102	PB	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	Non
Burundi	0.5 [0.4 - 0.6]	45.08	61.8	55	PB	CB	...	76-100%	...	Oui	...	...
Bhoutan	... [... - ...]	23.2	68.4	19	Non	CU	MP	76-100%	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	Non
Cap-Vert	0.2 [<0.1 - 0.2]	...	...	73	...	CB	...	51-75%	...	...	...	...
Cambodge	0.1 [0.1 - 0.2]	39.5	50.4	51	PB	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Non	Non
Cameroun	1.0 [0.6 - 1.4]	39.1	36.1	103	PB	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Inclus dans EMIS	...
Tchad	0.5 [0.3 - 0.7]	13.07	73.5	158	...	Non	...	...	...	...	Non	...
Chilie	0.1 [<0.1 - 0.2]	...	...	40	PS	CS	MB	76-100%	76-100%	Oui	Non	Oui
Îles Caïmans	... [... - ...]	...	...	...	...	...	...	...	76-100%	...	...	...
République centrafricaine	1.2 [0.6 - 1.8]	19.43	79.6	127	PB	CB	...	0-25%	0-25%	Oui	...	...
Allemagne	... [... - ...]	...	...	8	PB	CU	MU	...	...	Oui	Non	Oui
Colombie	<0.1 [<0.1 - 0.1]	30.2	3.1	65	PB	CS	MB	26-50%	51-75%	Oui	Pistes d'EMIS	Oui
Les Comores	<0.1 [<0.1 - <0.1]	20.37	39	64	PB	...	...	51-75%	51-75%	Oui	...	...
Congo	1.4 [0.7 - 2.4]	32.58	54.2	111	PB	CB	...	51-75%	51-75%	Oui	...	...
Côte d'Ivoire	0.8 [0.6 - 1.1]	26.63	41.1	116	PB	CB	MB	51-75%	51-75%	Oui	Non	...
Costa Rica	<0.1 [<0.1 - <0.1]	...	...	53	PB	CU	OB	76-100%	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	Oui
Cuba	<0.1 [<0.1 - 0.1]	60.18	3.9	52	PB	CB	...	76-100%	76-100%	Oui	...	...
République tchèque	... [... - ...]	...	...	12	PS	CU	MU	...	76-100%	Oui	S&E en place (partiellement)	Oui
Chine	... [... - ...]	...	...	8	PB	CU	OB	76-100%	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	Non
Chypre	... [... - ...]	...	...	4	SL	CU	MU	...	...	...	Non	Oui
République dominicaine	... [... - ...]	...	...	...	PB	...	...	...	...	Oui	...	...
Equateur	<0.1 [<0.1 - <0.1]	...	...	79	PB	Non	MB	0-25%	0-25%	Oui	Non	Oui
Egypte	<0.1 [<0.1 - <0.1]	5.23	35.7	53	...	Non	...	...	...	...	...	...
Le Salvador	<0.1 [<0.1 - <0.1]	36.5	7.7	69	PB	CB	OB	0-25%	0-25%	Oui	Pistes d'EMIS	...
Érythrée	0.2 [0.1 - 0.3]	27.89	51.4	51	SL	CB	MB	76-100%	76-100%	...	Pistes d'EMIS	Non
Estonie	... [... - ...]	...	...	7	SL	CU	MU	...	...	...	S&E en marche	Non
Eswatini	8.1 [4.4 - 10.6]	49.53	19.9	75	PB	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Non	Non
Ethiopie	0.3 [0.2 - 0.5]	30.52	63	65	PS	Non	...	...	51-75%	Oui	Inclus dans EMIS	...
Les Fidji	<0.1 [<0.1 - <0.1]	...	...	49	PB	CU	OB	76-100%	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	...
Finlande	... [... - ...]	...	...	6	SL	CU	MU	76-100%	76-100%	...	S&E en marche	Non
Gabon	1.0 [0.4 - 1.6]	31.99	50.2	94	PB	CB	...	0-25%	0-25%	Oui	...	...
Gambie	0.4 [0.3 - 0.6]	27.56	49.9	76	...	CB	...	...	...	...	...	...
Géorgie	0.1 [<0.1 - 0.2]	...	...	45	Non	Non	...	...	...	Non	...	Oui
Ghana	0.7 [0.3 - 1.1]	22.15	28.3	66	PB	CS	MB	76-100%	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	Oui
Grenada	... [... - ...]	...	...	28	...	...	...	51-75%	76-100%	...	...	...
Guatemala	<0.1 [<0.1 - <0.1]	22.11	11	70	PB	CB	...	51-75%	51-75%	Oui	...	...
Guinée	0.6 [0.3 - 0.8]	21.7	67.2	133	PS	CB	...	...	51-75%	Oui	...	...
Guinée équatoriale	2.3 [1.1 - 4.2]	18.44	52.6	153	Non	...	...	...	...	Non	...	...
Guinée-Bissau	1.0 [0.5 - 1.5]	22.25	41.8	103	PB	...	...	0-25%	0-25%	Oui	...	...
République démocratique du Congo	0.3 [0.2 - 0.5]	20.41	74.8	123	SL	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Inclus dans EMIS	Oui
République dominicaine	0.3 [0.2 - 0.4]	0.45	2	93	PB	CB	...	0-25%	26-50%	Oui	...	...
Djibouti	0.4 [0.3 - 0.6]	11.3	...	18	...	Non	...	...	...	...	...	...
Guyana	0.3 [0.2 - 0.3]	48.6	10.2	73	PB	CB	...	51-75%	51-75%	Oui	...	...
Haïti	0.7 [0.4 - 1.0]	37.3	16.6	51	Non	Non	...	...	...	Non	Non	...
Honduras	<0.1 [<0.1 - <0.1]	33.44	12.4	72	PB	...	...	0-25%	0-25%	Oui	...	...

PAYS	DONNÉES SOCIALES ET DE SANTÉ				DONNÉES SUR L'OFFRE D'ÉDUCATION SEXUELLE							
	Prévalence du VIH - Jeunes (15-24) <sup>1</sup>	Connaissance de la prévention du VIH chez les jeunes (15-24) <sup>2</sup>	Attitudes des femmes en matière de violence conjugale (%) <sup>3</sup>	Taux de fécondité des adolescents <sup>4</sup>	Lois et politiques <sup>5</sup>	Programmes scolaires <sup>6</sup>	Utilisation du programme d'études <sup>7</sup>	Couverture des écoles primaires <sup>8</sup>	Couverture des écoles secondaires <sup>8</sup>	Politique/ Programme/ Curriculum de formation des enseignants <sup>9</sup>	Surveillance et évaluation (S&E) <sup>10</sup>	Résistance dans la société/ opposition à l'ECS <sup>11</sup>
Hong Kong de la république populaire de Chine	... [... - ...]	...	...	...	...	...	...	76-100%	76-100%	...	...	...
Inde	... [... - ...]	26.17	44.6	12	PS	CS	OB	...	51-75%	Oui	Pistes d'EMIS	Non
Indonésie	... [... - ...]	11.37	32	47	...	CS	MS	...	...	Oui	Non	Non
Iran (République Islamique de)	<0.1 [<0.1 - <0.1]	18.27	...	41	PS	Non	...	...	...	Oui	Non	...
Irlande	<0.1 [<0.1 - <0.1]	...	...	7	PB	CU	MU	...	...	Oui	S&E en marche	Oui
Islande	... [... - ...]	...	...	6	PB	...	...	...	...	Oui	...	...
Îles Marshall	... [... - ...]	...	...	...	Non	...	...	...	...	Oui	...	...
Israël	... [... - ...]	...	...	9	Non	...	...	...	...	...	...	...
Jamaïque	0.3 [0.2 - 0.5]	39.04	11	51	PB	CB	...	76-100%	76-100%	Non	Non	...
Kazakhstan	<0.1 [<0.1 - 0.1]	...	14.2	29	PS	CU	OU	...	76-100%	Oui	S&E en place (partiellement)	Oui
Kenya	1.9 [1.3 - 2.5]	59.89	41.8	74	PB	CB	MB	51-75%	51-75%	Oui	Non	Oui
Kirghizistan	<0.1 [<0.1 - <0.1]	23.4	29.9	32	PS	CB	OU	...	76-100%	Oui	...	Oui
Kiribati	... [... - ...]	...	75.6	15	SL	CU	OB	76-100%	76-100%	Non	...	...
Koweït	... [... - ...]	...	...	8	Non	...	...	...	...	Non	...	...
Lesotho	7.2 [4.2 - 10.1]	35.51	23.6	93	PB	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	Non
Lettonie	<0.1 [<0.1 - <0.1]	...	...	16	SL	CU	MU	...	...	...	S&E en place (partiellement)	Oui
Libéria	0.8 [0.4 - 1.1]	33.55	42.5	136	PB	Non	...	76-100%	76-100%	Oui	...	...
Libye	<0.1 [<0.1 - <0.1]	...	...	6	Non	...	...	...	...	Non	...	...
Lituanie	<0.1 [<0.1 - <0.1]	70.7	...	10	PB	...	...	...	...	Oui	...	...
Luxembourg	... [... - ...]	...	...	5	PS	...	...	...	...	Oui	...	...
Madagascar	<0.1 [<0.1 - <0.1]	24.1	41	108	PB	CB	OB	51-75%	51-75%	Oui	...	Non
Malaisie	0.2 [0.1 - 0.2]	41.4	...	13	PS	CU	MB	76-100%	76-100%	Oui	Non	Non
Malawi	3.1 [2.0 - 4.3]	41.86	16.3	132	PB	CB	MP	76-100%	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	Non
Les Maldives	... [... - ...]	35.49	25.8	7	SL	CU	MB	76-100%	76-100%	...	Pistes d'EMIS	Non
Mali	0.6 [0.4 - 0.8]	15.8	79.4	167	PB	CS	MS	...	...	Oui	Pistes d'EMIS	...
Malte	... [... - ...]	...	...	12	PB	...	...	...	...	Oui	...	...
Maurice	0.2 [0.2 - 0.3]	31.8	...	25	PS	...	...	...	76-100%	Oui	...	...
Mauritanie	<0.1 [<0.1 - <0.1]	57.8	24.9	70	PB	Non	...	76-100%	0-25%	Non	...	...
Macao SAR, Chine	... [... - ...]	...	...	...	...	...	...	76-100%	76-100%	...	...	...
République démocratique populaire lao	0.1 [<0.1 - 0.1]	25.13	29.5	65	PB	CB	MP	76-100%	0-25%	Oui	...	Non
Fédération de Russie	... [... - ...]	...	...	20	Non	CU	MU	...	...	...	...	Oui
Philippines	0.1 [<0.1 - 0.2]	15.05	10.9	55	PB	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Non	Non
Macédoine du Nord	... [... - ...]	...	14.5	15	Non	...	...	...	...	...	...	Oui
Maroc	<0.1 [<0.1 - <0.1]	22.22	...	31	PB	CB	...	...	26-50%	Oui	...	...
Mexique	... [... - ...]	...	5	59	SL	CU	MB	76-100%	76-100%	Oui	Non	Oui
Micronésie (États fédérés de)	... [... - ...]	...	...	13	Non	...	...	...	...	Non	...	...
Monaco	... [... - ...]	...	...	...	PS	...	...	76-100%	76-100%	Non	...	...
Mongolie	<0.1 [<0.1 - <0.1]	22.12	9.3	31	PB	CU	MB	76-100%	76-100%	Oui	...	Non
Monténégro	<0.1 [<0.1 - <0.1]	43.83	6.1	9	Non	...	...	...	...	Non	...	...
Mozambique	5.0 [2.4 - 7.9]	30.55	13.3	146	PB	CB	OB	76-100%	76-100%	Oui	Non	Non
Myanmar	0.3 [0.2 - 0.4]	16.65	51.2	28	Non	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Non	Oui
Namibie	3.8 [2.5 - 5.2]	58.25	28.2	62	PB	CB	MB	51-75%	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	Oui
Nauru	... [... - ...]	...	...	...	PB	...	...	...	...	Non	...	...
Népal	<0.1 [<0.1 - <0.1]	27.81	28.5	64	PS	CS	MP	76-100%	0-25%	Oui	...	Non
Nicaragua	<0.1 [<0.1 - <0.1]	16.01	...	83	PS	CB	...	...	76-100%	Oui	...	...
Niger	<0.1 [<0.1 - <0.1]	21.5	59.6	184	PB	CB	...	76-100%	76-100%	Oui	...	...
Nigéria	0.5 [0.2 - 0.8]	40.8	28	105	PB	CS	MP	...	...	Oui	Inclus dans EMIS	Oui
Niué	... [... - ...]	...	...	...	Non	...	...	...	...	Non	...	...
Nouvelle Zélande	<0.1 [<0.1 - <0.1]	...	...	19	PB	...	...	26-50%	26-50%	Non	...	...
Oman	<0.1 [<0.1 - <0.1]	...	7.9	13	PS	...	...	...	51-75%	Non	...	...
Pays-bas	<0.1 [<0.1 - <0.1]	...	...	4	SL	CU	MU	...	...	...	S&E en place (partiellement)	Non
Pakistan	<0.1 [<0.1 - <0.1]	4.29	41.1	38	SL	CU	MB	76-100%	76-100%	Oui	Non	Oui
Palau	... [... - ...]	...	...	...	PB	...	...	...	...	Oui	...	...
Palestine	... [... - ...]	...	...	...	...	...	...	...	0-25%	...	...	...
Panama	... [... - ...]	...	5.7	81	Non	Non	...	...	...	Oui	...	...
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0.2 [0.1 - 0.4]	25	69.8	52	PB	CS	MS	76-100%	76-100%	Oui	...	Non
Paraguay	0.2 [<0.1 - 0.4]	...	6	70	Non	Non	...	...	...	Non	...	...
Pérou	<0.1 [<0.1 - <0.1]	75.3	...	56	PB	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Non	Oui
Qatar	... [... - ...]	20.25	6.6	10	...	...	...	76-100%	76-100%	...	...	...
République de Corée	... [... - ...]	...	...	1	Non	...	...	...	...	Oui	...	...
République de Moldavie	0.1 [0.1 - 0.2]	34.29	11.2	22	PS	CS	...	76-100%	51-75%	Oui	...	...
Rwanda	0.9 [0.6 - 1.2]	64.5	41.4	39	PB	CB	...	76-100%	76-100%	Oui	...	...
Samoa	... [... - ...]	...	36.5	23	SL	CU	MB	76-100%	51-75%	Oui	Pistes d'EMIS	Oui
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	... [... - ...]	...	...	48	PB	...	...	76-100%	76-100%	...	...	...
Sainte-Lucie	... [... - ...]	...	6.5	40	PS	...	...	...	76-100%	Oui	...	...
Suisse	... [... - ...]	...	...	3	SL	CU	MU	...	...	...	Non	Oui
Arabie Saoudite	... [... - ...]	...	...	7	Non	...	...	...	...	Non	...	...
Émirats arabes unis	... [... - ...]	...	...	6	PS	...	...	...	...	...	...	...
Espagne	<0.1 [<0.1 - 0.1]	...	...	7	PB	CU	MU	...	...	Oui	Non	Oui
Îles Salomon	... [... - ...]	...	76.7	78	SL	CU	MB	51-75%	51-75%	Oui	Pistes d'EMIS	...
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	... [... - ...]	...	...	13	SL	CU	MU	...	...	...	S&E en marche	Oui

PAYS	DONNÉES SOCIALES ET DE SANTÉ				DONNÉES SUR L'OFFRE D'ÉDUCATION SEXUELLE							
	Prévalence du VIH - Jeunes (15-24) <sup>1</sup>	Connaissance de la prévention du VIH chez les jeunes (15-24) <sup>2</sup>	Attitudes des femmes en matière de violence conjugale (%) <sup>3</sup>	Taux de fécondité des adolescents <sup>4</sup>	Lois et politiques <sup>5</sup>	Programmes scolaires <sup>6</sup>	Utilisation du programme d'études <sup>7</sup>	Couverture des écoles primaires <sup>8</sup>	Couverture des écoles secondaires <sup>8</sup>	Politique/Programme/Curriculum de formation des enseignants <sup>9</sup>	Surveillance et évaluation (S&E) <sup>10</sup>	Résistance dans la société/opposition à l'ECS <sup>11</sup>
République arabe syrienne	<0.1 [ $<0.1 - <0.1$ ]	...	...	38	PB	...	...	...	...	Oui	...	...
République-Unie de Tanzanie	1.7 [1.0 - 2.4]	43.08	58	117	PB	CB	MB	51-75%	51-75%	Oui	Pistes d'EMIS	...
São Tomé-et-Príncipe	... [... - ...]	42.65	19.1	93	PB	...	...	26-50%	51-75%	Non	...	...
Sénégal	<0.1 [ $<0.1 - <0.1$ ]	27.5	45.7	71	PB	CS	...	76-100%	76-100%	Oui	Non	Oui
Serbie	<0.1 [ $<0.1 - <0.1$ ]	51.39	3.8	14	PP	...	...	76-100%	...	Oui	...	Oui
Seychelles	... [... - ...]	...	...	61	PB	...	...	26-50%	51-75%	Oui	...	...
Sierra Léone	0.9 [0.5 - 1.3]	29.13	52.6	110	PB	CB	...	0-25%	0-25%	Oui	...	...
Singapour	<0.1 [ $<0.1 - <0.1$ ]	...	...	4	PS	...	...	...	76-100%	Oui	...	...
Somalie	<0.1 [ $<0.1 - <0.1$ ]	...	...	98	...	Non	...	...	...	...	...	...
Sri Lanka	<0.1 [ $<0.1 - <0.1$ ]	...	...	21	SL	CU	OS	...	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	Non
Afrique du Sud	6.8 [3.4 - 10.2]	45.8	5.5	68	PB	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	Oui
Soudan	<0.1 [ $<0.1 - <0.1$ ]	...	34	61	PB	Non	...	...	...	Oui	...	...
Sud Sudan	1.0 [0.5 - 1.6]	...	78.5	59	PB	CB	MB	0-25%	0-25%	Oui	Pistes d'EMIS	Non
Suède	... [... - ...]	...	...	5	SL	CU	MU	...	...	...	Non	Non
Surinam	0.2 [0.2 - 0.3]	...	4.7	61	Non	CB	...	...	...	Non	...	...
Thaïlande	0.2 [0.2 - 0.3]	45.55	8.6	45	SL	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Non	Non
Tadjikistan	<0.1 [ $<0.1 - <0.1$ ]	2.67	63.6	57	PS	CS	MU	...	26-50%	Oui	Non	Oui
Timor oriental	<0.1 [ $<0.1 - <0.1$ ]	11.08	74	32	Non	CU	MP	76-100%	...	Oui	Non	Non
Togo	0.8 [0.5 - 1.1]	25.96	28.1	89	PB	CS	...	76-100%	26-50%	Oui	...	...
Tonga	... [... - ...]	12.7	28.9	14	PB	CU	MS	...	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	Oui
Tunisie	<0.1 [ $<0.1 - <0.1$ ]	...	23.6	8	PS	Non	...	...	76-100%	Oui	...	...
Tuvalu	... [... - ...]	...	...	...	Non	CU	OB	76-100%	76-100%	Non	...	Oui
Ukraine	0.1 [0.1 - 0.2]	23	2.9	23	PS	CS	MU	...	76-100%	Oui	S&E en place	Oui
Ouganda	2.0 [1.3 - 2.8]	45.5	49	116	PB	CB	MS	26-50%	51-75%	Oui	Pistes d'EMIS	...
Uruguay	... [... - ...]	...	1.5	58	PS	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	...	Oui
Ouzbékistan	<0.1 [ $<0.1 - <0.1$ ]	...	...	24	PS	CS	...	...	76-100%	Oui	...	...
Vanuatu	... [... - ...]	...	59.6	49	PB	CU	OB	26-50%	26-50%	Oui	...	Non
Venezuela (République bolivarienne du)	0.2 [0.2 - 0.3]	...	...	85	PB	CB	...	76-100%	76-100%	Oui	...	...
Viêt-Nam	<0.1 [ $<0.1 - <0.1$ ]	46.21	28.2	29	PB	CU	OB	76-100%	76-100%	Oui	Inclus dans EMIS	...
Zambie	4.1 [2.4 - 5.5]	41.7	45.1	118	PB	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Inclus dans EMIS	Non
Zimbabwe	4.6 [2.9 - 6.4]	46.44	38.7	83	PB	CB	MB	76-100%	76-100%	Oui	Pistes d'EMIS	...

**Notes**

Les données présentées dans ce tableau proviennent uniquement des sources énumérées ci-dessous. Comme les années de référence pour les données présentées dans ce tableau varient, la situation peut avoir évolué depuis.

- Estimations modélisées par pays utilisant les meilleures données épidémiologiques et programmatiques disponibles pour suivre l'épidémie de VIH. Les données fournies entre crochets sont des fourchettes dans lesquelles se situe la valeur réelle (Source : ONUSIDA, 2019).
- Pourcentage de femmes et d'hommes âgés de 15 à 24 ans qui identifient correctement les deux moyens de prévenir la transmission sexuelle du VIH et rejettent les principales idées fausses sur la transmission du VIH. (Source : EDS, MICS, autres enquêtes au niveau des pays (2008-2018)).
- Pourcentage de femmes (âgées de 15 à 49 ans) qui considèrent qu'un mari est justifié de frapper ou de battre sa femme pour au moins une des raisons spécifiées : se dispute avec lui ; refuse d'avoir des rapports sexuels ; brûle la nourriture ; sort sans le prévenir ; ou lorsqu'elle néglige les enfants. (Source : EDS, MICS et autres enquêtes au niveau national (2012-2018)).
- Nombre de naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans (Source : Division de la population des Nations unies, Perspectives de la population mondiale, 2018).
- PB** : Politiques d'éducation sur l'éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences de vie dans l'enseignement primaire et secondaire (Source : NCPI 2017, 2019) 6.  
**PS** : Politiques éducatives sur l'éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences nécessaires à la vie courante dans l'enseignement secondaire uniquement (Source : NCPI 2017, 2019).  
**PP** : Politiques éducatives sur l'éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences nécessaires à la vie courante dans l'enseignement primaire uniquement (Source : NCPI 2017, 2019).  
**SL** : Cadres juridiques, lois, décrets, actes et politiques pertinents (les niveaux d'enseignement ne sont pas précisés) (Source : Enquête 2019-2020 sur le statut du CSE ; BZgA & IPPF EN 2018 Questionnaire sur l'éducation sexuelle).  
**Non** : Aucune loi/politique relative à l'éducation sexuelle (Source : ICPN 2017, 2019 ; Enquête 2019-2020 sur le statut du CSE ; BZgA & IPPF EN 2018 Enquête sur l'éducation sexuelle).
- CB** : L'éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences de vie tenant compte du genre fait partie du programme scolaire tant dans l'enseignement primaire que secondaire (Source : UBRAF 2019).  
**CS** : L'éducation au VIH et à la sexualité basée sur les compétences de vie tenant compte du genre fait partie du programme uniquement dans l'enseignement secondaire (Source : UBRAF 2019).  
**CU** : Curriculum lié - les niveaux d'enseignement et/ou les sujets couverts ne sont pas spécifiés (Source : Enquête 2019-2020 sur le statut du CSE ; BZgA & IPPF EN 2018 Questionnaire sur l'éducation sexuelle).

**Non** : Aucun programme scolaire lié à l'éducation sexuelle (Source : UBRAF 2019 ; Enquête 2019-2020 sur le statut du CSE ; BZgA & IPPF EN 2018 Questionnaire sur l'éducation sexuelle).

- MB** : Programme obligatoire pour l'enseignement primaire et secondaire (Source : enquête 2019-2020 sur la situation du CSE).  
**MP** : Programme obligatoire pour l'enseignement primaire (source : enquête 2019-2020 sur la situation du CSE).  
**MS** : Programme obligatoire pour l'enseignement secondaire (Source : enquête 2019-2020 sur le statut du CSE).  
**MU** : Programme obligatoire/niveau d'enseignement non spécifié (Source : BZgA & IPPF EN 2018 Questionnaire sur l'éducation sexuelle).  
**OB** : Programme facultatif pour l'enseignement primaire et secondaire (Source : Enquête 2019-2020 sur le statut du CSE).  
**OS** : Programme d'études optionnel pour l'enseignement secondaire (Source : Enquête 2019-2020 sur le statut du CSE).  
**OU** : Programme d'études facultatif/le niveau d'enseignement n'est pas précisé (Source : BZgA & IPPF EN 2018 Questionnaire sur l'éducation sexuelle).
  - Pourcentage d'écoles (primaire/secondaire) dispensant une éducation sexuelle. (Source : ICPN 2019 ; SDG 4.7.2 2018 ; Enquête 2019-2020 sur le statut du CSE. En cas de divergence entre les sources de données, les données de l'ICPN l'ont emporté en raison de leur force probante relative et de leurs mérites techniques plus solides).
  - Des politiques, des programmes ou des cursus de formation des enseignants sont en place. (Source : ICPN 2017, 2019 ; Enquête 2019-2020 sur le statut du CSE)
  - Un système de suivi et d'évaluation est en place : L'éducation sexuelle plus ou moins systématiquement suivie et parfois même évaluée, mais n'ont pas commencé la collecte de données. (Source : BZgA & IPPF EN 2018 Questionnaire sur l'éducation sexuelle) Pistes EMIS : Le système d'information sur la gestion de l'éducation nationale (EMIS) suit [collecte des données sur] la prestation de l'ECS (Source : Enquête 2019-2020 sur le statut de l'ECS). Inclus dans EMIS : Les pays ont intégré les indicateurs de base pour mesurer la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au sida dans les systèmes nationaux de suivi de l'éducation, conformément aux recommandations de l'ETII sur l'éducation. (Source : UBRAF 2019). Notez que l'inclusion dans les systèmes nationaux de suivi de l'éducation (EMIS) n'implique pas que les données soient effectivement collectées.
  - Source : Enquête 2019-2020 sur le statut du CSE ; BZgA & IPPF EN 2018 Questionnaire sur l'éducation à la sexualité.
- (...) Données non disponibles ou catégorie non applicable/Ne fait pas partie de l'échantillon dans les sources de données (ICPN, UBRAF, Enquête 2019-2020 sur le statut du CSE, BZgA & IPPF EN 2018 Questionnaire sur l'éducation sexuelle).

## Références

- Alphonso, C. 2018. Ford government scraps controversial Ontario sex-ed curriculum. *The Globe and Mail*, 11 juillet 2018, disponible sur : <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-doug-ford-government-scraps-controversial-ontario-sex-ed-curriculum/> [Consulté en janvier 2021].
- Apter, D. 2011. Recent developments and consequences of sexuality education in Finland. *FORUM: Sexuality Education and Family Planning*, 2, 3-8.
- Arrow 2011. Youth Sexual and Reproductive Health Situation and Programmes in Laos : Challenges and Some Recommendations. Kuala Lumpur : ASIAN-PACIFIC RESOURCE & RESEARCH CENTRE FOR WOMEN. Disponible sur : [https://arrow.org.my/wp-content/uploads/2015/04/AFC-Vol.13-No.2-2007\\_Young-People-Sexuality\\_Laos.pdf](https://arrow.org.my/wp-content/uploads/2015/04/AFC-Vol.13-No.2-2007_Young-People-Sexuality_Laos.pdf) [Consulté en septembre 2020].
- Arrow 2018. Comprehensive Sexuality Education in Asia: A Regional Brief. Kuala Lumpur: Asian-Pacific Resource & Research Centre for Women. Disponible sur : <https://arrow.org.my/publication/comprehensive-sexuality-education-cse-in-asia-a-regional-brief/> [Consulté en septembre 2020].
- Awusabo-Asare, K., Stillman, M., Keogh, S. C., Teye Doku, D., Kumi-Kyereme, A., Esia-Donkoh, K., Leong, E., Amo-Adjei, J. & Bankole, A. 2017. From Paper to Practice: Sexuality Education Policies and their Implementation in Ghana. New York: institute, G. Disponible sur : <https://www.guttmacher.org/report/sexuality-education-ghana> [Consulté en septembre 2020].
- Becker, K. D., Bohnenkamp, J., Domitrovich, C., Keperling, J. P. & Jalongo, N. S. 2014. Online Training for Teachers Delivering Evidence-Based Preventive Interventions. *School Mental Health: A Multidisciplinary Research and Practice Journal*, 6 (4), 225–236.
- Bialystok, L. 2018. "My Child, My Choice"? Mandatory Curriculum, Sex, and the Conscience of Parents. *Educational Theory*, 68 (1), 11-29.
- Bonell, C., Fletcher, A., Sorhaindo, A., Wells, H. & Mckee, M. 2012. How market-oriented education policies might influence young people's health: development of a logic model from qualitative case studies in English secondary schools. *Journal of Epidemiology & Community Health*, 66 (7), e24-e24.
- Bonell, C., Humphrey, N., Fletcher, A., Moore, L., Anderson, R. & Campbell, R. 2014. Why schools should promote students' health and wellbeing. *BMJ: British Medical Journal*, 348.
- Borges, R. O. & Borges, Z. N. 2018. Pânico moral e ideologia de gênero articulados na supressão de diretrizes sobre questões de gênero e sexualidade nas escolas (Moral panic and gender ideology articulated in the suppression of guidelines on gender and sexuality issues in schools). *Revista Brasileira de Educação*, 23 (e230039).
- Cacciatore, R., Ingman-Friberg, S., Apter, D., & Sajaniemi, N. K., R. 2020. 'An alternative term to make comprehensive sexuality education more acceptable in childhood'. *South African Journal of Childhood Education*, 10 (1).
- Cense, M., Grauw, S. & Vermeulen, M. 2020. 'Sex Is Not Just about Ovaries.' Youth Participatory Research on Sexuality Education in The Netherlands. *Int J Environ Res Public Health*, 17 (22).
- Chandra-Mouli, V., Gomez Garbero, L., Plesons, M., Lang, I. & Corona Vargase, E. 2018a. Evolution and Resistance to Sexuality Education in Mexico. *Global Health: Science and Practice*, 6 (1), 137-149.
- Chandra-Mouli, V., Plesons, M., Barua, A., Gogoi, A., Katoch, M., Ziauddin, M., Mishra, R., Nathani, V. & Sinha, A. 2018b. What Did It Take to Scale Up and Sustain Udaan, a School-Based Adolescent Education Program in Jharkhand, India? *American Journal of Sexuality Education*, 13 (2), 147-169.
- Chandra-Mouli, V., Plesons, M., Hadi, S., Baig, Q. & Lang, I. 2018c. Building Support for Adolescent Sexuality and Reproductive Health Education and Responding to Resistance in Conservative Contexts: Cases From Pakistan. *Global health, science and practice*, 6 (1), 128-136.
- Chau, K., Traoré Seck, A., Chandra-Mouli, V. & Svanemyr, J. 2016. Scaling up sexuality education in Senegal: integrating family life education into the national curriculum. *Mise à l'échelle de l'éducation sexuelle au Sénégal : intégration de l'éducation à la santé de la reproduction au programme scolaire national*, 16 (5), 503-519.
- Chong, A., Golzalez-Navarro, M., Karlan, D. & Valdivia, M. 2017. Do Information Technologies Improve Teenagers' Sexual Education? Evidence from a Randomized Evaluation in Colombia. Cambridge, MA. Disponible sur : <https://www.nber.org/papers/w18776> [Consulté en novembre 2020].
- Corona, E. & Arango, M. C. 2010. El aporte de la sociedad civil al desarrollo de la educación de la sexualidad en América Latina. México: FNUAP-DEMYSEX.
- Conseil de l'Europe 2020. Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe. Disponible sur : <https://rm.coe.int/1680084822> [Consulté en février 2020].
- Cousins, L. 2018. Amplifying and accelerating action on young people's SRHR. Right Here Right. Disponible sur : [https://www.rutgers.international/sites/rutgersorg/files/PDF/web-Rutgers\\_ICPD%2B25%20report%2024.3.19.pdf](https://www.rutgers.international/sites/rutgersorg/files/PDF/web-Rutgers_ICPD%2B25%20report%2024.3.19.pdf) [Consulté en novembre 2020].
- Dawn, Resurj & IWHC 2013. Sixth Asia Pacific Population Conference: Analysis by DAWN, RESURJ and IWHC. Bangkok: Women for a new era, realizing sexual and reproductive justice & international women's health coalition. Disponible sur : [https://dawnnet.org/sites/default/files/articles/analysis\\_of\\_escap\\_6th\\_appc\\_by\\_dawn\\_resurj\\_and\\_iwhc.pdf](https://dawnnet.org/sites/default/files/articles/analysis_of_escap_6th_appc_by_dawn_resurj_and_iwhc.pdf) [Consulté en novembre 2020].

- Department for Education 2019a. Parental Engagement on Relationships Education. London.  
Disponible sur : [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/884450/Parental\\_engagement\\_on\\_relationships\\_education.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/884450/Parental_engagement_on_relationships_education.pdf) [Consulté en novembre 2020].
- Department for Education 2019b. Policy paper: Introduction: Relationships Education, Relationships and Sex Education (RSE) and Health Education. London. Disponible sur : <https://www.gov.uk/government/publications/changes-to-personal-social-health-and-economic-pshe-and-relationships-and-sex-education-rse/introduction-relationships-education-relationships-and-sex-education-rse-and-health-education> [Consulté en novembre 2020].
- Department for Education 2020a. Plan your Relationships, Sex and Health Education Curriculum. London.  
Disponible sur : <https://www.gov.uk/guidance/plan-your-relationships-sex-and-health-curriculum> [Consulté en novembre 2020].
- Department for Education 2020b. Relationships Education, Relationships and Sex Education (RSE) and Health Education Statutory guidance for governing bodies, proprietors, head teachers, principals, senior leadership teams, teachers London.  
Disponible sur : [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/908013/Relationships\\_Education\\_Relationships\\_and\\_Sex\\_Education\\_RSE\\_and\\_Health\\_Education.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/908013/Relationships_Education_Relationships_and_Sex_Education_RSE_and_Health_Education.pdf) [Consulté en novembre 2020].
- Engel, D. M. C., Paul, M., Chalasani, S., Gonsalves, L., Ross, D. A., Chandra-Mouli, V., Cole, C. B., De Carvalho Eriksson, C., Hayes, B., Philipose, A., Beadle, S. & Ferguson, B. J. 2019. A Package of Sexual and Reproductive Health and Rights Interventions—What Does It Mean for Adolescents? *Journal of Adolescent Health*, 65 (6), S41-S50.
- Ezer, P., Kerr, L., Fisher, C. M., Heywood, W. & Lucke, J. 2019. Australian Students' Experiences of Sexuality Education at School. *Sex Education: Sexuality, Society and Learning*, 19 (5), 597-613.
- Fan, S., Dai, Z., Lu, X. & Leng, J. 2018. Effect analysis on AIDS & sexual health education course pack among middle school students in Chengdu. *Chin J AIDS STD*, 24 (12).
- FNUAP & FEMESS 2019. Mapeo de organizaciones, instituciones y personas que ofrecen educación integral para la sexualidad en México. Mexico.
- FNUAP 2014. Orientations opérationnelles du FNUAP pour l'éducation complète à la sexualité. New York : FNUAP.  
Disponible sur : <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/>
- UNFPA\_OperationalGuidance\_FR\_Website.pdf [Consulté en avril 2021].
- FNUAP 2017a. Harmonizing the Legal Environment for Adolescent Sexual and Reproductive Health and Rights: A review of 23 countries in East and Southern Africa. Disponible sur : [https://esaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/2017-08-Laws%20and%20Policies-Digital\\_0.pdf](https://esaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/2017-08-Laws%20and%20Policies-Digital_0.pdf) [Consulté en septembre 2020].
- FNUAP 2017b. Updating: Comprehensive Sexuality Education in Latin America Today. Panama : FNUAP.
- FNUAP 2018. UNFPA State of the Art Diagnosis of Comprehensive Sexuality Education Implementation in the English and Dutch Speaking Caribbean. FNUAP : New York.
- FNUAP 2019. Sexual and Reproductive Health and Rights: An Essential Element of Universal Health Coverage. New York. Disponible sur : [https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/SRHR\\_an\\_essential\\_element\\_of\\_UHC\\_2020\\_online.pdf](https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/SRHR_an_essential_element_of_UHC_2020_online.pdf) [Consulté en septembre 2020].
- FNUAP 2020a. Learning Beyond the Classroom: Adapting Comprehensive Sexuality Education Programming during the COVID-19 the Pandemic. New York. Disponible sur : [https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/Learning\\_Beyond\\_the\\_Classroom.pdf](https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/Learning_Beyond_the_Classroom.pdf) [Consulté en janvier 2021].
- FNUAP 2020b. Navigating Comprehensive Sexuality Education in the Arab Region: A situational analysis. Le Caire : FNUAP. Disponible sur : [https://iraq.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/situational\\_analysis\\_final\\_for\\_web.pdf](https://iraq.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/situational_analysis_final_for_web.pdf) [Consulté en février 2021].
- FNUAP, OMS & BZGA 2016. Sexuality Education Policy Brief No. 2, Sexuality Education: What is its impact?
- FNUAP, UNESCO & IPPF 2020a. Love. Protect. Respect. Empower. The status of comprehensive sexuality education in Asia-Pacific, 2019. Bangkok.
- FNUAP, UNESCO, OMS, UNICEF & ONUSIDA 2020b. International Technical and Programmatic Guidance on Out-of-School Comprehensive Sexuality Education (CSE). New York. Disponible sur : [https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Out\\_of\\_School\\_CSE\\_Guidance\\_with\\_References\\_for\\_Web.pdf](https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Out_of_School_CSE_Guidance_with_References_for_Web.pdf) [Consulté en janvier 2021].
- FNUAP, WHO & BZGA 2020c. Comprehensive Sexuality Education - Factsheet Series. Disponible sur : [https://eeca.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/unfpa\\_turkey\\_factsheet\\_all\\_-\\_who\\_web\\_r4.pdf](https://eeca.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/unfpa_turkey_factsheet_all_-_who_web_r4.pdf) [Consulté en avril 2021].
- Ford, J. V., Corona Vargas, E., Finotelli JR, I., Fortenberry, J. D., Kismödi, E., Philpott, A., Rubio-Aurioles, E. & Coleman, E. 2019. Why Pleasure Matters: Its Global Relevance for Sexual Health, Sexual Rights and Wellbeing. *International Journal of Sexual Health*, 31 (3), 217-230.
- Francis, D. A. & Depalma, R. 2015. 'You need to have some guts to teach': Teacher preparation and characteristics for the teaching of sexuality and HIV/AIDS education in South African schools. *SAHARA-J: Journal of Social Aspects of HIV/AIDS* 12 (1), 30-38.
- Fu, H. 2011. The bumpy road to socialise nature: Sex education in Japan. *Culture Health & Sexuality* 13 (8), 903-15.
- Goldfarb, E. S. & Lieberman, L. D. 2021. Three Decades of Research: The Case for Comprehensive Sex Education. *Journal of Adolescent Health*, 68 (1), 13-27.
- Government of Sweden. 2020. Bättre sexualundervisning för unga (Better sex education for young people). 3 September 2020.  
Disponible sur : <https://www.regeringen.se/pressmeddelanden/2020/09/battre-sexualundervisning-for-unga/> [Consulté en septembre 2020].

- Gudyanga, E., De Lange, N. & Khau, M. 2019. Zimbabwean secondary school Guidance and Counseling teachers teaching sexuality education in the HIV and AIDS education curriculum. *ZSAHARA-J: Journal of Social Aspects of HIV/AIDS*, Vol. 16, 35-50.
- Haberland, N. 2015. The Case for Addressing Gender and Power in Sexuality and HIV Education: A Comprehensive Review of Evaluation Studies. *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health*, 41 (1), 31-42.
- Haberland, N. & Rogow, D. 2015. Sexuality Education: Emerging Trends in Evidence and Practice. *Journal of Adolescent Health*, 56 (1), S15-S21.
- Haldre, K., Part, K. & Ketting, E. 2012. Youth sexual health improvement in Estonia, 1990–2009: the role of sexuality education and youth-friendly services. *European Journal of Contraception and Reproductive Health Care*, 17 (5), 351–62.
- Herrera, A. 2019. Mandatory sex ed curriculum stirs controversy in Argentina. July 4, 2019. Disponible sur : <https://www.pri.org/stories/2019-07-04/sex-education-mandatory-argentina-it-s-not-enforced> [Consulté en novembre 2020].
- Horrell, A., Sproule, J. & Gray, S. 2012. Health and Wellbeing: A Policy Context for Physical Education in Scotland. *Sport, Education and Society*, 17 (2), 163-180.
- House of Commons 2015. Life lessons: PSHE and SRE in schools, Fifth Report of Session 2014–15. London. Disponible sur : <https://publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmeduc/145/145.pdf> [Consulté en novembre 2020].
- House of Commons 2016. Sexual harassment and sexual violence in schools Third Report of Session 2016–17. London. Disponible sur : <https://publications.parliament.uk/pa/cm201617/cmselect/cmwomeq/91/91.pdf> [Consulté en novembre 2020].
- Huaynoca, S., Chandra-Mouli, V., Yaqub JR, N. & Denno, D. M. 2014. Scaling up comprehensive sexuality education in Nigeria: from national policy to nationwide application. *Sex Education*, 14 (2), 191-209.
- Human Rights Watch. 2020. Poland: Reject New Curbs on Abortion, Sex Ed. April 14, 2020. Disponible sur : <https://www.hrw.org/news/2020/04/14/poland-reject-new-curbs-abortion-sex-ed> [Consulté en janvier 2021].
- Hurley, L., Nygård, S. & Mjaaland, T. 2017. CSE around the world: Best practices. Report from the IPPF conference on comprehensive sexuality education. Oslo: IPPF. Disponible sur : <https://sexogpolitikk.no/wp-content/uploads/2018/02/End-Report-CSE-Around-the-World.pdf> [Consulté en novembre 2020].
- ICF 2018. End-of-Project Evaluation: Strengthening Comprehensive Sexuality Education for Young People in School Settings in Zambia. Harare: UNESCO.
- Insights for Education 2021. One Year of School Disruption. Insights for Education. Disponible sur : <https://infographic.education.org/insights/en/> [Consulté en décembre 2020].
- Institut de statistique de l'UNESCO 2019. New Methodology Shows that 258 Million Children, Adolescents and Youth Are Out of School. Montréal.
- Institute of Child and Adolescent Health 2019. Project Implementation Report: Revitalisation of the Healthy Lifestyles Curriculum. Erevan, Arménie.
- IPPF 2016. Fournir + Rendre possible. Boîte à outils : Mise à l'échelle de l'éducation sexuelle intégrée (CSE). Londres : IPPF. Disponible sur : <https://www.ippf.org/sites/default/files/2018-04/IPPF%20Deliver%20and%20Enable%20CSE%20Toolkit-%20French.pdf> [Consulté en avril 2021].
- Irvin, A. & Trang, Q. T. 2018. Review of the Sexual and Reproductive Health Education in Lower and Upper Secondary Schools in Viet Nam. Hanoi : Vietnam, U.
- Jimmyns, C. A. & Meyer-Weitz, A. 2020. Factors That Have an Impact on Educator Pedagogues in Teaching Sexuality Education to Secondary School Learners in KwaZulu-Natal, South Africa. *Sexuality Research and Social Policy*, 17 (3), 364.
- Jolly, S., Oosterhoff, P., Faith, B., Braeken, D. & Shephard, K. 2020. A review of the evidence: sexuality education for young people in digital spaces, background paper prepared for the section of Health and Education at UNESCO. Paris : UNESCO. Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373885> [Consulté en novembre 2020].
- Kalil, I. O. 2019. Gender Ideology Incursions in Education. *Sur - International Journal on Human Rights*, 29, 115-124.
- Kempers, J., Ketting, E., Chandra-Mouli, V. & Raudsepp, T. 2015. The success factors of scaling-up Estonian sexual and reproductive health youth clinic network - from a grassroots initiative to a national programme 1991-2013. *Reproductive Health*, 12 (1).
- Keogh, S. C., Stillman, M., Awusabo-Asare, K., Sidze, E., Monzón, A. S., Motta, A. & Leong, E. 2018. Challenges to implementing national comprehensive sexuality education curricula in low- and middle-income countries: Case studies of Ghana, Kenya, Peru and Guatemala. *PLoS ONE*, 13 (7), 1-18.
- Keogh, S. C., Stillman, M., Leong, E., Awusabo-Asare, K., Sidze, E., A.S., M. & Motta, A. 2019. Measuring the quality of sexuality education implementation at the school level in low- and middle-income countries. *Sex Education*, 20 (2), 119-137.
- Ketting, E. & Ivanova, O. 2018. Sexuality Education in Europe and Central Asia. Cologne: BZGA & IPPF European Network. Disponible sur : [https://www.bzga-whocc.de/fileadmin/user\\_upload/Dokumente/BZgA\\_Comprehensive%20Country%20Report\\_online\\_EN.pdf](https://www.bzga-whocc.de/fileadmin/user_upload/Dokumente/BZgA_Comprehensive%20Country%20Report_online_EN.pdf) [Consulté en novembre 2020].
- Kirby, D. B. 2009. Recommendations for Effective Sexuality Education Programmes. Unpublished review prepared for UNESCO. Paris : UNESCO.
- Kirby, D. B., Laris, B. A. & Roller, L. A. 2007. Sex and HIV Education Programs: Their Impact on Sexual Behaviors of Young People Throughout the World. *Journal of Adolescent Health*, 40 (3), 206-217.

- Kirungi, K. K., Kiyangi, F. P., Musoke, M. & Kasozi, J. 2020. Effectiveness of School Based Health Clinics on Utilization of Sexual and Reproductive Health Services Among School Girls Aged 15-19 Years in Uganda: Cluster Randomized Trial. *Journal of Clinical and Medical Case Reports*, 1 (2), 2-6.
- Kivela, J., Ketting, E. & Baltussen, R. 2011. Cost and cost effectiveness analysis of school-based sexuality education in six countries: full report + School-based sexuality education programmes: a cost and cost-effectiveness analysis in six countries. Paris. Disponible sur : <https://hivhealthclearinghouse.unesco.org/library/documents/cost-and-cost-effectiveness-analysis-school-based-sexuality-education-six> [Consulté en septembre 2020].
- Klemetti, R. & Raussi-Lehto, E. 2018. Discussion Paper, Promote, Prevent, Influence: The action programme for the promotion of sexual and reproductive health in 2014–2020. Helsinki. Disponible sur : [http://www.julkari.fi/bitstream/handle/10024/136169/TY%c3%962018\\_18\\_Promote%2cprevent%2cinfluence\\_WEBk.pdf?sequence=1&isAllowed=y](http://www.julkari.fi/bitstream/handle/10024/136169/TY%c3%962018_18_Promote%2cprevent%2cinfluence_WEBk.pdf?sequence=1&isAllowed=y) [Consulté en novembre 2020].
- Le FONDS MONDIAL 2020a. Élaboration de la stratégie du Fonds mondial – Consultation ouverte. Genève. Disponible sur : [https://www.theglobalfund.org/media/9702/strategydevelopment\\_2020openconsultationpdf\\_presentation\\_fr.pdf](https://www.theglobalfund.org/media/9702/strategydevelopment_2020openconsultationpdf_presentation_fr.pdf) [Consulté en octobre 2020].
- Le FONDS MONDIAL 2020b. Note d'information technique – Programme de lutte contre le VIH pour les adolescentes et jeunes femmes dans les contextes à forte prévalence de VIH. Genève. Disponible sur : [https://www.theglobalfund.org/media/4573/core\\_adolescentgirlsandyoungwomen\\_technicalbrief\\_fr.pdf](https://www.theglobalfund.org/media/4573/core_adolescentgirlsandyoungwomen_technicalbrief_fr.pdf) [Consulté en septembre 2020].
- Le FONDS MONDIAL 2020c. Femmes et jeunes filles. Disponible sur : <https://www.theglobalfund.org/fr/women-girls/> [Consulté en octobre 2020].
- Lindberg, L. D. & Maddow-Zimet, I. 2012. Consequences of sex education on teen and young adult sexual behaviors and outcomes. *Journal of Adolescent Health*, 332–338.
- Lusaka Times. 2020. Religious Affairs Minister Raises Strong Objection to introducing Comprehensive Sex Education in Schools. September 24, 2020. Disponible sur : <https://www.lusakatimes.com/2020/09/24/religious-affairs-minister-raises-strong-objection-to-introducing-comprehensive-sex-education-in-schools/> [Consulté en mars 2021].
- Lykens, J., Pilloton, M., Silva, C., Schlamm, E., and Sheoran, B. 2017. TECHsex: Youth Sexuality and Health Online. San Francisco: YTH: Youth Tech Health. Disponible sur : <https://youth.org/wp-content/uploads/YTH-TECHsex-2017-report.pdf> [Consulté en novembre 2020].
- Magits, W. 2019. RE: Personal communication: Interview with Wannes Magits, Policy officer on youth and CSE; Sensoa, Flemish Expertise Centre for Sexual Health.
- Ministry of Education and Sports & UNFPA 2017. Comprehensive sexuality education: Assessment of the Teacher Guidebook. Vientiane.
- Ministry of Education Arts and Culture 2020. Education Management Information System: Education Statistics 2019. Windhoek.
- Ministry of General Education 2020. Educational Statistical Bulletin. Lusaka.
- Mkhitaran, S. 2016. Assessment of the Reproductive Health Section of the National School-Based Curricula on Healthy Lifestyle Education in Armenia. Moscow: UNESCO Institute for Information Technologies in Education.
- Mohammadyari, S. & Singh, H. 2015. Understanding the effect of e-learning on individual performance: The role of digital literacy. *Computers & Education*, 11.
- Motta, A., Keogh, S., Prada, E., Nunez-Curto, A., Konda, K., Stillman, M. & Cáceres, C. 2017. From Paper to Practice: Sexuality Education Policies and Their Implementation in Peru. New York: Guttmacher Institute. Disponible sur : [https://www.guttmacher.org/sites/default/files/report\\_pdf/sexuality\\_education\\_policies\\_and\\_their\\_implementation\\_in\\_peru.pdf](https://www.guttmacher.org/sites/default/files/report_pdf/sexuality_education_policies_and_their_implementation_in_peru.pdf) [Consulté en novembre 2020].
- Ngabaza, S., Shefer, T. & Macleod Catriona, I. 2016. "Girls need to behave like girls you know": the complexities of applying a gender justice goal within sexuality education in South African schools. *Reproductive Health Matters*, 24 (48), 71.
- Ninsiima, A. B., Coene, G., Michielsen, K., Najjuka, S., Kemigisha, E., Ruzaaza, G. N., Nyakatod, V. N. & Leye, E. 2019. Institutional and contextual obstacles to sexuality education policy implementation in Uganda. *Sex Education*, 20, 17-32.
- Nolan, A. 2018. School-based relationships and sexuality education (RSE): lessons for policy and practice. Ireland: Houses of the Oireachtas. Disponible sur : [https://data.oireachtas.ie/ie/oireachtas/libraryResearch/2018-09-25\\_spotlight-school-based-relationships-and-sexuality-education-rse-lessons-for-policy-and-practice\\_en.pdf](https://data.oireachtas.ie/ie/oireachtas/libraryResearch/2018-09-25_spotlight-school-based-relationships-and-sexuality-education-rse-lessons-for-policy-and-practice_en.pdf) [Consulté en novembre 2020].
- OMS & UNESCO 2021 (à paraître). Global Standards and Indicators for Health Promoting Schools. Genève.
- OMS 2011. Rapport mondial sur le handicap Genève : OMS. Disponible sur : [http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/44791/1/9789240688193\\_fre.pdf?ua=1](http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/44791/1/9789240688193_fre.pdf?ua=1) [Consulté en novembre 2020].
- OMS, UNICEF, UNESCO & FNUAP 2020. Interventions de santé numérique axées sur la jeunesse : cadre pour la planification, l'élaboration et la mise en œuvre de solutions avec et pour les jeunes. Genève. Disponible sur : <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/339776/9789240019362-fre.pdf> [Consulté en janvier 2020].
- OMS. 2020. La grossesse chez les adolescentes, Principaux repères, 31 janvier 2020. Disponible sur : <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-pregnancy> [Consulté en janvier 2020].
- ONUSIDA 2020d. Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités. Genève : ONUSIDA. [https://www.unaids.org/fr/resources/documents/2015/UNAIDS\\_PCB37\\_15-19](https://www.unaids.org/fr/resources/documents/2015/UNAIDS_PCB37_15-19).
- ONUSIDA. 2020b. National Commitments and Policies Instrument. Disponible sur : <https://onlinedb.unaids.org/ncpi/libraries.aspx/Home.aspx> [Consulté en décembre 2020].
- ONUSIDA. 2020c. UNAIDS Epidemiological Estimates December 2020. Disponible sur : <https://aidsinfo.unaids.org> [Consulté en avril 2021].

- ORGANISATION DES NATIONS UNIES 1994. Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement. New York, Nations Unies. Disponible sur : <https://undocs.org/fr/A/CONF.171/13/Rev.1> [Consulté en novembre 2020].
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES 2014. Commission de la population et du développement, Rapport sur les travaux de la quarante-septième session (26 avril 2013 et 7-11 avril 2014), Conseil économique et social, Documents officiels, Conseil économique et social, Supplément n° 5. New York. <https://undocs.org/fr/E/2014/25>.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES 2016a. Commission de la condition de la femme, Rapport sur les travaux de la soixantième session (20 mars 2015 et 14-24 mars 2016), Conseil économique et social, Documents officiels, Conseil économique et social, Supplément n° 7. New York. <https://undocs.org/fr/E/2016/27>.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES 2016b. Assemblée générale, Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 8 juin 2016, Soixante-dixième session, Point 11 de l'ordre du jour. New York. <https://undocs.org/fr/A/RES/70/266>.
- O'Brien, H., Hendriks, J. & Burns, S. 2020. Teacher training organisations and their preparation of the pre-service teacher to deliver comprehensive sexuality education in the school setting: a systematic literature review. *Sex Education-Sexuality Society and Learning*, 21 (3).
- Paiva, V. & Silva Valeria, N. 2015. Facing negative reactions to sexuality education through a Multicultural Human Rights framework. *Reproductive Health Matters*, 23 (46), 96-106.
- Pak, J. 2018. Sex, snitching and school: The Ontario sex education debate. *The Lawyers Daily* [Online], September 24, 2018. Disponible sur : <https://jpkemploymentlaw.com/articles/the-ontario-sex-education-debate> [Consulté en janvier 2021].
- Panchaud, C., Keogh, S. C., Stillman, M., Awusabo-Asare, K., Motta, A., Sidze, E. & Monzón, A. S. 2019. Towards comprehensive sexuality education: a comparative analysis of the policy environment surrounding school-based sexuality education in Ghana, Peru, Kenya and Guatemala. *Sex Education*, 19 (3), 277-296.
- Population Reference Bureau 2020. Youth Family Planning Policy Scorecard. Washington D.C.: Population Reference Bureau. Disponible sur : <https://www.prb.org/youthfpcscorecard/en/> [Consulté en mars 2020].
- Pound, P., Langford, R. & Campbell, R. 2016. What do young people think about their school-based sex and relationship education? A qualitative synthesis of young people's views and experiences. *BMJ*, 6 (9).
- Public Health Agency of Sweden 2017. Sexuality and health among young people in Sweden – a survey on Knowledge, Attitudes and Behaviour among young people 16–29 years old. Stockholm. Disponible sur : <https://www.folkhalsomyndigheten.se/contentassets/ebe239903fd346cba9cb12bfb83e0bfd/sexuality-health-young-people-sweden.pdf> [Consulté en novembre 2020].
- Quilt.AI, ONU-Femmes, Women Count & UNFPA 2021. COVID-19 and violence against women: The evidence behind the talk, Insights from big data analysis in Asian countries. Disponible sur : [https://data.unwomen.org/sites/default/files/documents/Publications/COVID-19%20and%20VAW\\_Insights%20from%20big%20data%20analysis\\_final.pdf](https://data.unwomen.org/sites/default/files/documents/Publications/COVID-19%20and%20VAW_Insights%20from%20big%20data%20analysis_final.pdf) [Consulté en avril 2021].
- République Tunisienne 2017. Loi organique n° 2017-58 du 11 août 2017, relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes, Tunisie. Tunis. Disponible sur : <http://www.legislation.tn/sites/default/files/fraction-journal-officiel/2017/2017F/065/Tf2017581.pdf> [Consulté en novembre 2020].
- Restless Development 2016. Implementation of Provision Under the ESA Commitment on Comprehensive Sexual Education and Sexual and Reproductive Health and Rights in Zambia.: Restless Development. Disponible sur : <https://healtheducationresources.unesco.org/library/documents/implementation-provisions-under-esa-commitment-comprehensive-sexuality-education> [Consulté en novembre 2020].
- Reyes, D. 2019. Construcción de una didáctica para las Orientaciones Técnicas Internacionales sobre educación en sexualidad. Santiago: UNESCO.
- RFI. 2018. Mali : le gouvernement abandonne la réforme de l'éducation sexuelle. 20 décembre 2018. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181220-mali-gouvernement-abandonne-education-sexuelle-college-mahmoud-dicko> [Consulté en janvier 2021].
- Rijsdijk, L. E., Bos, A. E. R., Ruiters, R. A. C., Leerlooijer, J. N., De Haas, B. & Schaalma, H. P. 2011. The World Starts With Me: A multilevel evaluation of a comprehensive sex education programme targeting adolescents in Uganda. *BMC Public Health*, 11 (1), 334.
- Rogow, D. 2015. Review of Healthy Lifestyles Curricular Materials / Bosnia and Herzegovina, Content on "Preserving reproductive health – developing positive attitudes and values".
- Rose, I. D., Boyce, L., Murray, C. C., Lesesne, C. A., Szucs, L. E., Rasberry, C. N., Parker, J. T. & Roberts, G. 2019. Key Factors Influencing Comfort in Delivering and Receiving Sexual Health Education: Middle School Student and Teacher Perspectives. *American Journal of Sexuality Education*, 14 (4), 466-489.
- Saul, J., Bachman, G., Allen, S., Toiv, N. F., Cooney, C. & Beamon, T. A. 2018. The Dreams core package of interventions: A comprehensive approach to preventing HIV among adolescent girls and young women. *PLoS ONE*, 13 (12), 1-18.
- Schools for Health In Europe. Agenda for 5<sup>th</sup> European Conference on Health Promoting Schools. 5<sup>e</sup> Conférence européenne sur les écoles-santé, 20-22 novembre 2019 Moscou.
- Scottish Government. *Health and well-being in schools* [en ligne]. Gouvernement écossais. Disponible sur : <https://www.gov.scot/policies/schools/wellbeing-in-schools/> [Consulté en janvier 2021].
- Scottish Government. 2019. *Relationships, Sexual Health and Parenthood* [en ligne]. Disponible sur : <https://rshp.scot/about-the-resource/> [Consulté en janvier 2021].
- Sex Education Forum 2020. Our history - 30 years of campaigning. Londres : Sex Education Forum.

- Share-Net Netherlands 2020. Delivery of Comprehensive Sexuality Education in Non-Conventional Settings During COVID-19 In Low- And Middle-Income Countries. Netherlands.  
Disponible sur : <https://share-net.nl/delivery-of-comprehensive-sexuality-education-in-non-conventional-settings-during-covid-19-in-low-and-middle-income-countries/> [Consulté en janvier 2021].
- Shefer, T., Kruger, L., Macleod, C., Baxen, J. & Vincent, L. 2015. '... a huge monster that should be feared and not done': Lessons learned in sexuality education classes in South Africa. *African Safety Promotion Journal*, 13 (1).
- Sidze, E., Stillman, M., Keogh, S. C., Mulupi, S., Egesa, C., Leong, E., Mutua, M., Muga, W., Bankole, A. & Izugbara, C. 2017. From Paper to Practice: Sexuality Education Policies and Their Implementation in Kenya. New York: Guttmacher Institute.  
Disponibles sur : <https://www.guttmacher.org/report/sexuality-education-kenya> [Consulté en novembre 2020].
- Singh, A., Both, R. & Philpott, A. 2020. 'I tell them that sex is sweet at the right time' – A qualitative review of 'pleasure gaps and opportunities' in sexuality education programmes in Ghana and Kenya. *Global Public Health*, 1-13.
- Sormunen, M., Turunen, H., Sormunen, J., and Saaranen, T. The subject of health education in the Finnish Matriculation Examination in 2007-2019. 5<sup>e</sup> Conférence européenne sur les écoles-santé, 20-22 novembre 2019, Moscou, Russie.
- South African Government 2019. Basic Education releases scripted lesson plans to Public on Comprehensive Sexuality Education content. South African Government.
- Svanemyr, J., Baig, Q. & Chandra-Mouli, V. 2015. Scaling up of Life Skills Based Education in Pakistan: A Case Study. *Sex Education: Sexuality, Society and Learning*, 15 (3), 249-262.
- Swedish National Agency for Education 2014. Sex Education Gender equality, sexuality and human relationships in the Swedish Curricula. Disponible sur : <https://www.skolverket.se/getFile?file=3580> [Consulté en novembre 2020].
- Swedish Schools Inspectorate 2018. Sex-och samlevnadsundervisning (Sex and Cohabitation Education) Stockholm: Swedish Schools Inspectorate. Disponible sur : <https://www.skolverket.se/skolutveckling/inspiration-och-stod-i-arbetet/stod-i-arbetet/sex-och-samlevnad> [Consulté en janvier 2021].
- The Associated Press. 2012. Jamaica bans sex ed curriculum after protests. September 15, 2012.  
Disponible sur : <https://www.hurriyetdailynews.com/jamaica-bans-sex-ed-curriculum-after-protests-30219> [Consulté en février 2021].
- Thurston, A. 2019. Mali: A Controversy Around Sex Education. 7 janvier 2019.  
Disponible sur : <https://sahelblog.wordpress.com/2019/01/07/mali-a-controversy-around-sex-education/> [Consulté en janvier 2021].
- Timilsina, A., Gautam, K. and Maskay, J. 2017. Nepal: Comprehensive Sexuality Education: The Way Forward. Nepal.  
Disponible sur : <https://arrow.org.my/wp-content/uploads/2017/10/Nepal-CSE-brief.pdf> [Consulté en novembre 2020].
- Udegbe, B. I., Fayehun, F., Isiugo-Abanihe, U. C., Nwagwu, W., Isiugo-Abanihe, I. & Nwokocho, E. 2015. Evaluation of the Implementation of Family Life and HIV Education Programme in Nigeria. *African Journal of Reproductive Health / La Revue Africaine de la Santé Reproductive*, 19 (2), 79.
- UNESCO & FNUAP 2018. Implementation of Sexuality Education in Middle Schools in China. Paris.
- UNESCO & GUTTMACHER INSTITUTE 2019. From Ideas to Action: Addressing Barriers to Comprehensive Sexuality Education in the Classroom. Paris : UNESCO. Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000371091> [Consulté en novembre 2020].
- UNESCO 2010. Leviers du succès. Programmes nationaux d'éducation sexuelle : études de cas. Paris, UNESCO. Paris : UNESCO.  
Disponible sur : <https://healtheducationresources.unesco.org/library/documents/levers-success-case-studies-national-sexuality-education-programmes> [Consulté en octobre 2020].
- UNESCO 2013. Mesurer la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA - Directives pour l'élaboration et l'utilisation d'indicateurs de base. Paris. Disponible sur : <https://hivhealthclearinghouse.unesco.org/library/documents/measuring-education-sector-response-hiv-and-aids-guidelines-construction-and-use> [Consulté en octobre 2020].
- UNESCO 2017a. Comprehensive Sexuality Education and Curricula in Latin America and the Caribbean: Desk review of the inclusion of CSE in official educational documents with an eye to the fulfillment of the Montevideo Consensus. Santiago: UNESCO.
- UNESCO 2017b. CSE Scale-Up in Practice Case Studies from Eastern and Southern Africa. Harare: UNESCO.  
Disponible sur : [https://healtheducationresources.unesco.org/sites/default/files/resources/cse\\_scale\\_up\\_in\\_practice\\_june\\_2017\\_final\\_.pdf](https://healtheducationresources.unesco.org/sites/default/files/resources/cse_scale_up_in_practice_june_2017_final_.pdf) [Consulté en septembre 2020].
- UNESCO 2018. Baseline Study – Our Rights, Our Lives, Our Future: Making positive sexual and reproductive health and education outcomes a reality for adolescents and young people in Sub-Saharan Africa. Paris : UNESCO.
- UNESCO 2019a. Facing the facts: the case for comprehensive sexuality education, UNESCO Global Education Monitoring Report. Paris: UNESCO. Disponible sur : <https://en.unesco.org/gem-report/node/2791> [Consulté en octobre 2020].
- UNESCO 2019b. La pedagogía de la sexualidad: procesos de planificación e implementación didáctica realizados por docentes en Chile. Santiago. Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000369032?posInSet=15&queryId=2c33b8d7-1fb5-476f-8be8-0b962bc3924c> [Consulté en novembre 2020].
- UNESCO 2019c. Regarder la réalité en face : pourquoi faut-il promouvoir l'éducation complète à la sexualité, UNESCO Rapport mondial de suivi sur l'éducation. Paris: UNESCO. Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000369032> [Consulté en novembre 2020].
- UNESCO 2020a. Switched on: sexuality education in the digital space. Paris: UNESCO.  
Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372784> [Consulté en octobre 2020].
- UNESCO 2020b. Réponse éducative de l'UNESCO face au Covid-19 – Notes du Secteur de l'éducation. Santé & nutrition pendant l'apprentissage à la maison. Paris. Disponible sur : [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373277\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373277_fre) [Consulté en octobre 2020].

- UNESCO 2021. A qualitative study on attitudes, perceptions and experience of CSE in schools and communities in Africa. Harare.
- UNESCO, FNUAP & ONUSIDA 2015. L'Éducation sexuelle complète : une étude mondiale. Paris : UNESCO. Disponible sur : [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000235707\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000235707_fre) [Consulté en novembre 2020].
- UNESCO, FNUAP & ONUSIDA 2016. Tenir notre promesse pour les jeunes aujourd'hui. Évaluation des progrès 2013-2015. Engagement ministériel de l'Afrique orientale et australe sur l'éducation sexuelle complète et l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents et les jeunes. Paris. Disponible sur : [https://healtheducationresources.unesco.org/sites/default/files/resources/fulfilling\\_our\\_promise\\_to\\_young\\_people\\_today\\_esa\\_2013-2015\\_progress\\_review\\_fr.pdf](https://healtheducationresources.unesco.org/sites/default/files/resources/fulfilling_our_promise_to_young_people_today_esa_2013-2015_progress_review_fr.pdf) [Consulté le 6 novembre 2019].
- UNESCO, FNUAP & UNICEF 2017. Assessment Report: Assessment of Select Adolescence Education and Life Skills Education Initiatives in Schools in India. Bangkok: UNESCO, UNFPA & UNICEF. Disponible sur : <https://tinyurl.com/yxwvvozb> [Consulté en octobre 2020].
- UNESCO, FNUAP, OMS, ONUSIDA, UNICEF & ONU-Femmes 2018. Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité : une approche factuelle. Paris. Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000266214> [Consulté en novembre 2020].
- UNESCO, FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE, PLAN INTERNATIONAL, INITIATIVE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION DES FILLES & FONDS MALALA POUR LE DROIT DES FILLES À L'ÉDUCATION 2020a. Reconstruire l'égalité : guide de rescolarisation des filles. Paris. Disponible sur : [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374094\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374094_fre) [Consulté en janvier 2021].
- UNESCO, ONUSIDA, FNUAP, UNICEF & OMS 2009. Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle : une approche factuelle à l'intention des établissements scolaires, des enseignants et des professionnels de l'éducation à la santé. Paris. Disponible sur : [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281_fre) [Consulté en novembre 2020].
- UNESCO, PAM, UNICEF & OMS 2020b. JOINT POSITION PAPER: The importance of investing in the wellbeing of children to avert the learning crisis. Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374730> [Consulté en mars 2021].
- UNESCO-ITIE 2019. Teacher training on Health Education in Kyrgyzstan supported by the UNESCO IITE: results and cooperation prospects. Moscou : Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation.
- UNESCO-ITIE 2020. Empowering "Health Fundamentals" teachers of Ukraine: Tutorials and seminars supported by the UNESCO IITE. Moscou : Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation.
- UNICEF 2017a. Review of comprehensive sexuality education in Thailand. Thaïlande.
- UNICEF 2017b. La situation des enfants dans le monde 2017. Les enfants dans un monde numérique. New York. [https://www.unicef.org/media/48586/file/SOWC\\_2017\\_FR.pdf](https://www.unicef.org/media/48586/file/SOWC_2017_FR.pdf).
- UNICEF 2019. Early childbearing. New York : UNICEF.
- UNICEF 2020. Protecting Children from Violence in the Time of COVID-19: Disruptions in prevention and response services. New York. Disponible sur : <https://www.unicef.org/media/74146/file/Protecting-children-from-violence-in-the-time-of-covid-19.pdf> [Consulté en janvier 2021].
- UNICEF MENA 2017. Analytical Mapping of Life Skills and Citizenship Education in Middle East and North Africa. Amman: UNICEF. Disponible sur : <https://www.unicef.org/mena/reports/analytical-mapping-life-skills-and-citizenship-education-mena> [Consulté en novembre 2020].
- UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS 2018. ICT Facts and Figures 2017. Genève : UIT. Disponible sur : <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/ICTFactsFigures2017.pdf> [Consulté en novembre 2020].
- VANWESENBECK, I., WESTENENG, J., DE BOER, T., REINDERS, J. & VAN ZORGE, R. 2016. Lessons learned from a decade implementing Comprehensive Sexuality Education in resource poor settings: The World Starts With Me. *Sex Education*, 16 (5), 471-486.
- WATSON, K., AKWARA, E., MACHAWIRA, P., BAKADOURIS, M., TALLARICO, R. & CHANDRA-MOULI, V. 2021. The East and Southern Africa Ministerial Commitment: A review of progress toward fulfilling young people's sexual and reproductive health rights (2013-2018). *Sexual and Reproductive Health Matters (publication pending the acceptance of revisions)*.
- WELSH GOVERNMENT 2017. The future of the Sex and Relationships Education Curriculum in Wales. Cardiff. Disponible sur : <https://orca.cf.ac.uk/107649/1/The-future-of-the-sex-and-relationships-education-curriculum-in-wales-en.pdf> [Consulté en octobre 2020].
- WHO REGIONAL OFFICE FOR EUROPE & BZGA 2010. Standards pour l'éducation sexuelle en Europe - Un cadre de référence pour les décideurs politiques, les autorités compétentes en matière d'éducation et de santé et les spécialistes. Cologne : Centre fédéral allemand pour l'éducation à la santé, BZgA. Disponible sur : [https://www.bzga-whocc.de/fileadmin/user\\_upload/Dokumente/WHO\\_BZgA\\_Standards\\_franzoesisch.pdf](https://www.bzga-whocc.de/fileadmin/user_upload/Dokumente/WHO_BZgA_Standards_franzoesisch.pdf) [Consulté en avril 2021].
- WOOD, S., ROGOW, D. & STINES, F. 2015. Preparing teachers to deliver gender-focused sexuality/HIV education: a case study from Nigeria. *Sex Education*, 15 (6), 671-685.
- WURYANINGSIH, SUSILASTUTI, D. H., DARWIN, M. & ADI CILIK, P. 2019. Effects of Web-Based Learning and F2F Learning on Teachers Achievement in Teacher Training Program in Indonesia. *International Journal of Emerging Technologies in Learning*, 14 (21), 123-147.
- XINHUA NEWS AGENCY 2020. Law of the People's Republic of China on the Protection of Minors. Beijing: Xinhua News Agency.
- YEPOYAN, T. 2020. *RE: Personal communication: Interview with Tigran Yepoyan, Regional Health and HIV Advisor, UNESCO IITE, on the status of CSE in the Eastern Europe and Central Asia Region*.
- YOUTH TECH HEALTH & UNESCO 2020. Health and Wellbeing for Young People in the Times of COVID 19. Californie. Disponible sur : [https://yth.org/wp-content/uploads/YTH-report\\_formatted\\_15JUN.pdf](https://yth.org/wp-content/uploads/YTH-report_formatted_15JUN.pdf) [Consulté en novembre 2020].
- ZUURMOND, M. 2021. Needs assessment on the current state of CSE for young persons with disabilities in the East and Southern Africa region. Harare: UNESCO.



# unesco

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Le chemin vers une éducation complète à la sexualité

### Rapport sur la situation dans le monde

Ce rapport donne un aperçu mondial de la situation de l'éducation complète à la sexualité en milieu scolaire. En s'appuyant sur une série de sources de données existantes et nouvelles, et en examinant des études de cas dans le monde entier, le rapport montre comment les pays progressent dans leur cheminement vers l'ECS.

Pour savoir si les enfants et les jeunes ont accès à l'ECS de qualité et durable, il faut évaluer un certain nombre de facteurs - lois et politiques, couverture, programmes scolaires, prestation et environnement favorable. Cette analyse permettra de poursuivre les efforts de plaidoyer et de financement, alors que les gouvernements et les partenaires travaillent à l'objectif de garantir que tous les apprenants bénéficient de l'ECS tout au long de leur scolarité.

### Restez en contact



UNESCO  
7, place de Fontenoy – 75352 Paris 07 SP France



<https://on.unesco.org/cse>



@UNESCO



@UNESCO

